



FORUM EXPAT
PARTIR
QUAND MÊME



**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**
EN VENTE DÈS LE 8 OCTOBRE



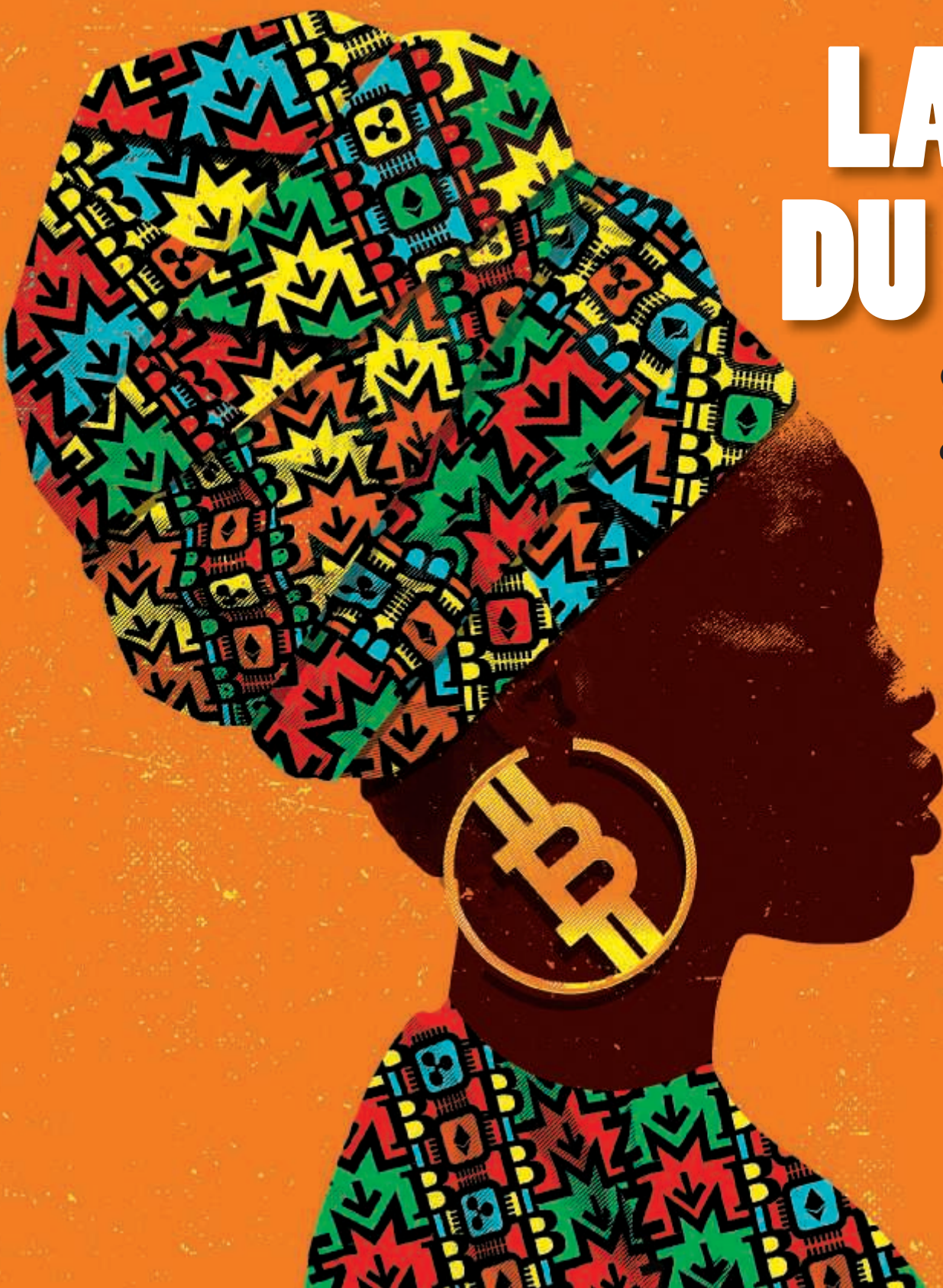
**Courrier
international**

N° 1614 du 7 au 13 octobre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,40 € CFA, Algérie
5,30 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

LA FIÈVRE DU BITCOIN

*Comme au Salvador, où le bitcoin
a désormais le statut de monnaie
officielle, de plus en plus de pays
en développement se tournent
vers les cryptomonnaies.
Décryptage.*



M 03183 - 1614 - F: 4,50 €





NOUVELLE CUPRA FORMENTOR e-HYBRID RECHARGEABLE

FEEL ANOTHER WAY.*

Il existe de nombreuses façons de se sentir vivant.
Et plus d'une façon de vivre votre vie.
Vous avez juste à trouver la vôtre.
Essayez le meilleur de l'innovation avec
la CUPRA Formentor e-HYBRID rechargeable.
Et découvrez la puissance d'une conduite
à l'état pur avec un moteur de 245 ch,
et une autonomie en 100 % électrique allant jusqu'à 55 km.

*Une autre voie est possible.

CUPRA Formentor VZ e-HYBRID 245 DSG6 : consommation mixte WLTP (min - max l/100 km) : 1,5 - 1,6. Émissions de CO₂ WLTP (min - max g/km) : 33 - 35. Autonomie électrique WLTP (min - max km) : 52 - 55.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - S.A. au capital de 198502510 € - 11, avenue de Boursonne, 02600 Villers-Cotterêts RCS SOISSONS 832277370.

Visuel borne de recharge non contractuel. **Rendez-vous sur cupraofficial.fr**





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La fièvre du bitcoin

p. 16

Le 7 septembre, le Salvador est devenu le premier pays du monde à adopter comme monnaie légale le bitcoin – de *bit*, unité d'information binaire, et *coin*, mot anglais désignant une pièce de monnaie, pour décrire une monnaie virtuelle et un système de paiement fondé sur la blockchain ("chaîne de blocs"). Une décision spectaculaire du président Nayib Bukele qui, à 40 ans, demeure l'un des chefs d'État les plus populaires d'Amérique latine. Et un tournant historique que de nombreux experts ont vite dénoncé comme "une stratégie de marketing politique" plus qu'une mesure qui viserait à améliorer le quotidien des citoyens, à en croire **El País**

America. Pour les mêmes experts, "Bukele joue au Monopoly avec les finances publiques". Car ni le Fonds monétaire international ni la Banque mondiale ne reconnaissent "cette monnaie qui monte et descend à vitesse grand V". Il n'empêche. S'il est trop tôt pour tirer des conclusions de cette révolution, la loi bitcoin au Salvador reflète une tendance de fond que le **Financial Times** a très bien décryptée dans un article pédagogique que nous reprenons ici : de plus en plus, les cryptomonnaies, comme le bitcoin, s'imposent dans les pays en développement. Pour de bonnes et surtout de mauvaises raisons. Mais le phénomène prend une telle ampleur qu'il nous a paru important d'y consacrer ce dossier. Parce qu'il révèle notamment une fracture majeure et sans doute contre-intuitive entre le Nord et le Sud. Si, dans les pays riches, le bitcoin et les cryptomonnaies sont d'abord perçus comme un phénomène purement spéculatif, dans le Sud,

ils compensent souvent des monnaies locales et des systèmes financiers défaillants. C'est le cas au Nigeria, au Brésil, au Vietnam ou au Venezuela. "Dans le monde en développement, écrit le **Financial Times**, les cryptomonnaies [sont] en train de prendre racine à bas bruit. Elles s'y sont vite fait une place dans le quotidien, notamment dans les pays abonnés à l'instabilité financière ou qui n'offrent qu'un accès très limité aux services financiers traditionnels tels que les comptes bancaires." "Une inflation aléatoire et des taux de change fluctuants, des services bancaires onéreux [...] et, surtout, l'existence ou la menace de restrictions des mouvements de capitaux sont autant de repoussoirs", explique le quotidien britannique. Dans ces pays, les cryptomonnaies sont utilisées pour les envois d'argent depuis l'étranger [par les travailleurs émigrés], mais pas seulement. De plus en plus, les monnaies virtuelles font des incursions dans les investissements traditionnels, selon le **Financial Times**. De quoi inquiéter le FMI, qui redoute

une trop grande exposition des particuliers ou des investisseurs à des placements par définition très volatils. Face à ce risque, de nombreux États tentent de riposter. La Chine a ainsi interdit récemment toutes les transactions en cryptomonnaies. C'est le premier État à prendre une mesure aussi radicale. Au Nigeria, l'État a tenté de limiter les transactions en bitcoin. En vain. En Iran en revanche, le bitcoin a son utilité politique, observe **Middle East Eye**, qui raconte comment Téhéran s'en sert pour exporter son pétrole et contourner les sanctions américaines. Cette monnaie virtuelle garantit en effet l'anonymat des clients et offre une grande discrétion dans les transactions internationales. C'est un dossier certes un peu technique, mais passionnant dans ce qu'il implique et dans les questions qu'il pose, que nous avons choisi de placer à la une cette semaine. Autre dossier à découvrir dans ce numéro : notre rendez-vous annuel consacré à l'expatriation.

La pandémie a bouleversé le monde du travail et les façons de voyager; pourtant vous êtes encore nombreux à vouloir partir étudier ou travailler à l'étranger. Tout au long de l'année, sur notre site Courrier expat et dans notre newsletter, La Lettre des expats, vous pouvez retrouver des informations pratiques sur les conditions de vie dans une vingtaine de pays, du Canada au Portugal, en passant par la Nouvelle-Zélande, Singapour, l'Australie, Hong Kong, les États-Unis ou la Suisse... Retrouvez dans ce numéro des articles et témoignages consacrés à ceux qui ont choisi de s'expatrier en cette période si compliquée. En attendant les débats et les conférences du Forum Expat que nous organisons les 20 et 21 octobre. Bonne lecture.

En couverture :

dessin de **Gary Neill**, Royaume-Uni, pour **Courrier international**/agoodson.com. Forum expat : dessin de **Paul Garland**, Royaume-Uni/Ikon images



Sommaire

7 JOURS p. 8

France-Algérie : Macron a tout gâché

Les déclarations du président français sur la "rente mémorielle" de la nation algérienne ont été très mal reçues de l'autre côté de la Méditerranée. Réactions.

ROYAUME-UNI p. 22

L'hiver de la colère

Pénuries d'essence et de gaz, prix en hausse : une crise sociale couve outre-Manche, alerte le **New Statesman**.



GABRIELE CECCONI

PORTFOLIO p. 58

Le Koweït, ses paradis artificiels

Le photographe italien **Gabriele Cecconi** a arpenté durant plusieurs mois ce petit État du golfe Persique. Il y a capturé des scènes surréalistes, qui évoquent des décors de cinéma.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Diário de Notícias** Lisbonne, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Fast Company** New York, mensuel. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hankyoreh** Séoul, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **La Presse** Tunis, quotidien. **Público** (publico.es) Madrid, en ligne. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Tirto.id** (tirto.id) Jakarta, en ligne. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **USA Today** McLean (États-Unis), quotidien. **Il Venerdì di Repubblica** Rome, hebdomadaire.



PAUL GARLAND, ROYAUME-UNI/IKON IMAGES

Précieux voyages

p. 39

Malgré la pandémie, de nombreux Français sont partis vivre à l'étranger. Explications, conseils et témoignages.



Devenons l'énergie qui change tout.

C'EST LE MOMENT DE PASSER AU CARBURANT DE DEMAIN.

Rouler avec l'électricité d'EDF produite à 97% sans émissions de CO₂*, c'est mieux pour le climat.



RCS PARIS 552 081 317



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.

PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. France-Algérie. Macron a tout gâché
14. Controverse. La série "Foundation" a-t-elle vu trop grand ?

À la une

16. La fièvre du bitcoin

D'un continent à l'autre

22. Royaume-Uni. Hiver à risques
24. Espagne. Dans l'enfer volcanique de La Palma
25. Italie. Ruée vers les maisons à 1 euro

26. France. La chasse, ce sport national

28. Tunisie. Une Première ministre fantôme ?

32. Irak. Le pays joue les médiateurs régionaux

34. Asie. De Bangkok à Hong Kong, une jeunesse révoltée

36. États-Unis. Les enfants tombent sous les balles

38. Argentine. Quand les péronistes s'écharpent

39. Partir quand même

Expats

39. Partir quand même

Transversales

55. Sciences. Modifier les gènes, une stratégie à double tranchant

56. Environnement. Aux Moluques, ce n'est pas nickel

360°

58. Portfolio. Le Koweït, ses paradis artificiels

62. Plein écran. J'ai voulu conquérir Instagram

64. Série. "Squid Game", le jeu en vaut-il la chandelle ?

66. Histoire. Et si l'Empire ottoman avait gagné la bataille de Lépante ?

68. L'entretien. "Il faut repenser la catégorie 'femmes'"



SUR NOTRE SITE

Mexique. Dans l'État de Tabasco, les ravages de la monoculture bananière

La municipalité rurale de Teapa, dans le sud du Mexique, est la plus grande productrice de bananes du pays et fait vivre la plupart des agriculteurs. Mais cette monoculture, qui a provoqué déforestation et érosion des terres, a rendu les inondations plus fréquentes.

Rendez-vous. Courrier des recettes : une sauce à tout faire

"La perfection doit offrir naturellement un diapason complet de sensations gustatives, sans faire dans l'imitation", écrit le chroniqueur de la magazine russe **Kommersant**. Nous vous proposons de découvrir les cinq ingrédients de sa sauce parfaite dans notre rendez-vous gourmand du samedi matin.

Podcast. "Six pieds sur Terre", d'autres voix pour un monde durable

Chaque semaine, *Courrier international* et *ID4D*, le média du développement durable, vous donnent rendez-vous pour un nouveau podcast sur les défis de l'écologie. Pour le quatrième épisode de notre série "Comment vivre avec le vivant?" nous donnons la parole à Béatrice Kremer-Cochet, naturaliste.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NEWSLETTER

Sacrés Français

Nous vous invitons à découvrir notre nouvelle newsletter : Sacrés Français.

Chaque samedi, retrouvez ce que la presse étrangère a écrit de plus drôle, de plus grinçant, de mieux ou de pire sur nous, nos singularités, nos travers, ainsi que sur les débats qui agitent la France.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~ RCO21BO004

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

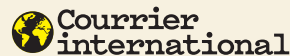
Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigrp.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Octobre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Jeffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 33), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Béranère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Julien Abirama, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloëil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Nora Houdart-Oualah (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérot, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diatta Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Marie-Ange Costantini, Marie Daoudal, Myriam Dartois-Ako, Sophie Laurent-Lefevre, Julien Lecot, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75017 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicazzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences Français de Ren (français, deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 015-466, is published weekly 48 times per year (triple issue in August/December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisants: Ptot < 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart chéquier Sélect' Presse posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine.

NOUS SOMMES AVEC CEUX QUI DÉFENDENT LES HOMMES ET PROTÈGENT L'HUMAIN.

LA VALEUR D'UNE SOCIÉTÉ SE MESURE À SON HUMANITÉ.

Nous avons la conviction qu'une entreprise se doit d'être au service de l'humain.

C'est pourquoi, chez GMF, nous avons fait le choix d'un modèle mutualiste, sans actionnaires. Ainsi, tous les résultats de la société sont dédiés à une meilleure protection de nos sociétaires.

Découvrez notre modèle mutualiste sur gmf.fr



**1^{ER} ASSUREUR DES AGENTS
DU SERVICE PUBLIC**

ASSURÉMENT HUMAIN

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public selon une étude Kantar TNS SoFia de mars 2021.

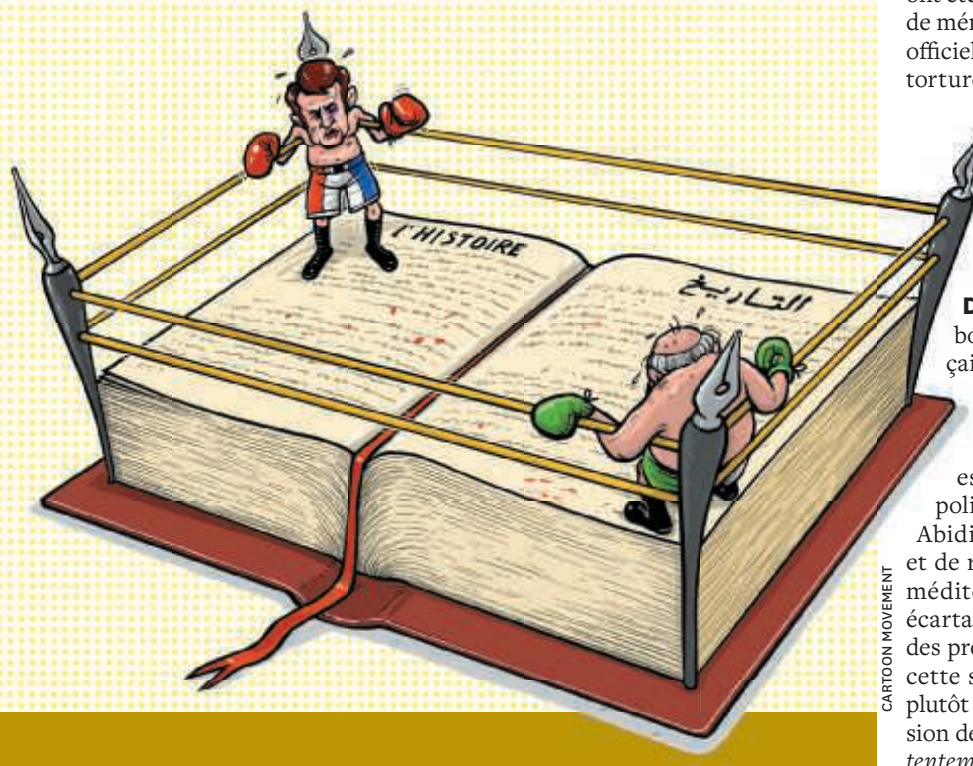
LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret Cedex.

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512Z. Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. / LA SAUVEGARDE (R.C.S. Nanterre 612 007 674).



France/Algérie. Macron a tout gâché

Les déclarations du président français sur le “système politico-militaire” algérien qui s’est “construit sur une rente mémorielle” ont été très mal reçues de l’autre côté de la Méditerranée. Réactions.



CARTOON MOVEMENT

↳ Dessin d’Emad Hajjaj,
Jordanie.

L’Algérie (TSA) se demande comment on en est arrivé là, alors que jusqu’à présent Emmanuel Macron, “*quoi que l’on dise, avait fait avancer le dossier de la mémoire et s’était toujours montré prudent quand il s’agissait d’évoquer l’Algérie et sa situation interne*”. Le média rappelle ainsi que c’est pendant le quinquennat d’Emmanuel Macron que les crânes de résistants algériens, conservés dans un musée parisien depuis un siècle et demi, ont été restitués, qu’un travail commun de mémoire a été lancé, que la France a officiellement reconnu la pratique de la torture pendant la guerre d’Algérie, et que le président français “*a surtout franchi le pas [quand il n’était que candidat] de qualifier le colonialisme [en réalité, la colonisation] de crime contre l’humanité*”.

Déception. Après ces pas dans la bonne direction, le président français aurait-il donc tout simplement dérapé? “*Dans ce genre de cérémonie préparée à l’avance, les mots sont choisis et soigneusement pesés*”, estime dans **L’Orient-Le Jour** le politologue suisse et algérien Hasni Abidi, directeur du Centre d’études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) à Genève, écartant l’hypothèse de la spontanéité des propos. Selon le quotidien libanais, cette sortie d’Emmanuel Macron doit plutôt être interprétée comme l’expression de sa “*déception*” et de son “*mécontentement*” quant à l’accueil froid, par les autorités algériennes, du travail de mémoire entamé par la France autour de la guerre d’Algérie.

Le rapport Stora, commandé par l’Élysée à l’historien Benjamin Stora et remis en janvier dernier, était pourtant perçu au départ comme un pas important vers la réconciliation des mémoires. Mais si la France estime en avoir fait suffisamment, le pouvoir algérien s’est de son côté montré très critique, regrettant notamment que le rapport préconise une série d’“*actes symboliques*”, mais “*ni excuses ni repentance*” de la France vis-à-vis de la colonisation.

Dans ce contexte, avec ses propos du 30 septembre, “*Macron sous-estime la mémoire blessée des Algériens*”, déclare l’essayiste algérien Hosni Kitouni, cité par le journal indépendant **El Watan**. *Il ne faut pas oublier que les harkis représentent pour le peuple algérien ce que les collaborateurs ont représenté pour la France sous occupation nazie. Peut-on imaginer Mme Merkel décernant des médailles d’honneur aux descendants de ces collaborateurs? Peut-on l’imaginer rendant hommage à Pétain?*”

— **Courrier international**

Tapie le touche-à-tout

FRANCE — Bernard Tapie, qualifié en Belgique par **Le Soir** de “*bonimenteur magnifique*”, est décédé à 78 ans des suites d’un cancer ce dimanche 3 octobre. Il “*était sans doute l’une des personnalités que les Français aimèrent le plus aduler et détester*”, écrit **Le Temps**. Pour le quotidien suisse, l’entrepreneur et ancien ministre incarnait “*une France touche-à-tout, avec ce qu’elle comporte de risques, de faillites et d’échecs*”.

Marée noire



ÉTATS-UNIS

— “*Le littoral du comté d’Orange vient de faire les frais de notre dépendance envers le pétrole*”, se désolait le 4 octobre en une et dans son éditorial le **Los Angeles Times**, alors que l’État de Californie subit l’une des pires marées noires qu’il ait connues depuis des décennies. “*Un oléoduc raccordé à une plateforme pétrolière au large de Huntington Beach*, dans la banlieue de Los Angeles, “*a déversé au moins 572 000 litres de pétrole brut pendant le week-end*” des 2 et 3 octobre. “*Les écologistes dénoncent depuis longtemps la vétusté des installations pétrolières au large des côtes, un militant ayant parlé de ‘bombe à retardement’*”, rappelle le quotidien de la cité des Anges.

Nomination

JAPON — Après sa victoire lors du scrutin interne du Parti libéral-démocrate (PLD), Fumio Kishida a été officiellement nommé Premier ministre le 4 octobre. Parmi les vingt ministres de son gouvernement figurent seulement trois femmes. “*Un chiffre très bas par rapport aux standards mondiaux*”, écrit l’édition japonaise du **Huffington Post**. Selon la presse locale, Kishida compte dissoudre la chambre basse dès le 14 octobre, ce qui provoquerait de nouvelles législatives. Il compte ainsi profiter du climat politique favorable, analyse le journal **Asahi**.

L’“*inacceptable*”, voilà ce que titre le quotidien d’État algérien **L’Expression** dans son édition du 3 octobre, pour qualifier ce qu’il considère être une “*violente attaque du président français contre les responsables algériens*” et une “*digression impardonnable, qui n’a jamais été commise par aucun président français*”. Tout a commencé le 30 septembre, lorsque le président français, Emmanuel Macron, recevait une délégation de dix-huit jeunes

gens : Français d’origine algérienne, binationaux et, pour certains, Algériens.

Lors d’un échange avec l’un d’entre eux, Emmanuel Macron, candidat certain à sa réélection, a lancé : “*La nation algérienne post-1962 s’est construite sur une rente mémorielle*”, en référence à la colonisation et à la guerre d’Algérie. Avant d’évoquer un “*système politico-militaire qui s’est construit sur cette rente mémorielle*”. Des propos qui ont été très mal reçus de l’autre côté de la Méditerranée : les réactions se sont enchaînées, et les autorités algériennes se sont emballées.

Dans un communiqué publié par la présidence de la République, l’Algérie a affirmé le 3 octobre “*rejeter toute ingérence dans ses affaires intérieures*”. Pour **L’Expression**, Emmanuel Macron est “*obnubilé par l’élection [présidentielle] d’avril et ne semble pas mesurer la gravité de ses déclarations*”. Le quotidien estime par ailleurs que le président français “*rêve de voir l’insoumise Algérie s’aligner sur l’Occident*” et installer à la tête du pays “*un régime de béni-oui-oui*”.

Après le rappel de l’ambassadeur algérien à Paris et l’interdiction de survol du territoire algérien par des avions militaires français, les relations franco-algériennes traversent “*une zone de turbulences*”, résume de son côté le quotidien francophone indépendant **Liberté**. Même s’il n’envisage pas “*une nouvelle lune du miel*” dans l’immédiat, le quotidien considère que l’avenir des relations entre les deux pays dépendra fortement des évolutions politiques, aussi bien en Algérie qu’en France, où la course vers l’Élysée a commencé. De son côté, le site d’informations **Tout sur**



**Revue
de presse**



**DANS VOS CARREFOUR MARKET
DU 7 AU 24 OCTOBRE**

C.S.F. SAS au capital de 100 347 710 € - ZI Route de Paris - 14120 Mondeville - RCS Caen 440 283 752



2019

LA REVUE DU
vin 17/20
DE FRANCE

**PASSITO DI PANTELLERIA
CAROLE BOUQUET**

Appellation : Vin de Sicile
Région : Vin étranger



"Son bouquet est un concentré de senteurs de l'île de Pantelleria. Sa robe est dorée, sa bouche est riche en fruits mûrs, abricots, figes et épices douces."

La bouteille

**28€
70**



2016

LA REVUE DU
vin 15,5/20
DE FRANCE

CHÂTEAU POMIES-AGASSAC

Appellation : Haut-Médoc
Région : Bordeaux



"Ce vin possède un nez élégant de fruits rouges et noirs, de café, de vanille et de cuir. Puissant à la mise en bouche, sa saveur évolue avec souplesse au fil de la dégustation."

La bouteille

~~9€
99~~ **7€
49**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Carrefour
market 

↳ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.

ROYAUME-UNI

Allô la Syrie ?

SYRIE-JORDANIE — “Le président Assad a appelé le roi Abdallah II et a discuté avec lui du renforcement de la coopération commune”, relatait le 4 octobre le principal journal syrien, **Al-Watan**, au lendemain du premier appel téléphonique entre le président syrien et le roi de Jordanie depuis dix ans. Un coup de fil qui “renforce le processus du retour de la Syrie dans le giron arabe”, écrit le quotidien pan arabe **Asharq Al-Awsat**. Depuis plusieurs mois, rappelle le site syrien indépendant **Enab Baladi**, “la Jordanie déploie des efforts arabes et internationaux en vue d’une réhabilitation du régime” syrien.

Drame

INDE — Une manifestation d’agriculteurs a tourné à la tragédie dimanche lorsqu’un convoi ministériel a renversé plusieurs paysans dans le district de Lakhimpur Kheri (l’Uttar Pradesh), mettant le feu aux poudres. Selon **New Delhi Television**, le drame serait survenu alors qu’un groupe de paysans aurait “tenté de bloquer” le convoi du ministre de l’Intérieur de cet État. Huit personnes sont mortes au cours de l’incident et des violences qui lui ont succédé.

Mangues siliennes

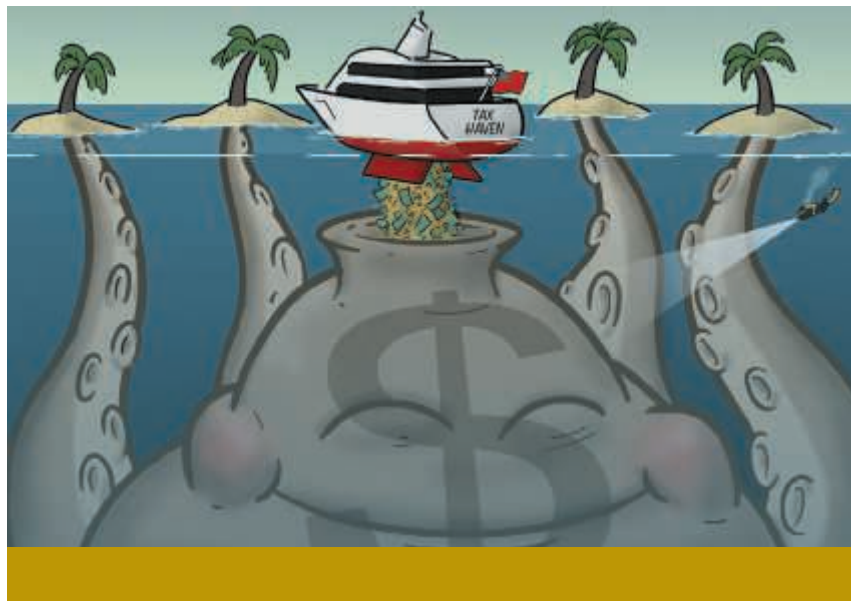


MARTIRENA, CUBA

ITALIE — L’époque où la Sicile était célèbre pour ses oranges, citrons et mandarines sera-t-elle bientôt révolue? Selon une enquête de **L’Espresso**, les agrumes sont progressivement remplacés sur l’île par des fruits exotiques : “Mangues, avocats, mais aussi fruits de la passion, litchis, papayes et bananes. Ces cinq dernières années, nous sommes passés de moins de 10 à 500 hectares de cultures de fruits tropicaux en Italie.” Ce n’est pas tout : “Les fortes chaleurs de cette année m’ont permis d’expérimenter la culture du cacao”, a témoigné un entrepreneur près de Palerme.

Londres, “blanchisserie” des riches étrangers

La capitale britannique, citée à de nombreuses reprises dans les Pandora Papers, joue un rôle essentiel dans la face sombre de l’économie mondiale, déplore la presse outre-Manche.



CARTOON MOVEMENT

Dans la mythologie grecque, c’est en ouvrant une boîte mystérieuse dans la chambre de son mari que la curieuse Pandore déclenche involontairement une série de catastrophes pour l’humanité.”

Depuis le dimanche 3 octobre, relate **The Times**, le Consortium

international des journalistes d’investigation (ICIJ), en partenariat avec plusieurs médias internationaux, provoque lui aussi une série de secousses, à sa façon.

Après les Panama Papers (2016) et les Paradise Papers (2017), “la dernière série de révélations baptisée ‘Pandora Papers’ expose la

face sombre de l’économie mondiale qui permet à de riches autocrates”, aux responsables politiques et aux milliardaires de soustraire leurs avoirs aux yeux du grand public.

Au fond de cette boîte de Pandore 2.0, le nom d’une ville revient avec insistance : Londres.

Le roi Abdallah II de Jordanie, l’entourage du président kényan Uhuru Kenyatta, des oligarques russes proches de Vladimir Poutine et du dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, tous y ont bâti un patrimoine immobilier avec l’aide de sociétés écrans sises dans les paradis fiscaux.



Revue de presse

FRANCE

Sarkozy condamné, “c’est du lourd”

Pour la France, c’est du lourd”, lançait, en Autriche, la **Kleine Zeitung** le 30 septembre. Ce jour-là, le tribunal correctionnel de Paris a condamné à un an de prison ferme l’ancien président Nicolas Sarkozy pour le financement illégal de sa campagne électorale de 2012, “l’affaire Bygmalion”. Cette décision judiciaire, la deuxième rendue à l’encontre de Nicolas Sarkozy en six mois, a fait sensation à l’étranger. La France vient de juger son “monarque républicain”,

écrit en Belgique **Le Soir**. Et cela avec une ostensible dureté, retient en Espagne **La Vanguardia**. “Une humiliation de plus, et violente pour un homme aussi orgueilleux que Sarkozy. Les juges ont tenu à montrer qu’ils le traitaient, de fait, comme un délinquant.” Outre-Rhin, on a la même impression : après des années d’impunité pour les responsables politiques, l’Hexagone entre dans une nouvelle ère. “La sentence aura un effet dissuasif sur les prochains candidats, un point positif pour la politique

D’après **The Guardian**, les Pandora Papers recensent ainsi 1 500 propriétés au Royaume-Uni, essentiellement à Londres, détenues via 716 entités offshore, pour la plupart enregistrées aux îles Vierges britanniques. Valeur totale des biens : 4,7 milliards d’euros. “Les documents qui ont fuité illustrent clairement le rôle central de coordination joué par Londres, analyse le quotidien, partenaire de l’ICIJ. Ses quartiers d’affaires abritent des gestionnaires de patrimoine, des cabinets d’avocats et des comptables, dont la raison d’être est de servir leurs clients ultrariches. Ceux-ci sont bien souvent des magnats étrangers qui bénéficient du statut de ‘résident non domicilié’, ce qui signifie qu’ils ne paient pas d’impôt sur leurs avoirs hors Royaume-Uni.”

En d’autres termes, la City fait office de “blanchisserie” géante, assène **The Times** dans son éditorial du mardi 5 octobre. “Ce qui distingue nos relations désormais, en particulier avec les magnats russes qui investissent dans notre économie, c’est l’empressement à faire plaisir, le manque de vigilance et nos poches grandes ouvertes”, fustige le quotidien conservateur.

Le gouvernement britannique promet pourtant régulièrement d’agir, rappelle **The Guardian**. En créant, en premier lieu, “un registre obligatoire des propriétaires étrangers de biens immobiliers dans le pays”. Mais pour l’heure, rien n’a été lancé. Comme l’écrit le journaliste Oliver Bullough, spécialiste de la question, “le gouvernement n’a pas besoin d’attendre un accord international à ce sujet, il pourrait simplement adopter une loi prévoyant l’obligation de se déclarer pour les véritables propriétaires des sociétés opérant au Royaume-Uni. Cela ne résoudrait pas tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, mais ce serait un bon début.”

Une étape indispensable, surtout, pour le “Royaume-Uni mondial”, fer de lance de la démocratie, prôné par Boris Johnson dans le sillage du Brexit. “Autocrates et magnats paient des entreprises britanniques pour soigner leur image, conclut **The Times**, mais nous devrions aussi chercher à améliorer la nôtre.”

— **Courrier international**

française”, écrit la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. En Suisse, en revanche, on relève quelques ombres au tableau. **Le Temps** est stupéfait par le nombre de messages de sympathie qui ont afflué de la part de responsables politiques de la droite. “La justice française ne mérite-t-elle pas plus d’égards lorsqu’elle se prononce sur la base d’une enquête ponctuée d’aveux publics et d’un procès? La République sort accablée de ce bras de fer judiciaire.”

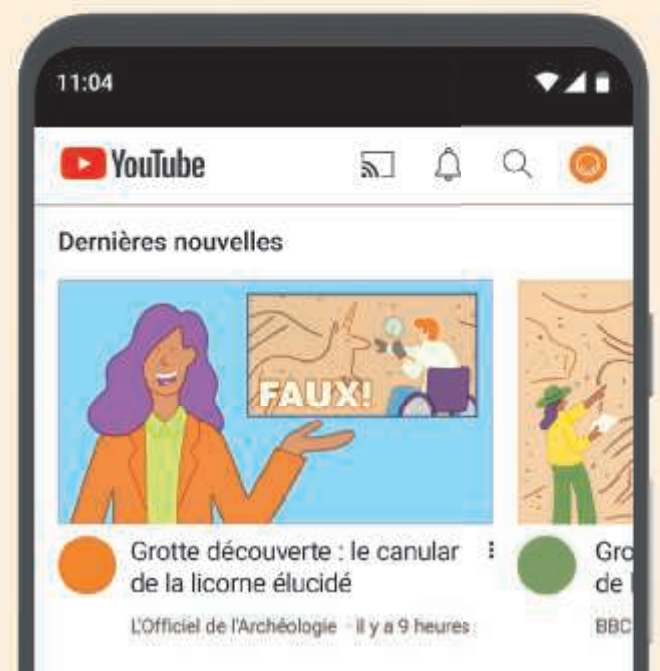
— **Courrier international**

Comment YouTube m'aide à identifier les informations fiables ?



Quand un événement se produit, il arrive que des personnes partagent des informations sans les avoir vérifiées.

En consultant le panneau "Dernières Nouvelles", vous pourrez retrouver des informations fiables partagées par des sources reconnues.



Découvrez plus de conseils et outils de YouTube pour vous aider à démêler le vrai du faux sur youtube.com/CommentFonctionneYouTube



✍ Dessin de Falco,
Cuba.

Grossesses sous surveillance

IRAN — Le pays a fait un pas de plus dans sa politique d'encouragement de la natalité, au mépris des droits des femmes. Selon le site persanophone **Meidaan**, le journaliste iranien Mahdyar Saididan vient de révéler l'existence d'une lettre envoyée par le chef adjoint à la justice de la province de Mazandaran (nord) aux laboratoires et aux centres de santé de la région, leur demandant de lui communiquer la liste de toutes les Iraniennes dont le test de grossesse revient positif. Le but : "Lutter contre les interruptions criminelles de grossesse", peut-on lire dans cette lettre.

Le casse du siècle

ALLEMAGNE — Les artistes et activistes du Centre pour la beauté politique ont annoncé avoir "raflé et planqué cinq millions de tracts de l'AfD", le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, en se faisant passer pour un service postal, relate la **Berliner Zeitung**. Furieux, les responsables de l'AfD ont annoncé qu'ils portaient plainte contre le collectif. Le journal s'interroge : "Ce vol de flyers est-il un sabotage antidémocratique? Atteint-il les limites de la liberté artistique? Conforte-t-il le discours victimaire que s'est forgé le parti?" Selon l'une de ses journalistes, le collectif joue certes "avec les limites de la courtoisie politique et assurément avec celles du droit pénal", mais "cette action ne vise pas la démocratie, bien au contraire : elle vise à exposer ses plaies béantes".

Nobel de médecine

SCIENCES — Comme beaucoup, la **Süddeutsche Zeitung** avait misé sur les pionniers des vaccins à ARN messenger, notamment utilisés contre le Covid-19, Drew Weissman et Katalin Kariko. Mais "la décision de l'assemblée des Nobel a créé la surprise" en accordant, le 4 octobre, le prix Nobel de médecine aux Américains David Julius et Ardem Patapoutian pour leur travail sur la perception de la température et le toucher.

ÉTATS-UNIS

Facebook va mal

Avant même la panne géante qui a touché le réseau social et ses filiales le lundi 4 octobre, ce chroniqueur spécialisé dans la tech posait un diagnostic sévère sur l'état de santé du mastodonte.



— **The New York Times** (extraits)
New York

Le *Wall Street Journal* a publié une excellente série d'articles rédigés à partir de documents internes de Facebook [appelés "Facebook Files"] que le quotidien s'est procurés. Une série que l'on peut lire comme l'histoire d'un titan qui n'aurait d'autre but que de s'enrichir en écrasant sans pitié la société au passage. Ces articles prouvent notamment de façon irréfutable que le réseau applique une justice à deux vitesses, qu'il savait qu'Instagram aggravait les complexes physiques chez les jeunes filles, et qu'il a un plus gros problème de désinformation au sujet des vaccins qu'il ne veut bien l'admettre. Il y aurait donc aisément de quoi s'imaginer que Facebook jouit d'une puissance terrifiante, et que seule une intervention agressive de l'État pourrait le ramener à la raison.

Mais on peut aussi tirer une autre conclusion de la lecture de cette série : Facebook va mal. Pas sur le plan financier ni juridique, ni même parce que des sénateurs aboient sur Mark Zuckerberg. C'est de déclin que je parle, un déclin lent, inexorable, que reconnaîtra quiconque a déjà vu de près une entreprise agonisante.

Il est aujourd'hui de bon ton de mettre en avant la taille et l'hégémonie de l'entreprise tout en dénonçant ses erreurs. Lors d'une audience qui s'est tenue au Sénat le 30 septembre dernier, les législateurs ont cuisiné Antigone Davis, la directrice de la sûreté de Facebook, à coups de questions

sur la conception de produits addictifs et sur l'influence que la société exerce sur ses milliards d'utilisateurs. Beaucoup de ces questions étaient hostiles, comme si les sénateurs lui demandaient : "Eh, Godzilla, tu veux bien arrêter de sauter à pieds joints sur Tokyo?" S'il y a une chose que démontrent ces documents obtenus par le *Wall Street Journal*, c'est à quel point Facebook a tout sauf le sentiment d'être un Godzilla. Fournis par la lanceuse d'alerte Frances Haugen, ancienne chef de produit au sein de Facebook, ils révèlent que le réseau redoute de perdre en pouvoir et en influence. Par conséquent, la société prend des mesures de plus en plus extrêmes pour améliorer son image et empêcher les utilisateurs de quitter ses applis.

Cette vulnérabilité est manifeste. Facebook développe des stratégies pour se vendre auprès des enfants, les pré-adolescents étant considérés comme un "public de valeur, mais inexploité". À la lecture de ces articles, il y a de quoi être scandalisé. Comme quand on apprend que, lors d'une présentation, des chercheurs de Facebook se sont demandé s'il existait "un moyen d'utiliser les récréations pour influencer le bouche-à-oreille, la diffusion chez les enfants". La vérité, c'est que ce désir de Facebook d'atteindre les jeunes utilisateurs tient moins à sa volonté de dominer un nouveau marché qu'à sa peur d'être condamné à l'obsolescence. Aux États-Unis, les adolescents se détournent de plus en plus de Facebook. Selon des analyses internes, l'utilisation quotidienne devrait avoir chuté de 45 %

d'ici à 2023. Ces analyses ont également révélé qu'Instagram perdait des parts de marché face à des rivaux qui progressent plus rapidement, comme TikTok.

Les problèmes de Facebook sont de deux ordres : d'une part le réseau social compte trop d'utilisateurs, d'autre part il n'en a pas suffisamment parmi ceux qu'il aimerait avoir, c'est-à-dire les jeunes Américains créateurs de culture, prescripteurs de tendances, convoités par les annonceurs. Et il semble que ce deuxième problème soit celui qui préoccupe le plus ses dirigeants.

En 2018, quand Facebook a décidé de modifier l'algorithme de son fil d'actualité (*news feed*), il s'agissait de mettre l'accent sur "les relations sociales importantes". Seul résultat, une explosion de commentaires scandalisés et colériques. La modification de l'algorithme avait alors été présentée comme une tentative d'assainir les conversations. Mais des rapports internes ont révélé que le véritable objectif était de relancer l'implication des utilisateurs, qui diminuait depuis plusieurs années. Les likes, les partages et les commentaires sur la plateforme étaient en berne. Facebook a essayé d'inverser la tendance en réécrivant l'algorithme du *news feed* pour qu'il mette en avant les contenus qui suscitaient beaucoup de commentaires et de réactions. Autrement dit, en gros, "les contenus qui mettent les gens très en colère".

Il est bien trop tôt pour annoncer la mort de Facebook. Le réseau social continue à croître en dehors des États-Unis. Il n'en reste pas moins que Facebook a du souci à se faire : ses jeunes utilisateurs partent

Le réseau social ne compte pas assez de jeunes Américains prescripteurs de tendances, convoités par les annonceurs.

en masse vers Snapchat et TikTok, tandis que ses utilisateurs plus âgés postent des memes antivaccins et discutent de politique.

Il est rare que les réseaux sociaux vieillissent bien, et au cours de leur déclin les géants de la tech peuvent faire beaucoup de dégâts. Dans les années qui viennent, Facebook pourrait aggraver son cas. Cela ne veut pas du tout dire que Facebook n'est pas puissant, qu'il ne doit pas être réglementé ou qu'il ne faut pas le surveiller de près. Malgré son recul, Facebook reste l'une des sociétés les plus importantes de l'histoire et possède la capacité d'influer sur la vie politique et culturelle partout dans le monde. Mais il ne faut pas confondre les gesticulations de Facebook avec une démonstration de force. Godzilla a fini par mourir, et le réseau social connaîtra le même sort.

— **Kevin Roose**

Publié le 4 octobre

Vous régaler, ça commence *par nous* engager

PROMOUVOIR LA NATURALITÉ

Nos recettes en 3 mots ? Simples, saines et savoureuses. Alors nous innovons toujours, pour le goût et la qualité, pour vous partager notre amour des végétaux.

SOUTENIR LA BIODIVERSITÉ

Vive le vivant ! Nos produits respectent nos territoires et la diversité de nos écosystèmes. Acteurs bio de la première heure, nous nous engageons avec nos producteurs dans la préservation des écosystèmes.

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE

La passion du bio et du bon, c'est sélectionner nos ingrédients en faisant honneur à l'expertise et la production française (filères soja et chanvre) ou en choisissant le commerce équitable.

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE ENTREPRISE

Notre engagement dans l'économie locale et circulaire grandit, notre empreinte sur terre se réduit. Une industrie agroalimentaire vertueuse, on y croit et on veut partager cette réalité avec vous.



**VOUS AVEZ FAIM D'EN SAVOIR PLUS ?
RENDEZ-VOUS SUR [SOJADE.FR/NOS-ENGAGEMENTS](https://sojade.fr/nos-engagements)**



CONTROVERSE

La série “Foundation” a-t-elle vu trop grand ?

Un empire de la taille de la galaxie, les mathématiques pour prédire l'avenir... Apple TV+ s'attaque à un gros morceau en adaptant le Cycle de Fondation d'Isaac Asimov. Si le résultat est visuellement grandiose, les critiques anglo-saxons sont divisés sur le fond : l'ampleur du récit est-elle un atout ou un handicap ?

OUI

Elle nous emmène au-delà des confins de l'ennui

Démoniaque de complexité” est le premier qualificatif appliqué par **The Daily Telegraph** à *Foundation*, la série d'Apple TV+ dont la diffusion a débuté le 24 septembre (trois épisodes sont déjà disponibles, les sept suivants suivront à un rythme hebdomadaire). Le défi est en effet de taille pour adapter une œuvre en forme de mosaïque titanique : le Cycle de Fondation, d'Isaac Asimov (1920-1992), qui mêle nouvelles et romans dans un univers futuriste où l'humanité a colonisé des millions de planètes à travers la galaxie.

Le quotidien britannique se risque à un résumé du point de départ de la série : “Un empire galactique – dirigé par trois clones du même homme à différents moments de sa vie – doit faire face à une menace existentielle. Laquelle prend la forme des prédictions d'un génie des mathématiques, Hari

On a la sensation que la “magnificence astronomique [de la série] sert à détourner l'attention des trous dans le scénario”.

The Daily Telegraph

Seldon (Jarred Harris). Il pratique une science qu'il a baptisée ‘psychohistoire’.”

La discipline en question est censée permettre d'anticiper par des calculs le comportement de larges groupes de population. Or Seldon annonce la chute de l'empire, suivie d'une période de guerre

et de chaos plus ou moins longue selon sa réussite ou non à créer une vaste encyclopédie galactique et à rassembler une troupe de scientifiques afin de donner un socle (une “fondation”) à la reconstruction de la civilisation.

Il s'agit d'un bon prétexte pour transporter le spectateur dans toutes sortes de décors saisissants, de la planète-ville qu'est la capitale Trantor aux vaisseaux spatiaux qui prennent l'aspect de mini-trous noirs en se déplaçant. Rien, en revanche, ne rappelle la Terre (sinon la “bibliothèque impériale”, qui a été filmée au Trinity College de Dublin). La série peut fonctionner si on la regarde sur très grand écran en HD, ironise *The Telegraph*, pour qui il reste “malgré tout impossible de se défaire de la sensation que cette magnificence astronomique sert à détourner l'attention des trous dans le scénario”.

Le manque d'un fil rouge solide serait le principal point faible d'un récit qui joue avec la chronologie de la narration. Le journal en vient à tout questionner : “De qui raconte-t-on l'histoire ? Pourquoi devrait-on s'y intéresser ? Pourquoi l'empereur (Lee Pace) est habillé comme un Transformer ?” De là viendrait le profond ennui dans lequel a été plongé le critique – lequel confie préférer retourner à sa partie de *Candy Crush*, qui l'a aidé à supporter les deux premiers épisodes d'une heure chacun. Une durée qu'il estime déraisonnable.

La solution était pourtant à portée de main, si on l'en croit, et *Foundation* aurait pu gagner de nombreux points en ajoutant ça et là quelques pointes d'humour. “Bien entendu, une aventure colossale pour sauver l'humanité et rebâtir la civilisation ne prête ni à se tenir les côtes ni à se frapper la cuisse. Mais pour un récit à l'échelle de l'humanité, la pompeuse prétention de façade qui émane de *Foundation* prive la série, précisément, de toute dimension humaine.”

— **Courrier international**

NON

Elle s'appuie sur de solides fondations

Une série victime de sa folie des grandeurs ? L'accusation est balayée par les critiques qui se sont laissés emporter par l'histoire. En raison du casting notamment; **IndieWire** le décrit avec enthousiasme comme “rempli de vétérans chevronnés et de nouveaux venus irrésistibles”. Le personnage du chef tout-puissant, très réussi, a particulièrement convaincu les critiques : Lee Pace joue le clone adulte, baptisé “Empire Day”, flanqué de l'enfant Dawn et du vieillard Dusk – tous trois formant le trio de l'aube, du jour et du crépuscule. Sa gravité est digne d'un empereur romain.

Même chose pour Jared Harris (qui jouait déjà un scientifique chargé d'annoncer la catastrophe dans le *Chernobyl* de HBO), qui semble taillé pour ce rôle d'Archimède cosmique. Deux autres personnages ont marqué le site spécialisé : Gaal Dornick (Lou Llobell), une disciple du grand mathématicien, et Salvor Hardin (Leah Harvey), “présentée comme une légende en train de s'écrire”. Les deux actrices “prennent en main, avec brio, de longues séquences où ces potentielles dirigeantes de demain doivent trouver par elles-mêmes les réponses à leurs questions”.

On notera d'ailleurs un casting faisant montre d'une diversité qui est encore loin d'être la norme, et la mise en avant de personnages féminins rares dans l'œuvre littéraire originale : “La galaxie d'Asimov tient essentiellement du boy's club”, rappelle

The New York Times. Sur la méthode de l'adaptation, justement, *IndieWire* applaudit la mise à l'écran d'un monument de la science-fiction. En désaccord avec son confrère britannique du *Daily Telegraph* (lire ci-contre), le critique du site américain ne considère pas la trame narrative complexe comme un obstacle à la compréhension.

Au contraire, “tirer le fil du récit pour découvrir la portée et les conséquences de chaque événement, comprendre le tout à partir de fragments, est – dans ce cas d'espèce – un moyen gratifiant de se plonger dans un univers vivant et riche de détails. Et ce, même dans les paysages plus désolés des marches de l'empire.” Une réussite à mettre au crédit des deux créateurs, David S. Goyer et Josh Friedman, épaulés à la production par la fille de l'écrivain, Robyn Asimov.

Sont ainsi abordés, tour à tour et avec finesse, les grands thèmes asimoviens : “Le libre arbitre, l'autonomie, les responsabilités collectives.” Et la série de proposer au passage une réflexion sur les conversations houleuses entre les scientifiques et leurs gouvernements. Le site spécialisé conclut sur sa hâte de passer plus de temps dans cet univers.

La série *Foundation* n'est pas exempte de défauts mais, à son meilleur, elle est digne des ambitions de Hari Seldon. Car le mathématicien “n'a pas pour but déclaré de recréer le monde à son image”. “Il veut façonner un rempart de savoir et d'institution [la Fondation] pour l'humanité face à un empire en déclin. Il ne s'agit pas de fabriquer une réplique [du monde actuel pour le préserver], mais de sauvegarder ce qui mérite de l'être, et de l'utiliser comme pilier d'une nouvelle création, singulière et durable.”

Les créateurs ont déjà des projets en tête pour la saison 2, signale **Polygon**, sans que celle-ci ait encore été officiellement annoncée par Apple.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Notre engagement, c'est de ne pas vous en demander.

**Nouveau
forfait mobile
sans engagement
5G/120 Go
14€99*
/mois
Pendant 12 mois
puis 26,99 €/mois pour
clients Pack Open⁽¹⁾**

*** Soit 12€/mois remboursés pendant 12 mois pour les nouveaux clients⁽²⁾.**

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (611 communes couvertes au 01/09/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr

 **Kit mains-libres recommandé.**

Offre promotionnelle soumise à conditions, valable en France métropolitaine sur réseaux et mobile compatibles du 07/10/2021 au 17/11/2021. Offre 120Go 5G en version seule sans engagement de durée.

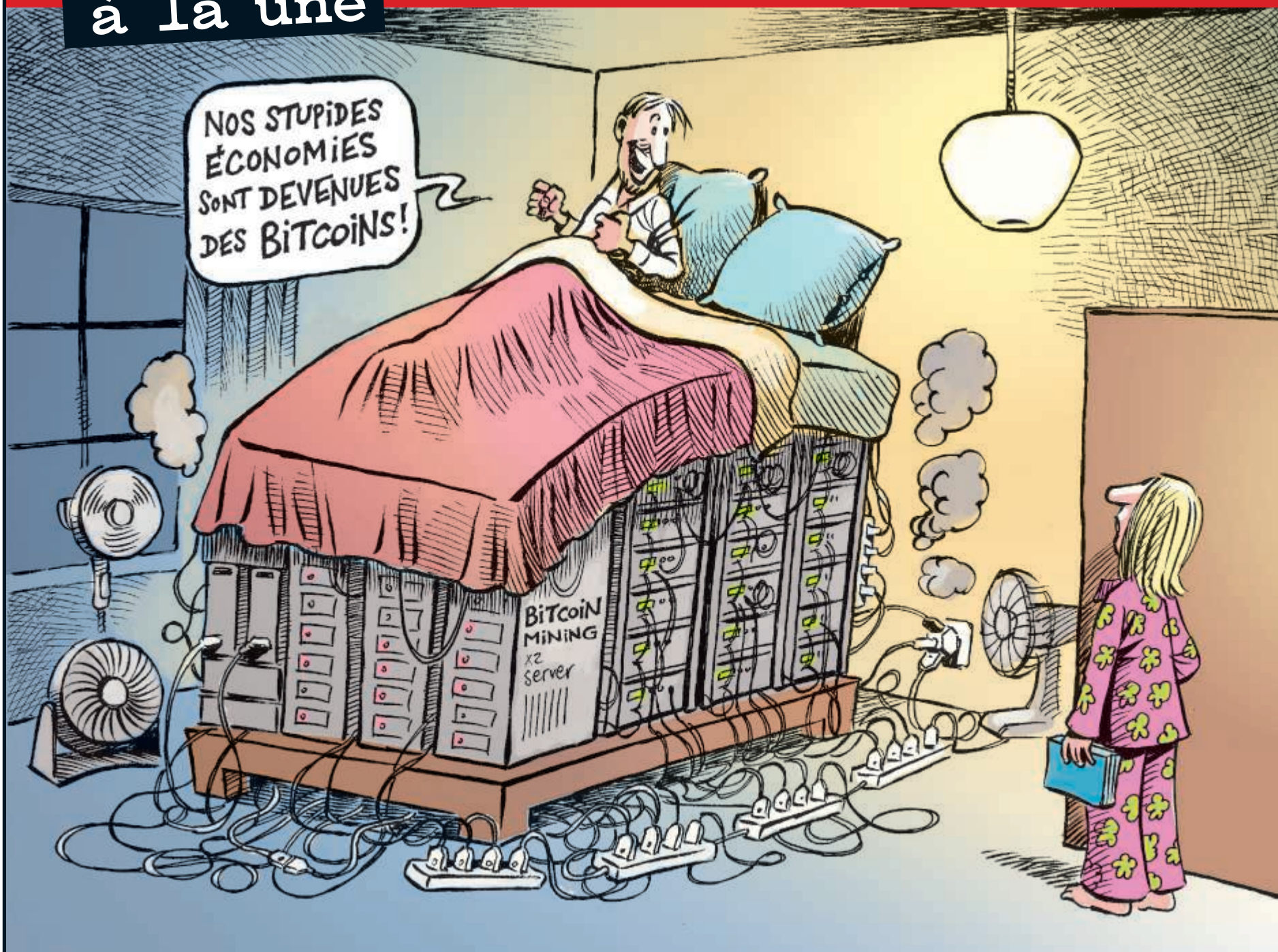
10€ de frais d'activation de la carte SIM pour la souscription d'un forfait seul.

(1) Tarif réservé aux particuliers, dans la limite de 4 forfaits mobile par Pack Open, incluant une remise sur le tarif du forfait 120 Go à 32,99€/mois. Perte du remboursement en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

(2) Offre de remboursement différé de 12€ sur facture pour les nouvelles ouvertures de ligne, sous réserve de n'avoir pas résilié d'offre Orange au cours des trois derniers mois à compter du 07/07/2021. Offre de remboursement non cumulable. Détails et formulaire sur orange.fr



à la une



LA FIÈVRE DU BITCOIN

Perçue dans le monde riche comme un produit purement spéculatif, la plus connue des cryptomonnaies s'installe tranquillement dans les pays en développement dont le système financier est défaillant. Au Salvador, le président Nayib Bukele vient même d'accorder au bitcoin le statut de monnaie officielle – au risque d'être accusé de jouer au Monopoly avec l'argent public. Cette expérience grandeur nature reste toutefois une exception. Ailleurs dans le monde, de nombreux États préfèrent lutter contre la concurrence du bitcoin en encadrant son usage – ou en créant leur propre monnaie numérique.

Au Salvador, la monnaie virtuelle devient réelle

C'est une première mondiale : le Salvador, petit pays d'Amérique centrale, a adopté officiellement le bitcoin comme monnaie légale. Une décision qui divise.

—El País América (extraits) Mexico

Depuis quelques jours, les hôtels les plus chers de la capitale du Salvador, ainsi que les boutiques-hôtels pour surfeurs de sa côte Pacifique, sont remplis de jeunes qui parlent avec un accent américain. Ils sont venus voir de près l'arrivée du bitcoin. Avec leur T-shirt estampillé d'un B majuscule orange sur la poitrine, on dirait les membres d'une secte.

Ce B géant est parfois la première lettre d'un mot, "Bitcoin" chez certains, "Bukele" chez d'autres : ceux qui ont choisi la seconde option, celle du nom du président salvadorien, savent que le succès de la cryptomonnaie dépend en grande partie de ce qui se passera dans ce petit pays d'Amérique centrale.

Pour de nombreux experts, Nayib Bukele joue au Monopoly avec les finances publiques. Mais pour les fans de cryptomonnaie, celui que l'on surnomme "président millénial" (il a 40 ans) est devenu un exemple de courage et d'audace depuis que Jack Mallers, le fondateur de Strike, une plateforme permettant d'acheter et de vendre des bitcoins, lui a donné sa bénédiction.

Le 6 juin, Mallers, 27 ans, s'est présenté à la Bitcoin Conference 2021, à Miami, et a pleuré devant des centaines de personnes en expliquant toutes les belles choses que les cryptomonnaies peuvent faire pour les enfants pauvres. Le point culminant du gala a été la diffusion d'une vidéo préenregistrée, où Nayib Bukele annonçait l'adoption du bitcoin comme monnaie légale au Salvador. À ces mots, le public est littéralement entré en transe, bondissant sur ses pieds et applaudissant et hurlant comme s'il venait de voir un batteur envoyer la balle hors du stade pendant un match de baseball.

Quelques jours plus tard, une loi était adoptée au Salvador, donnant un cap économique radicalement différent à l'un des pays les plus pauvres du continent.

Trois mois plus tard et 5 000 kilomètres plus loin, Jorge Ovidio Ramírez, 55 ans, vend du lait de chèvre tout frais tiré dans le centre de San Salvador. Le bitcoin, "ce n'est pas pour nous, les pauvres", déclare-t-il. Personne ne distribue de l'argent juste comme ça."

À quelques pas de lui, dans la rue Arce, Yesenia Ríos vend des chaussures. "Je ne sais même pas comment utiliser le téléphone, confie-t-elle. Je croyais que cette monnaie fonctionnait déjà dans d'autres pays, mais je viens de découvrir que nous sommes les premiers à l'utiliser. Je ne sais pas sur quoi cet homme [Bukele] s'est fondé pour faire ça."

Le Salvador est le laboratoire parfait pour une telle expérience. Le pays compte 6,5 millions d'habitants dont 70 % ne possèdent pas de compte bancaire. Leur principale source de revenus provient de l'argent envoyé par les membres de leur famille ayant émigré aux États-Unis. À en croire Nayib Bukele, l'arrivée du bitcoin va créer des emplois et favoriser l'inclusion financière de milliers de personnes qui évoluent en marge de l'économie formelle. Il a tweeté : "La capitalisation du bitcoin s'élève à 680 milliards de dollars. Si 1 % de cette somme est investie au Salvador, cela augmentera notre PIB de 25 %."

La nouvelle "loi bitcoin" oblige les commerçants à accepter les paiements dans cette monnaie, mais les annonces contradictoires du gouvernement ont semé la confusion.

Lors du lancement de l'application sur smartphone, le 7 septembre, Bukele a donné à chaque Salvadorien 30 dollars en bitcoins pour encourager leur utilisation, et 200 distributeurs automatiques de billets ont été installés dans tout le pays pour les changer en dollars, la première monnaie officielle. Le 24 septembre, le cours du bitcoin avait baissé, et les Salvadoriens n'avaient plus 30 dollars mais 26. En revanche, s'ils avaient acheté 1 000 dollars en bitcoin en juin, ils auraient eu 1 280 dollars.

Pour l'économiste Steve Hanke, Nayib Bukele est un pyromane jouant avec les comptes de l'État.

Le plan du président Bukele serait donc plus "une stratégie de marketing [politique]" qu'une mesure économique "qui améliorerait la vie quotidienne des citoyens".

Sous perfusion. Parmi les experts, on trouve davantage de doutes que de certitudes sur cette monnaie qui monte et descend à vitesse grand V et n'est pas reconnue par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, entre autres. Dans un pays qui a besoin de l'oxygène apporté par les organisations internationales pour équilibrer ses comptes publics, une porte claquée peut soit signer le naufrage définitif de l'économie, soit être le moteur qui sortira le Salvador de son retard grâce à l'action d'un visionnaire.

Dans la rue, la décision de Nayib Bukele, qui est le président avec la plus forte cote de popularité en Amérique latine, a soulevé les premières protestations après deux ans et demi d'idylle. Pour la première fois, les Salvadoriens voient d'un mauvais œil le chemin pris par leur président. La semaine précédant la légalisation du bitcoin, près d'un millier de personnes ont manifesté

← Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Lausanne.

En bref

DES MARCHÉS TRÈS SCEPTIQUES

La décision du président Nayib Bukele n'a apparemment pas plu aux marchés, si l'on en croit le commentaire récent d'un économiste sur le site d'information salvadorien **El Faro** : "Dans l'immédiat, les agences de notation ont dégradé la qualification de la dette, et les taux d'intérêt de cette même dette (à long terme) ont fortement augmenté." Le commentateur poursuit : "L'adoption massive du bitcoin dans un pays pauvre en infrastructures technologiques et en accès à Internet a peu de chances de prospérer." Le plan du président Bukele serait donc plus "une stratégie de marketing [politique]" qu'une mesure économique "qui améliorerait la vie quotidienne des citoyens".

contre la monnaie virtuelle. Trois sondages ont confirmé que la majorité des Salvadoriens la rejetaient et espéraient en tout cas que son utilisation ne serait que volontaire. Le vieux berger qui vend son lait de chèvre frais 1 dollar le verre est méfiant : "Ils disent que son utilisation est facultative, mais ils ont fait pareil avec le vaccin. Au début, il n'était pas obligatoire, et maintenant, on nous le demande pour tout."

Steve Hanke, professeur d'économie à l'université Johns Hopkins de Baltimore et ancien conseiller de plusieurs présidents américains, fait partie de ceux qui voient en Nayib Bukele un pyromane jouant avec les comptes de l'État.

Pour lui, l'aventure du bitcoin sera "un désastre total". Il suffit de voir, poursuit-il, ce qui s'est passé avec l'article 7 de la loi sur le bitcoin, qui stipule que tout acteur économique doit accepter le bitcoin comme moyen de paiement : "Mais le président en personne a dit : 'Ne vous inquiétez pas, ce ne sera pas vraiment une obligation.' Il faut donc adopter une loi sur le bitcoin, puis il annonce que l'un de ses articles ne sera pas appliqué. Tout dépend donc de l'interprétation que le président fera du texte, et c'est exactement ce que personne n'aime en économie."

Bancarisation faible. Emily Parker, directrice de CoinDesk, un site d'information spécialisé dans les cryptomonnaies, soutient que l'arrivée du bitcoin est une bonne chose : "Le bitcoin peut aider beaucoup de gens en Amérique latine, où le taux de bancarisation est très faible et où il existe peu de services financiers accessibles. Il peut également être un outil pour transférer de l'argent rapidement et à moindre coût."

Les utilisateurs sont aussi divisés que les experts. Allongée dans un hamac à l'entrée de son épicerie, La Zontaña, située à El Zonte, à quarante-cinq minutes de la capitale [une "zone test" pour le bitcoin depuis 2019], Roxana Valles s'occupe de ses clients sans lâcher son téléphone.

À quelques mètres de son comptoir déferlent des vagues qui, selon les surfeurs, font partie des meilleures du monde. Il y a aussi le premier distributeur de billets du pays qui convertit les bitcoins en dollars. "En début d'année, j'ai acheté des bitcoins pour 900 dollars et, vingt-six jours plus tard, j'avais gagné 500 dollars, raconte-t-elle. Je les ai retirés au distributeur automatique et j'ai pu investir dans mon magasin."

Elle montre une étagère pleine de paquets de chips et montre son téléphone. "Trois mois plus tard, j'ai fait la même chose. J'ai gagné 500 dollars de plus et récupéré mon investissement. Maintenant, j'ai 2 094 dollars d'économies."

Il est 17 heures et elle a déjà vendu près de 40 dollars de produits, allant d'une tomate à des gâteaux secs. Un tiers des acheteurs ont payé en bitcoins. "Ce que j'en conclus ? Je vends plus qu'elle", répond-elle en montrant le magasin d'à côté, où sa voisine attend des clients, les mains croisées sur ses genoux. Depuis le début de notre conversation, la valeur du bitcoin a encore augmenté de 15 centimes. Roxana, elle, continue de vanter sa monnaie virtuelle depuis son hamac.

—**Jacobo García**

Publié le 11 septembre

Cryptolangage

Bitcoin — Mot-valise (de “bit”, unité d’information binaire, et “coin”, mot anglais désignant une pièce de monnaie) pour décrire une monnaie virtuelle et un système de paiement fondé sur la *blockchain*. Le concept a été inventé en 2009 par Satoshi Nakamoto, dont on ignore s’il s’agit d’une vraie personne ou d’un pseudonyme portant sur un groupe de personnes.

Blockchain, “chaîne de blocs” — Registre partagé et public fondé sur la cryptographie, qui répertorie des transactions organisées en suites de blocs. Chacune est validée à partir d’un calcul qui donne l’horodatage et le montant échangé entre deux clés cryptographiques publiques.

Cryptomonnaie — Monnaie sans autorité centrale, fondée sur la *blockchain* et associant l’utilisateur à l’émission et au règlement de transactions réputées inviolables. Les autorités financières, qui refusent un statut monétaire aux monnaies virtuelles, préfèrent les termes de “cryptoactifs” ou “actifs numériques”. Depuis l’apparition du bitcoin, en 2009, de nombreuses cryptomonnaies sont nées, comme l’ethereum, le litecoin, le dash, le dogecoin...

Cryptomonnaie stable — ou *stablecoin*. Monnaie numérique au cours fixe et moins spéculative, répliquant la valeur du dollar, de l’or ou de l’euro, de façon à échapper à la volatilité du marché.

Mineur — Personne qui met la puissance de calcul de son ordinateur au service du réseau pour résoudre des équations complexes afin de confirmer les transactions et, par extension, la machine elle-même. Chercher le code, c’est un peu comme extraire de l’or.

DeFi — pour “*decentralized finance*”. La finance décentralisée recouvre les opérations qui se passent d’intermédiaires classiques tels que les banques. Ces opérations se font via des plateformes d’échange de pair à pair, comme Binance ou Coinbase.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

“**Le petro, la monnaie virtuelle qui promet la lune**”, un article du média vénézuélien **El Estímulo** publié sur notre site le 10 décembre 2018. À l’époque, le Venezuela lançait la cryptomonnaie petro, dont la valeur était adossée aux réserves pétrolières du pays pour contourner les sanctions économiques et rassurer les investisseurs. Un échec.

POURQUOI LES CRYPTOMONNAIES SÉDUISENT LES PAYS ÉMERGENTS

À bas bruit, les actifs numériques prennent place au Nigeria, au Vietnam, au Brésil ou au Venezuela. Elles sont une alternative risquée aux monnaies locales défaillantes, affirme le *Financial Times*.

— **Financial Times** Londres

A Lagos, capitale économique du Nigeria, une développeuse facture ses clients londoniens et se fait payer en bitcoins, évitant ainsi des frais bancaires élevés et le misérable taux de change officiel du naïra, la monnaie du pays. À São Paulo, au Brésil, un dentiste dépose ses économies mensuelles sur un fonds négocié en Bourse investi dans un panier de cryptomonnaies. Au Vietnam, entreprises et particuliers effectuent tellement de placements, d’échanges et d’opérations en bitcoins et autres cryptomonnaies que ce pays affiche le taux d’adoption de cryptomonnaies le plus élevé du monde.

Dans les pays avancés, les cryptomonnaies sont souvent vues d’un œil soupçonneux par le monde de la finance – qui y voit une affaire de “cryptomaniaques” et une lubie spéculative caractérisée par une forte volatilité qui ne peut que mal se terminer. Les régulateurs européens comme américains ont d’ailleurs tiré la sonnette d’alarme sur les risques liés aux échanges en cryptomonnaies.

Dans le monde en développement, en revanche, il semblerait que les cryptomonnaies soient en train de prendre racine à bas bruit. Elles s’y sont vite fait une place dans le quotidien, notamment dans les pays abonnés à l’instabilité financière ou qui n’offrent qu’un accès très limité aux services financiers traditionnels tels que les comptes bancaires.

“Pendant que tout le monde se focalisait sur les tweets [du PDG de Tesla] Elon Musk ou sur ce que disait tel ou tel investisseur institutionnel ou grand patron sur le bitcoin, il se passait beaucoup de choses sur les marchés émergents du monde entier”, confirme Kim Grauer, directrice de recherche à Chainalysis, une des principales sociétés d’analyse du secteur.

D’après Chainalysis, c’est le Vietnam qui affiche le plus fort taux d’adoption des cryptomonnaies dans le monde : c’est l’un des 19 marchés émergents et pré-émergents de son top 20, les États-Unis étant la seule économie développée à figurer dans le classement en 2021, à la huitième place. “C’est particulièrement frappant cette année : ce sont les marchés émergents et pré-émergents [qui les adoptent]”, ajoute Kim Grauer.

D’autres données recueillies par UsefulTulips.org, qui recense les transactions en bitcoins sur les deux principales plateformes mondiales d’échange de cryptos en pair à pair [P2P, des échanges directs qui ne passent pas par un serveur central], montrent que l’Afrique subsaharienne est passée devant l’Amérique du Nord depuis quelques semaines, faisant d’elle la région du globe qui enregistre le plus important volume d’échanges.

“**Déboires quotidiens**”. Mardi 7 septembre, le Salvador, petit pays d’Amérique centrale de 6,4 millions d’âmes, est devenu le premier au monde à faire du bitcoin une monnaie officielle [à côté du dollar], ce qui signifie que tous les commerçants, des concessionnaires automobiles aux cafetiers, seront tenus de l’accepter [lire pages précédentes]. Si la décision est vue d’un mauvais œil par le Fonds monétaire international (FMI), notamment, certains y voient un tournant historique.

“Ce n’est pas rien”, observe Paul Domjan, coauteur en 2021 de *Chain Reaction : How Blockchain Will Transform the Developing World* [“Réaction en chaîne : comment la blockchain va changer le monde en développement”, non traduit en français]. Ça modifie la place du bitcoin dans le système financier mondial et ça relance tout le débat sur les monnaies numériques.”

L’Afrique subsaharienne est la région du globe qui enregistre le plus important volume d’échanges.

Les pays émergents constituent un terreau fertile pour les cryptomonnaies, souvent parce que leurs propres monnaies ne remplissent pas leur office. Que ce soit comme réserves de valeur, comme moyens d’échange et comme unités de compte, les monnaies nationales sont souvent loin de répondre aux attentes. Une inflation aléatoire et des taux de change fluctuants, des services bancaires onéreux et poussifs, des restrictions financières et un flou réglementaire, et, surtout, l’existence ou la menace de restrictions des mouvements de capitaux, sont autant de repoussoirs.

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est un cas d'école. Sa population jeune et bouillonnante est quotidiennement aux prises avec un chômage important, le yo-yo des taux de change sur le marché noir et le contrôle des capitaux. Le cours du pétrole, premier produit d'exportation du pays, ayant dévissé pendant la pandémie, amenuisant les réserves en dollars, nombre d'entreprises n'ont pas été en mesure de payer leurs fournisseurs et prêteurs étrangers, au point de mettre au bord du défaut de paiement une centrale électrique financée par la Banque mondiale, et qui fournit un dixième de l'électricité du Nigeria. Pour les particuliers effectuant ou recevant des transferts de fonds ou facturant des clients, la pénurie de dollars est un casse-tête permanent.

“Quand vous allez sur le terrain en Afrique, particulièrement au Nigeria, et que vous parlez aux gens de leurs déboires quotidiens avec l'argent, ça dépasse l'entendement pour nous, en Occident”, dit Ray Youssef, directeur général de Paxful, une bourse d'échange de cryptomonnaies qui permet à ses usagers de traiter directement entre eux. À chaque transaction, les bitcoins sont conservés par la plateforme sur des comptes bloqués jusqu'au règlement – qu'il intervienne par virement bancaire, paiement mobile ou carte cadeau.

Un tiers des clients de la société vivent en Afrique et le Nigeria est son premier marché, avec 1,5 million d'utilisateurs – après un bond de 83 % entre juin 2020 et juin 2021. La plateforme concurrente LocalBitcoins voit également l'essentiel de sa clientèle se concentrer dans les pays en développement, en Amérique latine et en Afrique, mais aussi en Russie.

Jonglage. Les montants échangés sont variables, du particulier qui achète pour moins de 100 dollars de cryptos, aux commerçants qui règlent leurs factures, en passant par les sociétés de services financiers qui se sont montées sur ces plateformes et emploient beaucoup de monde. *“On observe une activité commerciale intense entre la Chine et le Nigeria, beaucoup d'importations payées en cryptomonnaie, parce que la politique de change a laissé sur le bord de la route le petit entrepreneur qui n'avait pas une fortune à mettre dans le commerce international”*, note Kim Grauer.

Dans des pays comme le Venezuela et le Brésil, le coût et la complexité des services financiers traditionnels poussent beaucoup de gens vers les cryptomonnaies, quitte à jongler entre plusieurs.

“Nous pensions que les gens choisiraient une cryptomonnaie et s'y tiendraient, mais ce qu'on a observé, c'est qu'ils en utilisent plusieurs en fonction des usages”, remarque Ryan Taylor, PDG de Dash Core Group, plateforme pour cette monnaie numérique née au Venezuela en 2016. Le dash sert essentiellement aux menus achats, le bitcoin pour les achats plus importants (en raison de frais plus élevés), et le litecoin pour des usages tels que le règlement d'un abonnement à la télévision par satellite, résume-t-il.

Les grandes plateformes [d'échange de cryptomonnaies] comme Binance et Coinbase sont encore dominantes dans les pays en développement. En Amérique latine, centrale et en Asie du

Décryptage

L'ARME DES ÉTATS PARIAS

Le bitcoin a aussi son utilité politique et géopolitique, observe **Middle East Eye**, qui raconte comment l'Iran s'en sert pour exporter son pétrole et contourner les sanctions américaines. Cette monnaie virtuelle garantit en effet l'anonymat des clients et offre une grande discrétion dans les transactions internationales. Autre avantage, elle réduit la dépendance au dollar. *“En Iran, les ‘mineurs’ ont l'obligation de revendre à la Banque centrale les bitcoins qu'ils ont minés”*, poursuit le site panarabe. *“Grâce à ces transactions, Téhéran aurait engrangé des centaines de millions de dollars en bitcoins.”* Extraire des bitcoins est toutefois très énergivore : *“L'électricité requise par les ordinateurs des mineurs pour un an d'activité représenterait l'équivalent de 10 millions de barils de pétrole brut, soit 4 % du total des exportations iraniennes en 2020.”*

→ *“Merci, mais je n'accepte que les cryptomonnaies”.* Dessin de **Langer** paru dans **Mongolia**, Barcelone.

Sud et en Afrique, plus de 80 % des cryptomonnaies (en valeur) transitent par des plateformes d'échange. Binance a envoyé pour plus de 14 milliards de dollars de monnaies virtuelles en Europe de l'Est entre juin 2019 et juin 2020, soit 20 % des échanges internationaux de la plateforme. C'est aussi la plateforme de prédilection en Amérique latine, qui a envoyé pour plus de 3 milliards de dollars [2,54 milliards d'euros] en cryptomonnaies dans la région sur la même période.

La cryptomonnaie est aussi un substitut aux envois d'argent traditionnels [par les travailleurs émigrés] qui jouent un rôle essentiel dans nombre d'économies en développement. En passant par les canaux classiques comme Western Union, les transferts d'un pays à l'autre peuvent en effet atteindre des coûts prohibitifs. *“En Afrique, si vous voulez envoyer de l'argent dans un pays voisin, c'est un vrai cauchemar, et si vous voulez envoyer de l'argent hors d'Afrique – vers l'Amérique, l'Europe, la Chine, n'importe – c'est quasiment impossible, à moins d'être riche”*, assure Ray Youssef.

L'argument de l'inclusion. Selon la Banque mondiale, transférer 200 dollars vers l'Afrique subsaharienne coûtait en moyenne 9 % du montant de la transaction au premier trimestre 2020, un record mondial, et ce taux pouvait même grimper à deux chiffres dans certains pays.

Sur les réseaux de pair à pair, en revanche, ces frais tournent en général autour de 2 à 5 %, selon LocalBitcoins. Pour le bitcoin, les frais de transaction moyens étaient inférieurs à 3 dollars [2,54 euros] en août 2021, selon la société d'information financière BitInfoCharts, alors que les frais sur l'ethereum oscillaient entre 8 et 44 dollars [6,80 à 37,24 euros].

Reste que, selon certains observateurs, il peut être extrêmement dangereux d'utiliser des cryptomonnaies, notamment pour les envois d'argent de l'étranger. Professeure d'économie internationale à l'Institut de politique mondiale Queen Mary de l'université de Londres,

Paola Subacchi explique que la meilleure option pour les travailleurs migrants serait de réduire le coût de ces transferts : *“[Les cryptomonnaies sont] une fausse bonne solution à un problème qui devrait être réglé en se servant des technologies qui existent déjà. Les cryptomonnaies et leurs plateformes se présentent comme des instruments d'inclusion financière. Or les personnes exclues des services financiers traditionnels sont précisément celles qui peuvent le moins se permettre de prendre des risques avec leur argent.”*

En passant par les canaux classiques comme Western Union, les transferts d'un pays à l'autre peuvent coûter cher.

Comme dans les pays développés, on observe une véritable fièvre spéculative autour du bitcoin dans certaines régions du monde en développement – notamment dans les pays à revenu intermédiaire. Mais c'est surtout dans ces marchés émergents que les cryptos ont fait des incursions poussées dans l'investissement traditionnel.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, par exemple, l'autorité de régulation n'a pas encore donné son feu vert à la création de fonds négociés en Bourse investis en cryptomonnaies, qui permettent aux investisseurs d'être exposés aux gains et aux pertes en bitcoins et autres cryptos sans en posséder eux-mêmes. Le Brésil est devenu cette année l'un des rares pays où ce type de produit financier est disponible.

C'est aussi le premier pays d'Amérique latine en nombre d'utilisateurs de cryptos, soit 10,4 millions de personnes, selon une étude de TripleA, fournisseur de solutions de paiement en cryptomonnaies implanté à Singapour. La popularité grandissante des monnaies virtuelles au Brésil est confirmée par les résultats de la plateforme locale Mercado Bitcoin, dont le → 20





19 ← volume de transactions a été multiplié par sept à la fin août par rapport à 2020. La plateforme vient de recevoir 200 millions de dollars d'investissement du groupe technologique japonais SoftBank et a doublé le nombre de ses clients en un an, pour atteindre 2,8 millions de personnes.

“Au Brésil, le gros de l'activité tourne autour des investissements et des échanges, observe Daniel Cunha, un des dirigeants de Mercado Bitcoin. En Argentine, en revanche, les stablecoins [un actif numérique qui réplique la valeur faciale d'une monnaie fiduciaire, souvent le dollar] sont très utilisées, c'est un outil pour se protéger des fluctuations de la valeur de la monnaie. Au Mexique, les transferts de fonds représentent une part importante des échanges en cryptomonnaies.”

“Si les consommateurs placent leur argent dans ce type de produits, il faut qu'ils soient prêts à tout perdre.”

Financial Conduct Authority, GENDARME DE LA FINANCE AU ROYAUME-UNI

Pour certains adeptes des actifs numériques, la diffusion des cryptomonnaies est une première étape avant le grand bond en avant, le temps que les utilisateurs apprennent à faire confiance à la technologie dite des registres distribués, dont la blockchain – l'épine dorsale des cryptomonnaies – est une application.

Dans *Chain Reaction*, Paul Domjan et ses coauteurs notent que les institutions de confiance, dont celles qui enregistrent des données

publiques, comme les cadastres ou les services délivrant des permis, sont généralement moins solides dans les pays en développement. Face à ces faiblesses, avancent-ils, les registres distribués ou les services fondés sur la blockchain peuvent plus facilement apparaître comme une solution satisfaisante. “On peut rationnellement s'attendre à ce que ce type d'innovations ait un impact particulièrement fort dans les pays en développement”, écrivent-ils. Selon Paul Domjan, les applications de ce type pourraient débloquent un volume important de “capitaux dormants”, qui viendraient nourrir l'investissement et la croissance.

Mise en garde. Si la cryptosphère s'enflamme pour l'officialisation du bitcoin au Salvador, la plupart des régulateurs sont moins enthousiastes. Après l'annonce du Salvador, le FMI a mis en garde, à la fin juillet, contre les dangers liés à l'officialisation d'une cryptomonnaie. L'institution établie aux États-Unis juge qu'une large utilisation de ces actifs volatils pourrait menacer la “stabilité macroéconomique” et exposer les systèmes financiers à une prolifération d'activités illicites.

“Si les consommateurs placent leur argent dans ce type de produits, il faut qu'ils soient prêts à tout perdre”, a prévenu la Financial Conduct Authority, [le gendarme de la finance] au Royaume-Uni. Le comité de Bâle, qui réunit les autorités de régulation bancaire, a déclaré en juin que “la croissance des cryptoactifs et des services connexes peut susciter des inquiétudes sur la stabilité financière et augmenter les risques auxquels sont confrontées les banques”, dont la fraude, le piratage et le financement du terrorisme.

↑ Dessin d'Amorim, Brésil.

La protection des consommateurs, notamment contre les arnaques de toute nature, est un gros enjeu. Les plus vulnérables, dans les pays les plus pauvres, en font souvent les frais. “Il y a beaucoup de battage autour [des cryptomonnaies] et je pense que les gens les plus désespérés sont ceux qui seront le plus tentés de se lancer”, redoute Kim Grauer. Sans compter que beaucoup de régulateurs nationaux se trouvent démunis face à des sociétés d'actifs numériques qui ne déclarent aucune domiciliation.

Au Zimbabwe, l'autorité de régulation a pris des mesures draconiennes contre les plateformes avant de faire machine arrière. La Banque centrale a annoncé qu'elle prévoyait d'encadrer l'utilisation des cryptomonnaies, après avoir interdit aux banques du pays de s'en servir en 2018. Au Nigeria, l'institut monétaire a interdit aux banques commerciales de traiter avec les entreprises qui les utilisaient – lesquelles n'ont pas tardé à trouver une parade en passant par des comptes tiers.

Certains observateurs, comme la Banque centrale du Nigeria, redoutent que des épargnants inexpérimentés ne perdent leurs maigres économies en misant sur des actifs hautement spéculatifs. “Les particuliers ou les investisseurs peu avertis sont plus exposés aux pertes du fait de la forte volatilité des placements”, explique la banque, qui cherche à resserrer la vis.

Si la plupart des services de cryptomonnaies se disent prêts à se plier aux exigences des régulateurs, ils pensent que la bureaucratie excessive poussera les gens vers eux. “Si une banque centrale décide d'imposer des contraintes directes à la population, une foule de gens viendront chercher de l'aide sur [les plateformes de cryptomonnaies]”, assure Ray Youssef.

Au Salvador, le gouvernement a préféré adopter la cryptomonnaie plutôt que de lui couper les ailes. Pour Paul Domjan, que le projet soit couronné ou non de succès, il a d'ores et déjà rebattu les cartes : “Le Salvador est un pays à part entière. Il ne fait pas l'objet de sanctions, il est membre du FMI, il est inséré dans le système financier international. Ce qui lui confère une légitimité. Il y aura des enseignements à tirer de cette expérience dans la manière d'installer une monnaie numérique négociable sur le plan international comme mode de paiement.”

— Jonathan Wheatley et Adrienne Klasa

Publié le 5 septembre

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de London Financial Guide, un journal de quatre pages destiné “aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables”, le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe.

Une illusion dangereuse

“Trop volatil”, “trop coûteux”, le bitcoin n’aura jamais les qualités d’une monnaie, estiment deux directeurs de la BCE.

Ne vous laissez pas bernier par le bitcoin”, mettent en garde deux hauts responsables de la Banque centrale européenne (BCE) dans une tribune publiée par la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Non seulement il ne tient pas ses promesses, expliquent Ulrich Bindseil et Jürgen Schaaf, mais “l’auto-illusion collective a désormais atteint une dimension susceptible de causer des dommages sociaux considérables”. Le bitcoin était supposé “créer une monnaie mondiale efficace”, “être à l’abri de l’inflation et permettre de fortes plus-values” tout en libérant “l’individu souverain” du poids de l’État. Las, “le château de cartes menace de s’effondrer”.

Le bitcoin “est trop volatil et trop coûteux” pour remplir les critères classiques d’une monnaie – “unité de compte, moyen de paiement, réserve de valeur”. Il est impossible qu’il concurrence la gouvernance traditionnelle des infrastructures de marché, la preuve en est “l’échec” du Salvador, où le bitcoin “n’a pas été accepté par la population”.

Nul besoin d’être un virtuose de la finance “pour comprendre que le prix du bitcoin sera tôt ou tard nul”. Les spéculateurs qui misent sur sa rareté se trompent. “C’est seulement la demande subjective utile qui rend un bien rare et donc précieux”, l’enthousiasme ne suffisant pas à long terme. “La fièvre du bitcoin a toutes les caractéristiques d’une bulle spéculative fondée sur la théorie du plus grand fou”, selon laquelle “la valeur augmente tant que le ‘plus grand fou’ suppose qu’il peut vendre ultérieurement à un prix plus élevé”.

Quant à “la perspective de se libérer du contrôle de l’État et des autorités centrales qui abusent de leur pouvoir”, c’est oublier que “la liberté a besoin de règles, sinon c’est l’anarchie”. La littérature économique a “depuis longtemps” établi que “dans nos sociétés de marché, l’économie et les marchés financiers ne sont pas purement décentralisés et spontanément organisés, mais obéissent à des institutions centrales et des nœuds distribués selon des hiérarchies internes (entreprises) dans le cadre de règles établies”.

Le bitcoin n’est pas aussi “populaire” que le croit sa communauté. Il est “façonné par des intérêts financiers et des investisseurs puissants”. Les “masses”, soit 75 % des adresses de la blockchain, “ne détiennent que 0,2 % du marché”. Soit un système bien “plus élitiste qu’égalitaire”.

Enfin, les cryptoactifs sont dangereux pour l’environnement – le minage “gaspille l’énergie à grande échelle” – et pour la société – blanchiment d’argent, financement du terrorisme... Tout cela milite pour “une réaction des pouvoirs publics”, concluent les deux économistes, pour qui un bitcoin qui dure est une chose “aussi impossible que diviser par zéro”. —

3 questions à...

SEGUN OLAKOYENIKAN

journaliste financier à Lagos et fact-checker pour l’Agence France Presse.

“La confiance en la monnaie nigériane, le naira, est au plus bas”

1. Comment expliquez-vous l’essor du bitcoin au Nigeria ?

L’usage des cryptomonnaies en général et du bitcoin en particulier a explosé ces dernières années au Nigeria, pays qui se place au sixième rang mondial dans le classement des États utilisateurs du bitcoin. La cryptomonnaie est très prisée par la jeunesse, qui représente la grande majorité de la population. Ce succès s’explique par l’émergence d’une nouvelle génération connectée, grâce aux smartphones, dans le pays le plus peuplé d’Afrique [plus de 212 millions d’habitants], où la confiance en la monnaie locale, le naira, est au plus bas.

2. Quelle utilisation font les Nigériens de la cryptomonnaie ?

La situation économique est très mauvaise. Elle est fragilisée par l’inflation et les dévaluations régulières de la monnaie. Les jeunes trouvent un refuge dans le bitcoin pour protéger leurs ressources en contournant le système bancaire. Si certains sont devenus de véritables traders, la plupart utilisent simplement les applications smartphone pour mettre leur argent à l’abri. On ne peut pas encore aller faire son marché en bitcoins, mais leur usage se généralise, y compris pour verser le salaire des employés dans les entreprises technologiques.

3. Quelle est la réaction du gouvernement ?

Le boom du bitcoin est perçu comme un danger pour l’État, parce qu’il permet d’esquiver les taxes et affaiblit un peu plus la monnaie officielle. Le bitcoin serait en partie responsable de la chute des envois de fonds vers le Nigeria, qui ont représenté 17,2 milliards de dollars l’an passé, soit le niveau le plus bas depuis 2007. Cette année, la Banque centrale a donc interdit aux institutions bancaires de réaliser des transactions vers des services de cryptomonnaies. Cette décision a été facilement contournée par les Nigériens grâce au système de pair à pair, qui permet aux particuliers de transférer des fonds en réseau sans recourir à un intermédiaire officiel. Pour concurrencer le bitcoin, le gouvernement a annoncé le lancement prochain de sa propre monnaie virtuelle, l’e-naira. Mais son cours sera indexé sur le naira classique, donc ça ne devrait pas changer grand-chose.

— **Propos recueillis par Courrier international**

La course aux monnaies numériques officielles

Craignant de perdre leur monopole monétaire, nombre de pays souhaitent créer leur propre monnaie numérique.

●●● Face au développement rapide des cryptomonnaies, “qui émoussent les outils dont disposent les gouvernements et les banques centrales pour piloter l’économie”, les États ont deux possibilités, explique le **Financial Times** :

“la réglementation et la concurrence. La plupart d’entre eux combinent les deux approches, en durcissant la supervision des cryptomonnaies et des systèmes de paiement privés tout en développant une monnaie numérique émise par leur banque centrale.”

Près de 90 % des banques centrales dans le monde ont lancé un projet de monnaie numérique centralisée, précise le quotidien britannique, pour qui la Suède, les Bahamas et surtout la Chine sont les plus avancés. Ainsi, Pékin est déjà en train de tester le yuan numérique, utilisé par plusieurs millions de Chinois et qui devrait être

officiellement lancé pour les Jeux olympiques d’hiver, en 2022. Le Royaume-Uni, les États-Unis et l’Union européenne sont dans les starting-blocks. La Banque centrale européenne, qui planche sur le sujet depuis près d’un an, lance ce mois-ci une phase d’étude de deux ans qui pourrait déboucher sur la création d’un euro numérique avant la fin de 2026. Des pays en développement comme le Ghana, le Nigeria et le Vietnam se préparent également.

L’usage de ces cryptomonnaies légales et stables “réduirait les frais de transaction, ferait disparaître la fausse monnaie et permettrait la mise en place d’une nouvelle finance automatisée”, résume **Trends-Tendances**. Mais “avec une devise que l’on peut suivre à la trace, un État pourrait connaître non seulement l’intégralité de nos revenus (une arme nucléaire pour lutter contre la fraude fiscale), mais aussi l’intégralité de nos dépenses (ce qui leverait de larges pans du voile qui protège notre vie privée)”, met en garde le magazine belge.

Repères

LE BITCOIN ILLÉGAL EN CHINE

La Chine est le premier pays au monde à interdire toutes les transactions en cryptomonnaie. Le 24 septembre, un communiqué signé de plusieurs agences gouvernementales et de la Banque populaire de Chine précise que “toutes les activités commerciales liées aux cryptomonnaies sont illégales”, rapporte **CNN**. Selon la Banque centrale, les monnaies cryptées étant émises par des autorités non monétaires, elles ne doivent pas être mises en circulation ni utilisées comme devises. En juin, Pékin avait déjà mis un coup d’arrêt aux fermes de minage de bitcoin.

d'un continent à l'autre.

europa



France	26
Afrique	28
Moyen-Orient...	32
Asie	34
Amériques.....	36

Royaume-Uni. L'hiver de la colère

Pénuries d'essence et de gaz, prix en hausse : sous les effets conjugués du Brexit et de la pandémie, le pays subit des vents contraires qui pourraient déboucher sur une crise sociale d'ampleur, alerte cet hebdomadaire de gauche.

—New Statesman Londres

Le 20 septembre dernier, alors qu'il survolait l'Atlantique en route pour New York, Boris Johnson a été bombardé de questions de la part des journalistes accrédités qui se trouvaient à bord à propos du désastre annoncé qu'il venait tout juste de laisser derrière lui : bientôt, les pompes seraient à sec.

Voguant au-dessus des nuées, le Premier ministre était effectivement en train de filer dare-dare, loin de la pire crise qu'ait connue son gouvernement depuis la pandémie. Un mélange volatil fait de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, de hausse des tarifs de l'énergie, d'inflation galopante, d'augmentation des taxes et de réduction des prestations sociales qui risque de paupériser des centaines de milliers de personnes, de vider les rayons des supermarchés, voire de paralyser la société.

Le week-end qui a précédé le voyage du Premier ministre à destination des Nations unies et de la Maison-Blanche, plusieurs fournisseurs d'énergie se sont effondrés. L'hiver promet d'être rude pour les sujets de Sa Majesté, alors que la facture d'énergie de millions de foyers grimpe en même temps que le coût de la vie : l'inflation est passée de 2 % en juillet à 3,2 % en août – la progression la plus importante depuis que l'on a commencé à enregistrer cet indice en 1997.

L'économie britannique est si vulnérable aux pénuries de gaz que *"nous pourrions facilement en arriver à la semaine de trois jours"* [lire encadré page suivante], a averti dans les pages du *Telegraph* Clive Moffatt, un consultant spécialiste du secteur qui a conseillé le gouvernement dans le domaine de la sécurité énergétique.

Comme toujours en période de crise nationale, Boris Johnson a eu recours à une métaphore désinvolte pour se débarrasser des



✓ Sur les vitres : “Veuillez nous excuser pour les pénuries”.
Sur le panneau de BoJo : “Pas de panique”. Dessin
de Ben Jennings paru dans *The Guardian*, Londres.

journalistes présents dans son avion, et a affirmé que ces goulots d'étranglement n'étaient que “provisoires”, le temps que l'économie mondiale se remette des pires restrictions liées au Covid-19 : “C'est comme si tout le monde se levait pour brancher la bouilloire à la fin d'une émission de télé.”

La situation n'est pas aussi simple que le Premier ministre veut le croire. Une croissance économique subite après la récession due à la pandémie, des événements locaux imprévus (comme un incendie qui a touché une interconnexion électrique fournissant le Royaume-Uni depuis la France) et des complications géopolitiques ont contribué à faire monter le prix du gaz à l'échelle mondiale.

Problème, le Royaume-Uni compte sur son territoire certains des logements les moins isolés d'Europe, et l'on y dépend majoritairement du gaz pour se chauffer et faire la cuisine. Aussi le pays est-il particulièrement affecté par la crise. Et il commence à manquer de bien autre chose que de gaz.

Le pays a discrètement traversé un été agité. Ces derniers mois, semaine après semaine, tandis que Johnson et ses ministres se débattaient avec le pont aérien en Afghanistan, les chaînes d'approvisionnement ont de plus en plus souffert de la pénurie de chauffeurs de poids lourds. Il en manque plus de 100 000, et cela a des conséquences sur tout ce que l'on peut stocker dans le pays, des milk-shakes de McDonald's aux tubes d'analyse sanguine et aux produits chimiques nécessaires à la purification de l'eau.

Exode. Le Brexit, dont l'impact est exacerbé par les restrictions associées au Covid-19, a entraîné un exode de chauffeurs routiers européens. Et les examens du permis poids lourd ont été interrompus durant la pandémie, aggravant encore cette pénurie. Au moment où le Premier ministre prenait l'avion, les stations-service commençaient à fermer [jusqu'à la moitié des stations-service indépendantes du pays étaient à sec fin septembre] et trois des principaux exploitants de stations-service mettaient en garde contre une pénurie de carburant à cause du manque de chauffeurs.

Le ministre des Transports, Grant Shapps, a laissé entendre

qu'il serait prêt à assouplir les règles d'obtention des visas pour recruter davantage de chauffeurs étrangers [ce qu'il a fini par faire le 25 septembre], un revirement pour un gouvernement qui attend des entreprises qu'elles combleront le vide avec des salariés britanniques.

“Le Brexit a joué un rôle énorme, parce que beaucoup de gars et de filles ont dû rentrer chez eux, et maintenant ils ne peuvent pas revenir”, explique Tom Reddy, un routier

Déjà 3 millions de ménages britanniques doivent choisir entre se nourrir ou se chauffer.

de 36 ans originaire de Stratford-upon-Avon, qui a quinze ans d'expérience et effectue des tournées de plus de quatorze heures d'affilée pour livrer du lait aux supermarchés. C'est un travail qualifié, mais ce genre de qualification n'est pas reconnu chez nous, et c'est vraiment difficile d'attirer l'attention des politiques parce que ce n'est pas le genre de travail dont ils ont eux-mêmes fait l'expérience.”

Si, à la fin du mois d'août, Reddy a vu son salaire augmenter de 40 % du jour au lendemain, ce qui lui permet de toucher 24,5 livres [28,4 euros] de l'heure le dimanche (la tournée la mieux rémunérée), il dit vouloir bientôt changer de métier. “On est tous épuisés, complètement claqués”, confesse-t-il. Je travaille trop et je veux passer plus de temps avec ma compagne et ses gosses. Je suis heureux pour les chauffeurs, parce qu'en ce moment ça fait une belle somme d'argent, mais ça ne résout rien du tout, parce que le prix de l'essence, du pain, du gaz, le coût de la vie, tout augmente, et ça va faire mal à ceux qui sont tout en bas.”

Les électeurs n'ont pu que constater ces difficultés : 69 % des Britanniques disent que, depuis quelques mois, les prix des produits alimentaires courants ont augmenté, et 67 % qu'ils trouvent ces produits en moins grande quantité dans leurs supermarchés.

Cette crise de la consommation pourrait faire perdre le cap à Johnson, lui qui vient à la mi-septembre de remanier les éléments clés de son équipe ministérielle pour se concentrer sur ses projets de réformes avant des élections anticipées qui pourraient avoir lieu en 2023.

Les nouvelles politiques mises en place par le gouvernement vont aussi frapper les électeurs directement au portefeuille. La hausse hebdomadaire de 20 livres [23,2 euros] du Crédit universel [système d'allocation unique], décidée en mars dernier pour aider les gens à surmonter la pandémie, doit prendre fin en octobre. Cela représentera la plus grande baisse des prestations depuis la création des aides sociales en 1945.

“C'est une aide au revenu vitale pour des millions de gens, et la supprimer maintenant, surtout quand il semble que l'on soit à la veille d'augmentations importantes du coût de la vie dans les prochains mois, ça tombe vraiment très mal”, commente Damian Green, qui fut ministre conservateur du Travail et des Retraites en 2016-2017.

Catastrophe. En avril prochain, une augmentation de 1,25 % des cotisations sociales destinée à épargner les arriérés du service de santé public et à financer le coût des prestations sociales apparaîtra sur les bulletins de salaire, et représentera 255 livres [296 euros] de moins pour les salaires annuels d'un montant de 30 000 livres [34 800 euros].

Le programme de chômage partiel mis en œuvre par le gouvernement pour préserver les emplois pendant la pandémie est également censé prendre fin maintenant. Des postes subventionnés par l'État pendant dix-huit mois, mais qui, en réalité, n'existent plus, vont se traduire par des licenciements, contraignant davantage

de salariés à dépendre des aides sociales – les demandes de prestations ont d'ailleurs doublé depuis le début de la pandémie.

Toutes les conditions semblent donc réunies pour aboutir à une catastrophe. La panique gagne les rangs du parti au pouvoir. Si la hausse des cotisations sociales a été votée en septembre sans provoquer de véritable révolte, cette politique n'en déplaît pas moins à nombre de députés conservateurs, qui la considèrent comme une taxe sur les salariés en âge de travailler et aux revenus faibles et moyens.

Déjà 3 millions de ménages britanniques doivent choisir entre se nourrir ou se chauffer. Un demi-million d'autres les rejoindront au 1^{er} octobre, quand le plafond des tarifs de l'énergie grimpera de 139 livres [161 euros], la plus forte augmentation des factures énergétiques jamais enregistrée.

“On nous inflige une hausse du gaz, et le prix des denrées alimentaires augmente. Franchement, ils essaient de tuer les pauvres, là, ou quoi ? se demande Deirdre, enseignante de Belfast Ovest de 42 ans, qui a dû quitter son emploi et élever seule sa fille de 12 ans et son fils de 9 ans afin d'échapper à des violences conjugales. Avec tout ça, et si on nous supprime les 20 livres supplémentaires du Crédit universel, c'est une blague de croire que les gens vont pouvoir s'en tirer. Ils n'auraient pas pu choisir un pire moment, juste avant Noël.” Deirdre participe au programme de recherche Covid Realities financé par la Fondation Nuffield, qui analyse comment les faibles revenus ont vécu la pandémie. “C'est une drôle de façon de vivre, et je m'inquiète pour ma santé mentale.”

Les taxes en hausse, les avantages sociaux en baisse, les prix de l'essence et de la nourriture qui augmentent, tout cela fait qu'il est probable que le coût de la vie devienne un enjeu politique capital, ces problèmes coïncidant avec les ondes de choc économiques du Covid-19 et les conséquences d'un accord mal négocié sur le Brexit. Et si ces problèmes font sombrer le pays dans des troubles dignes de ceux des années 1970 [lire ci-contre], cet hiver de la colère pourrait aussi annoncer le crépuscule du règne de Johnson.

—Anoosh Chakelian
et Philippa Nuttall
Publié le 25 septembre

À la une



“LA CRISE ? QUELLE CRISE ?”

ironise **The New European**. L'hebdomadaire britannique europhile dresse, comme d'autres journaux britanniques, un parallèle entre le climat actuel et le Winter of Discontent de 1978-1979. Cet “hiver de la colère”, référence au monologue de Richard III dans la pièce éponyme de Shakespeare, marquait le point culminant d'une décennie mouvementée, rappelle le **Daily Mirror**.

“En 1973, des grèves, en particulier dans le secteur du charbon, avaient contraint le gouvernement conservateur à décréter la semaine de trois jours pour faire des économies d'énergie.” Cinq ans plus tard, précise le quotidien **i**, “une hausse importante de l'inflation couplée à une série de grèves”, 2000 au total à travers le pays, “provoquait la paralysie du Royaume-Uni” au cours d'un hiver particulièrement rigoureux. À l'image du Premier ministre de l'époque, James Callaghan, “Boris Johnson est dans le déni” vis-à-vis de la gravité de la situation, assure *The New European*. Mais connaîtra-t-il le même sort que son prédécesseur ? Critiqué pour sa gestion de la crise, le travailliste avait dû quitter le pouvoir quelques mois plus tard. Sa remplaçante au poste de Premier ministre : la chef de l'opposition conservatrice. Une certaine Margaret Thatcher.

À la une

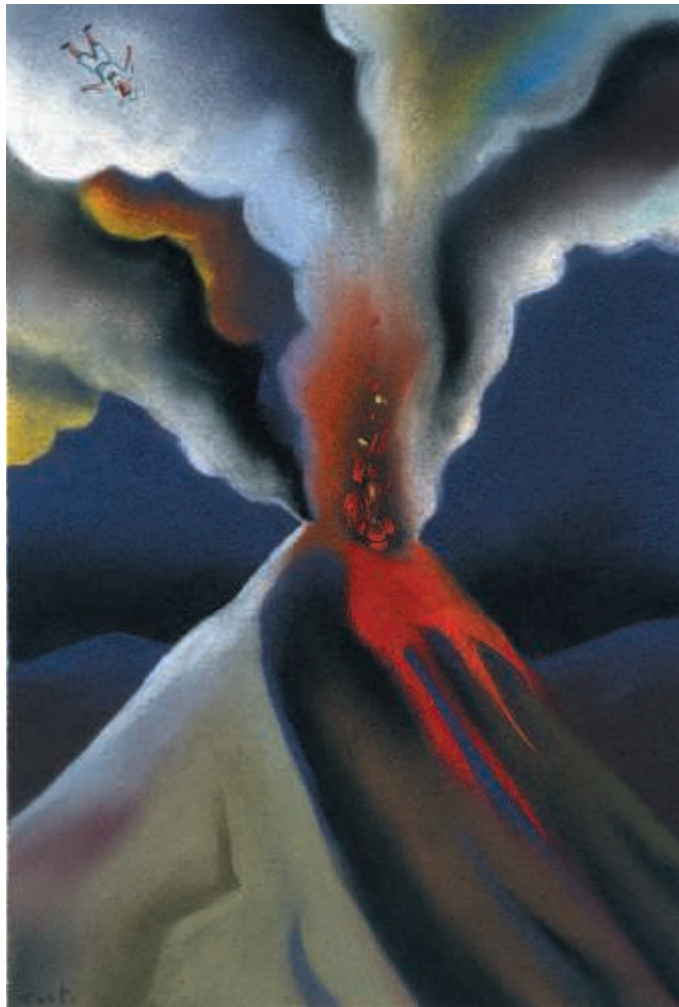


“À SEC” constate **The Spectator** en une de son édition du 2 octobre. À la pénurie d'essence s'ajoute “un manque cruel d'idées” au 10, Downing Street pour redresser le pays, déplore l'hebdomadaire proche de Boris Johnson.

ESPAGNE

Dans l'enfer volcanique de La Palma

Ce journaliste espagnol raconte le cataclysme qui a frappé l'île canarienne depuis l'éruption du Cumbre Vieja, le 19 septembre. La lave a notamment dévasté les bananeraies, sources de 50 % du PIB local.



—Público Madrid

Le dimanche 19 septembre, ce fut l'explosion. La semaine précédente, plus de 20 000 secousses avaient été enregistrées dans l'ouest de l'île de La Palma, autant de signes avant-coureurs. On se représente souvent les volcans comme des cônes parfaits, mais le Cumbre Vieja, lui, ne ressemble plus à rien. C'est un torrent de lave jaillissant d'un paysage qui rugit, qui tonne, qui crache de la cendre sans faiblir. Plus d'une semaine a passé, et le magma n'a trouvé aucun obstacle

pour l'empêcher de sortir de terre, si bien que les coulées ont détruit des maisons, des routes, des écoles, toutes sortes d'infrastructures, sans pour autant avoir rejoint la mer [ce qu'il a fini par faire dans la nuit du 28 au 29 septembre]. Mais le pire, ce sont les secousses.

Cecilia, une sexagénaire qui vit à Las Manchas, n'a d'ailleurs pas attendu que la lave arrive. Les séismes du samedi 18 septembre "ont fait bouger les meubles d'une vingtaine de centimètres" chez elle : elle a su qu'il fallait partir, sans rien emporter. Juste quelques vêtements, et Cecilia s'est élancée

vers une incertitude qui, selon les spécialistes, pourrait durer quelques semaines, voire plusieurs mois. Le sort de Cecilia est celui de plus de 6 000 personnes, qui, comme elle, ont dû évacuer leur habitation. Chacune a son histoire. Ses larmes. Son impuissance. Ses élans de gratitude. C'est toute une île qui s'étirent, qui se reconforte, qui s'entraide. Ici des bouteilles d'eau, là un lit inconfortable dans une caserne.

Si l'éruption avait frappé le flanc est de l'île, la première victime aurait été le tourisme. Des villes balnéaires comme Santa Cruz, ainsi que l'aéroport, le port et quelques piscines naturelles, auraient été rayées de la carte. Mais le magma s'est écoulé sur ce qui représente 50 % du PIB de La Palma : l'agriculture. C'est un vrai fléau qui s'est ainsi abattu sur la culture de la banane, et les dommages s'aggravent de jour en jour. Miguel Ángel Martín, agriculteur et président de l'Association des agriculteurs et éleveurs de La Palma (Aspa), a passé la semaine à travailler aux côtés de volontaires pour aller sur les zones à risque et tenter de sauver les fruits qui ont survécu au raz-de-marée de roche en fusion. "Nous allons couper les bananes les moins abîmées et les emballer."

Afflux de touristes. Ces pertes agricoles affectent directement les populations évacuées : selon la Fédération des producteurs de bananes des Canaries (Asprocan), 30 % des personnes déplacées, employées dans les plantations ou dans les usines de conditionnement, vivent de la banane. Et dans ces paysages que les habitants fuient tandis que des camionnettes s'élancent en sens inverse pour tenter de sauver des objets chers ou précieux, il est devenu hors de prix de se loger. Des habitants ayant perdu leur toit sont logés temporairement dans une caserne de Breña Baja, de l'autre côté de l'île, et d'autres ont trouvé refuge chez des amis ou des proches. Mais impossible de trouver une location dans les communes les plus proches du volcan : en quelques jours, les prix se sont envolés sous l'effet, dit-on, de l'arrivée en masse de journalistes et de touristes venus voir l'éruption de près.

La cendre s'immisce partout. Elle recouvre les cultures, mais aussi les routes et les rues de tous

les villages autour du volcan. Les premiers jours, les habitants s'armaient d'un balai pour chasser cette poussière noire qui s'accumule sur les trottoirs et devant les commerces. Bien vite, il a fallu faire intervenir des chasse-neige et des véhicules de nettoyage pour dégager la voie et faciliter la circulation automobile. Cette zone où la boue brûlante ne cesse de se déverser était il y a peu encore très verte, dominée par une végétation luxuriante et des arbres énormes qui donnaient une ombre rafraîchissante. Ce paysage de carte postale ne reviendra jamais.

"Nous allons couper les bananes les moins abîmées et les emballer."

Miguel Ángel Martín,
AGRICULTEUR

Les géologues et les volcanologues qui travaillent dans la zone comparent l'état des sols à ceux du parc de Timanfaya, sur l'île de Lanzarote, où il n'y a pratiquement aucune vie et qui évoque un paysage lunaire de roche noire. Dans les endroits traversés par la lave, l'herbe ne repoussera pas, et il ne sera pas possible de reconstruire les maisons détruites avant un certain temps. "En ce moment, l'île est scindée en deux", explique un habitant d'El Paso, qui rappelle que l'est de La Palma n'a pas du tout été touché. À Santa Cruz, de l'autre côté de la montagne,

la fumée et les secousses engendrées par le Cumbre Vieja étaient imperceptibles. Ce n'est que le jeudi 23 septembre, au matin, qu'une fine colonne de cendre a pu être observée, ce qui a entraîné la suspension des vols vers l'île.

Dans la capitale de l'île, la vie continue. Le matin, on peut voir des dizaines d'adolescents monter les escaliers de la Calle Apurón pour se rendre au lycée public. Les conversations, évidemment, tournent autour du volcan. "C'est un drame, oui, mais c'est [aussi un phénomène] impressionnant", déclare un homme sirotant une bière au bistrot du coin. "Tu n'y es pas encore allé ?" lance-t-il à son voisin de table. Malgré les énormes dégâts engendrés, voir la Terre recracher ses entrailles demeure un spectacle fascinant.

Tout au long de la semaine, la réaction des habitants n'a fait que donner raison à l'écrivaine américaine Rebecca Solnit qui vante la force de la solidarité dans l'adversité. La mobilisation des habitants a été impressionnante : des centaines de bénévoles travaillent sans relâche pour sauver des animaux et récupérer des affaires, et offrent de la nourriture, des vêtements et un logement à ceux qui ont dû fuir leur maison sans savoir quand ils pourraient y retourner.

Le cœur du volcan continue de battre. Le magma remonte de la croûte terrestre jusqu'à la surface, brûle la terre et grimpe au ciel. C'est comme une baleine qui cracherait de l'eau sous l'effet



de la colère. David Calvo, porte-parole de l'Institut volcanique des Canaries, travaille toute la journée près de la bouche éruptive du volcan pour vérifier son évolution et tenter de prévoir, dans la mesure du possible, la violence de son comportement. Loin de prévoir la fin du drame, ce spécialiste avertit que, ces derniers jours, a été observée "une phase plus explosive" tant au niveau de "l'énergie et de la puissance" que de "l'émission de gaz et de cendres".

La seule certitude, c'est que l'avenir de La Palma est lié au drame. Des récoltes perdues et réduites à néant, des maisons englouties, des gens qui ont tout perdu. Un paradis transformé en chaos permanent.

—Alejandro Tena
Publié le 25 septembre

Une aide financière du gouvernement

●●● Alors que les projections de lave du volcan s'intensifient sur l'île canarienne de La Palma, le gouvernement espagnol souhaite débloquent un budget de 206 millions d'euros visant à "reconstruire" l'île, rapporte le quotidien local **Diario de Avisos**. En quinze jours, les coulées de lave ont détruit près de 900 édifices et contraint quelque 6 000 personnes à l'évacuation. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, le magma s'est jeté dans l'océan Atlantique, faisant craindre des émanations de gaz toxiques.

SOURCE



PÚBLICO

Madrid, Espagne
publico.es

Par ses contenus et sa maquette attrayante, ce quotidien lancé en septembre 2007 ciblait un public plus jeune et plus à gauche que celui d'*El País*. Après plusieurs vagues de licenciements, *Público* a cessé de paraître en kiosques en février 2012. Il existe toujours en version numérique, mais le gros des troupes a quitté le titre, pour fonder d'autres médias en ligne (*eldiario.es*, *infoLibre*) et le mensuel *La Marea*.

ITALIE

Ruée vers les maisons à 1 euro

De la Sicile aux Marches, en passant par la Toscane, le modèle des maisons vendues aux enchères à partir de 1 euro pour revitaliser les villages dépeuplés a fait des émules en Italie. Il Venerdì est allé enquêter sur ce phénomène.

—Il Venerdì
di Repubblica Rome

Le changement promet d'être radical. De la jeune et hyperdynamique San Francisco, berceau de la Silicon Valley, à Cantiano, dans la province de Pesaro et Urbino. Une commune dans le centre de l'Italie, qui compte six restaurants, un kiosque à journaux et, au dernier recensement officiel, 2112 âmes pour un âge moyen de 52,2 ans. Côté hyperdynamisme, au moins, il faudra faire quelques concessions.

Il en aurait toutefois fallu davantage pour décourager Miranda Rose Wood, architecte paysagiste californienne de 36 ans. Elle s'est donné six mois pour déménager toutes ses affaires dans ce petit village des Marches où – si la situation sanitaire le permet – elle élira également bientôt domicile. Pour une somme symbolique, la citoyenne américaine s'est adjugé l'une des trois maisons mises en vente par les autorités municipales de Cantiano. Il s'agit de propriétés privées laissées à l'abandon, que la mairie a proposé à des gens disposés à y vivre et à les remettre en état. Mise à prix : 1 euro.

"L'idée a mûri à la fin de 2019. Nous devions faire quelque chose pour remédier au dépeuplement du centre-bourg. Nous avons donc cherché une solution qui arrange aussi bien les propriétaires d'un bien immobilier délaissé dont l'entretien ne représente plus qu'un poids financier, que des gens à la recherche d'un nouveau modèle résidentiel, explique

le maire, Alessandro Piccini. Nous avons commencé par trois maisons, mais l'opération a eu un tel retentissement dans le monde entier que nous avons reçu près de 5 000 demandes d'informations et dossiers de candidature. Et les trois bâtisses ont été cédées à des étrangers."

Cantiano n'est que l'une des dizaines de communes qui, depuis quelques années, ont choisi d'offrir des maisons (presque) gratuitement afin d'enrayer la désertification du centre des petits villages. Sur le site Case a 1 euro – une plateforme informelle regroupant ces initiatives –, on dénombre cinquante communes dans toute l'Italie qui ont choisi d'explorer cette option. Faute de pouvoir

On dénombre cinquante communes dans toute l'Italie qui ont choisi d'explorer cette option.

s'inspirer d'un modèle national, chaque village a défini sa propre méthode en fonction de sa propre réalité, mais certains points communs se dégagent.

Borgomezzavalle, village de 320 habitants du Val d'Ossola, dans le Piémont, a adopté un modèle similaire à celui de Cantiano : la mairie n'a jamais acheté les biens immobiliers, mais a joué un rôle d'intermédiaire dans les transactions, explique le maire, Stefano Bellotti. "Nous sommes une petite commune, et nous

n'avons même pas les moyens de lancer un appel d'offres en bonne et due forme. Nous avons simplement accompagné les candidats intéressés pour leur faire visiter les maisons." La région pourrait donner un coup de pouce puisqu'elle a récemment débloqué un budget de 10 millions d'euros pour encourager le repeuplement des petites communes, offrant des subventions de 10 000 à 40 000 euros pouvant servir à acquérir un bien immobilier. À condition que l'acheteur s'engage à en faire sa résidence principale.

Revitalisation. Tarente (dans les Pouilles), la plus grande des communes italiennes à avoir mené ce projet avec succès [environ 19 000 habitants], a opté pour une autre solution. La ville vient de boucler une deuxième opération prévoyant la vente de 51 appartements, et prépare déjà un troisième appel d'offres pour près de 90 unités. "Après avoir connu une expansion démesurée à l'époque du grand boom économique, Tarente a vu sa population s'étioler, surtout dans la vieille ville, où nous avons perdu près de 20 000 habitants en trente ans", déplore le maire, Rinaldo Melucci.

Ici, nombre d'immeubles proposés par la commune appartenaient déjà à la municipalité, et les autres lui ont été cédés par des propriétaires privés. Selon Melucci, l'administration municipale a donc joué un rôle plus actif que celui de simple intermédiaire : "Nous avons défini des critères beaucoup plus précis dans l'appel d'offres. Nous

exigeons en particulier que les travaux soient lancés dans l'année suivant l'acquisition du bien, et nous attribuons davantage de points aux acquéreurs qui y établiront leur résidence principale. Nous avons également offert la possibilité d'affecter le bien à des structures d'accueil ou à d'autres activités, à condition que la société soit domiciliée à Tarente et embauche localement."

"Nous avons reçu des candidatures d'Amérique du Nord et du Sud."

Domenico Venuti,
MAIRE DE SALEMI

La lutte contre le dépeuplement n'est pas forcément l'objectif premier de toutes les communes : "Nous voulons surtout revitaliser le centre historique et nous avons mis en vente 36 lots, sans contrainte d'usage. Les bâtisses pourront être utilisées comme résidences principales ou transformées en structures d'accueil touristiques", assure Domenico Venuti, maire de Salemi. En 2008, sous l'impulsion de son maire de l'époque, cette commune sicilienne a été la première à tenter l'expérience, qui a par la suite fait des émules dans toute l'Italie. "Malheureusement, au-delà de la déclaration d'intention, ce projet n'avait pas décollé, alors que la dernière opération a donné d'excellents résultats." L'échéance de l'appel d'offres était fixée au 31 août, et des acheteurs potentiels ont manifesté leur intérêt pour près de la moitié des biens, confie Venuti : "Nous avons reçu des candidatures d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Un étranger s'est même présenté à la mairie pour remettre son dossier en personne et nous rencontrer."

—Flavio Bini

Publié le 10 septembre

SOURCE



IL VENERDI DI REPUBBLICA

Rome, Italie
Hebdomadaire
periodici.repubblica.it/venerdi
Comme son nom l'indique, ce supplément du quotidien de centre gauche *La Repubblica* paraît le vendredi. Les plus illustres plumes du journal y tiennent des chroniques hebdomadaires.





france

Société. La chasse, ce sport national

Les accidents se multiplient, la cause animale gagne du terrain. Et pourtant, s'étonne ce journaliste britannique, le droit de chasse, acquis pendant la Révolution, reste profondément ancré dans la culture nationale.



↳ Dessin d'Alex paru dans La Liberté, Fribourg.

urbaines abritant un tiers de la population (par rapport à la moyenne européenne de 28 %, et de 17 % au Royaume-Uni). De plus, la population rurale en France occupe 450 000 kilomètres carrés, soit une densité de tout juste 11 habitants au kilomètre carré – environ un quart de celle de l'Angleterre. Ainsi, conclut l'Institut national de la statistique, la France est le deuxième pays le plus rural d'Europe, après la Pologne.

Les Français sont aussi les plus constants dans leur hostilité à la mondialisation, les plus fervents défenseurs de la notion d'héritage, et c'est fort probablement lié. C'est un pays animé d'un fort attachement au patrimoine, où la corrida et les combats de coqs sont toujours légaux car ils préservent la tradition – et en France, le patrimoine peut passer outre à la défense des droits des animaux, pour ne rien dire des préjugés des gens des villes.

La France est un pays fortement attaché au patrimoine, où la corrida et les combats de coqs sont toujours légaux.

En 2019, les propriétaires de résidences secondaires sur l'île d'Oléron, sur la côte atlantique, ont intenté une action en justice contre Maurice, un coq accusé de chanter trop tôt. Les autochtones ont soutenu Maurice, et un juge a donné raison à l'auteur des cocoricos, ordonnant aux plaignants de verser 1 000 euros de dommages et intérêts à Corinne Fesseau, à qui appartenait Maurice. Dans le sillage de plusieurs affaires du même type qui avaient vu la trinité honnie des néoruraux, des expatriés britanniques et – pire que tout – des Parisiens en vacances se plaindre des moeurs bruyantes et odoriférantes de la France profonde, l'Assemblée nationale a approuvé une proposition de loi de Pierre Morel-À-L'Huissier, député de Lozère, portant sur la protection du "patrimoine sensoriel" de la France. Autrement dit, "le chant du coq, le bruit des cigales, l'odeur du fumier".

Avant de découvrir TikTok et l'électorat des jeunes citadins, Emmanuel Macron avait crânement tenté de s'assurer le vote rural en louant les mérites de la chasse. Il a même relancé les chasses présidentielles au sanglier à Chambord, résidence de chasse du roi François I^{er}, dans la vallée de la Loire. Habile, dans le cadre de ce que l'on a appelé le "pacte de Chambord", il a réduit de moitié le prix du permis de chasse, le faisant passer à 205 euros [pour le permis national].

Contrairement au Royaume-Uni, en France, la chasse n'est pas une activité

—UnHerd Londres

L'automne dans la France profonde. L'éclat du soleil sur les grappes empilées, le parfum épicé de la récolte de tournesols, les aboiements sauvages des meutes tandis que la chasse traverse les bois embrumés – et, trop souvent, la tragédie d'une personne abattue par ladite chasse.

En France, la saison de la chasse, qui débute dès le mois d'août dans certains départements du Nord-Est, bat son plein – et, inévitablement, il y aura des morts d'ici la fermeture, en mars. Selon l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), depuis 1999, on a recensé 3 000 accidents de chasse, dont plus de 420 mortels. Certaines des victimes

étaient innocentes : une femme de 69 ans tuée dans son jardin quand un chasseur a tiré à travers sa haie; un conducteur touché par une balle qui avait ricoché sur un sanglier. Mais la plupart des morts sont des chasseurs eux-mêmes, qui ont succombé à un passe-temps qui n'est pas dangereux que pour les animaux.

L'ONCFS attribue ces décès au "non-respect des règles de sécurité élémentaires", mais il faut prendre en compte les particularités de ce loisir dans l'Hexagone. Parmi le gibier qu'il est possible de tirer en France se trouvent le cerf et le sanglier, pour lesquels il faut utiliser des balles – d'une portée dépassant le kilomètre – plutôt que de la chevrotine, courante en Grande-Bretagne, mais dont la portée n'est que de quelques mètres.

Quoi qu'il en soit, la raison la plus évidente, et la plus significative sur le plan culturel, de cette mortalité, c'est tout simplement le nombre de passionnés. Si les titulaires de permis sont de moins en moins nombreux depuis le tournant du siècle, ils sont encore 1,2 million. En France, la chasse est de loin le troisième hobby le plus populaire, après le rugby et le football.

Pays rural. La chasse fait aussi partie de l'ADN national, de la vision qu'a la France d'elle-même. Cette dernière est peut-être le pays le plus raffiné d'Europe (les trois plus grandes marques mondiales du luxe, Louis Vuitton, Chanel et Hermès, sont toutes françaises), mais en même temps elle est obstinément rurale, les zones non

avant tout pratiquée par l'élite ; dans notre coin boisé de Charente, les chasseurs sont le boucher local, le boulanger, le garagiste, l'infirmier et l'agriculteur, qui circulent tous en Berlingo Citroën blanc. C'est la chasse qui fournit le sanglier à rôtir pour le banquet des bonnes œuvres, ce sont les gars qui y vont qui délimitent les sentiers dans la forêt pour la randonnée communale.

Acte révolutionnaire. En France, qui veut chasser n'a littéralement pas besoin de monter sur ses grands chevaux. Les chasseurs sont le plus souvent à pied, et non juchés sur quelque équidé. C'est pendant la Révolution que le droit de tirer du gibier a été arraché à l'aristocratie, et si les droits de propriété locaux sont abscons, il est généralement admis, rapport à 1789 et tout ça, que les chasseurs ont le droit d'aller où bon leur semble, sauf interdiction expressément formulée par le propriétaire. En France, la chasse est un acte révolutionnaire plutôt que la confirmation d'un statut social.

Mais alors pourquoi les chasseurs sortent-ils donc le dimanche avec leur fusil ? Certains sont pragmatiques. "Ça fait de quoi manger pour la famille pendant une semaine", m'a expliqué une connaissance à propos du sanglier à l'arrière de sa camionnette. D'autres estiment rendre service à la communauté quand ils tuent des sangliers et des cervidés qui ravagent les récoltes. Ce que beaucoup recherchent, c'est une immersion dans la nature, un moyen de se ressourcer ; ou, comme l'a expliqué le philosophe espagnol José Ortega Y Gasset dans *Sur la chasse*, un classique mondial sur le sujet : "On ne chasse pas pour tuer mais on tue pour avoir chassé."

Ce quasi-mysticisme cynégétique est tourné en ridicule par l'association Rassemblement pour une France sans Chasse (RAC) et l'ancienne actrice Brigitte Bardot, qui défend les droits des animaux. Les adversaires de la chasse se font de plus en plus entendre, et ils pensent que le temps et la mode politique jouent en leur faveur.

Les tristes chiffres de la chasse en matière de sécurité fournissent des munitions à ses détracteurs : les appels se multiplient en faveur de restrictions afin que les joggeurs, les promeneurs, les cyclistes et les conducteurs puissent eux aussi se livrer à leurs loisirs du dimanche en paix et sans risque. Une pétition en ligne destinée au président Macron, qui réclamait

Contrairement au Royaume-Uni, en France, la chasse n'est pas une activité avant tout pratiquée par l'élite.

purement et simplement une interdiction dominicale de la chasse, a récolté environ 200 000 signatures.

Il y a une phrase essentielle à connaître quand on vit en France : "C'est compliqué." En juin, Macron a enfin déclaré illégale la chasse à la glu, rejoignant ainsi le reste de l'UE. Une décision qui a été interprétée comme une atteinte délibérée à la chasse. (Pendant des décennies, la France a exigé une dérogation au nom de la "préservation du patrimoine".) En août, la chasse à l'aide de filets ou de cages a elle aussi été interdite, car jugée contraire à la "directive oiseaux" de l'UE, qui date de 2009. Environ 5 000 chasseurs s'adonneraient encore à ces pratiques, qu'exècrent même certains de leurs collègues chasseurs. Or ceux qui chassent à la glu ou au filet ne devraient-ils pas être défendus par la fraternité des nemrods – et plus généralement par le monde rural – puisque, pour paraphraser cette autre clause capitale de la vie française, "qui s'en prend à l'un s'en prend à tous" ? C'est compliqué.

Dans les tensions entre la ville et la campagne, la première n'est pas la seule à multiplier les pressions, les pétitions et les opérations de communication. La puissante Fédération nationale des chasseurs (FNC) s'est engagée à lutter contre "l'érosion de la biodiversité" – au grand soulagement de ses membres, qui se voient comme les seuls véritables amoureux et champions de la nature. Après tout, la campagne française est hérissée de petits panneaux métalliques rouges ornés d'un bandeau tricolore qui signalent la présence d'une "réserve de chasse et de faune sauvage", conformément à une directive gouvernementale de 1991.

Alliés haut placés. La FNC dénonce de plus en plus souvent les géants de l'agroalimentaire et l'agriculture intensive, ce qui trouve aisément un écho dans un pays où la notion bucolique de paysannerie fait vibrer la corde sensible. Et dans leur guerre publique que suscite leur loisir, les chasseurs se trouvent des alliés qui rafraîchissent l'image de leur activité, qui passe pour être un passe-temps réservé aux hommes d'âge moyen. L'instagrammeuse, mannequin et influenceuse Johanna Clermont est devenue l'égérie des chasseuses et des chasseurs plus jeunes, tout comme Jessica Héraud, qui, à 25 ans, dirige Les Dianes, une fédération féminine de chasse de Charente-Maritime approuvée par la FNC et dont le nom est un hommage à la déesse de la chasse des Romains.

Les chasseurs ont aussi des amis haut placés dans le monde politique. À l'Assemblée nationale, un député sur cinq fait partie du groupe d'études Chasse, pêche et territoires ; au Sénat, le groupe compte

70 membres. Si Macron a, lui, rejoint le camp des écologistes et des défenseurs des droits des animaux, d'autres représentants importants de son parti soutiennent la chasse. Alain Perea, député En Marche à l'Assemblée nationale, est coprésident du groupe Chasse, pêche et territoires.

[Le 18 septembre], des manifestations en faveur de la chasse ont été organisées dans tout le pays. À cette occasion, les chasseurs ont joué leur atout : ils ont appelé non seulement à préserver la chasse, mais aussi à protéger la ruralité. Dans l'esprit des Français, la chasse et la campagne font toujours un, elles sont encore indissociables. "Macron fossoyeur de nos traditions", disait une pancarte.

Il y a trois ans, les ennuis du président ont commencé avec les "gilets jaunes". Aujourd'hui, il ferait bien de veiller à ne pas se retrouver embarqué dans un bras de fer avec les "gilets orange". La chasse se pratique en France depuis le Paléolithique, avec ses scènes animalières peintes sur les parois des grottes de Lascaux, en Dordogne. Il va falloir du temps avant de pouvoir en sonner l'hallali.

— **John Lewis-Stempel**
Publié le 23 septembre

SOURCE



UNHERD

Londres, Royaume-Uni
unherd.com

Fondé par le journaliste conservateur Tim Montgomerie en 2017, *UnHerd* repose sur un double jeu de mots. Le site Internet s'adresse aux personnes qui "refusent de suivre le troupeau" (*herd*, en anglais) et veulent "en apprendre davantage sur des idées et des personnes" *unheard-of* (inédites). Décrit comme "non-partisan", le média en ligne publie des articles de journalistes, d'intellectuels, de militants et de personnalités politiques de tous bords. *UnHerd* rejette l'étiquette de "site d'actualité" et déclare se concentrer sur "les événements importants, sans les distractions".

LE SALON DES FORMATIONS ARTISTIQUES

START

9 & 10 OCTOBRE 2021

10H - 18H AU PARC FLORAL DE PARIS, 12^e

DU 9 AU 15 OCTOBRE 2021

EN LIGNE

LE RENDEZ-VOUS POUR CHOISIR TON ORIENTATION !

Conférences *Le Monde* • Coaching
• Lives • RDV personnalisés

INSCRIPTION GRATUITE
START.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde | Télérama'



afrique

Tunisie. Une Première ministre fantoche ?

Quelle sera la marge de manœuvre de Najla Bouden, la nouvelle Première ministre tunisienne, aux côtés d'un président qui s'est arrogé la totalité du pouvoir ?



—La Presse Tunis

En prenant le pouvoir, la nuit du 25 juillet dernier, le chef de l'État, Kaïs Saïed, avait annoncé que c'est lui désormais qui dirigerait tout le pouvoir exécutif et que le chef du gouvernement ne ferait qu'appliquer les politiques du président de la République. Plus de deux mois après, voilà qui nomme Najla Bouden et la charge de former le prochain gouvernement. Une première historique : une femme présidera

la Kasbah. La décision de placer une femme à la tête de la Kasbah a été saluée par tous les partis politiques et les organisations nationales, mais serait-ce une tentative de détourner l'attention autour des prérogatives qui lui seront attribuées ?

Une femme comme première chef d'un gouvernement tunisien est, certes, un choix louable, sauf que le plus important est de lui assurer tous les mécanismes et un climat politique propices pour venir à bout de sa mission. Car, comme le confirment les

différents observateurs de la scène nationale, son chemin sera miné, alors que, outre les défis économiques et les risques financiers, elle sera confrontée à une situation politique envenimée. Mais quelles seront précisément ses prérogatives ? Sera-t-elle réellement la première chef de gouvernement dans l'histoire du pays ou une simple Première ministre sous les ordres de Carthage ?

Après le séisme politique qu'il a provoqué à la suite de ses décisions du 25 juillet, le locataire de Carthage a fini par placer une géologue à la tête de la Kasbah. Pour lui, si le choix est tombé sur une femme apolitique et loin de tous les conflits politiques, le message est clair : il veut une rupture totale et définitive avec une classe politique défaillante. Avec ce profil, elle qui ne jouit d'aucune expérience politique, encore moins économique, saura-t-elle prendre les commandes du pays dans une phase critique ? Tout reste lié aux prérogatives qui lui seront attribuées, à commencer certainement par la formation du gouvernement.

En tout cas, la nomination de Bouden intervient conformément à un décret présidentiel en date du 29 septembre 2021, qui se base largement sur les dispositions exceptionnelles annoncées par le chef de l'État. Ces dispositions exceptionnelles donnent de larges pouvoirs exécutifs au président de la République, au détriment des prérogatives attribuées au chef du gouvernement. Ainsi, c'est Kaïs Saïed qui devra nommer les ministres, les secrétaires d'État et les hauts responsables au sein de l'État, dresser la politique du gouvernement et veiller à la bonne application de ces dispositions. Que reste-t-il donc pour le chef du gouvernement ?

À vrai dire, le chef de l'État, à travers ces dispositions exceptionnelles, voudrait voir un Premier ministre à la Kasbah. D'ailleurs, la constitutionnaliste Mouna Kraiem confirme

ce constat. Dans cette logique, Najla Bouden ne fera qu'appliquer les choix et les politiques du président de la République. *“La chargée de former le gouvernement jouera un rôle dans l'application des politiques générales définies par le chef de l'État, Kaïs Saïed”*, a-t-elle expliqué, ajoutant que nous assistons à un changement de la philosophie politique de l'État tunisien.

Dans un régime démocratique, le Premier ministre est l'autorité de l'exécutif, il est nommé par le chef de l'État et assure la direction du gouvernement, alors que le chef du gouvernement est, lui, la personne qui détermine la politique générale de l'État et veille à sa mise en œuvre, conformément à la Constitution de 2014.

Elle qui ne jouit d'aucune expérience politique ou économique, saura-t-elle diriger le pays ?

Quoi qu'il en soit, chef du gouvernement ou Première ministre, la première prérogative de Najla Bouden est connue. En la chargeant de former un gouvernement, Kaïs Saïed a annoncé que la première mission de Bouden sera de lutter contre la corruption. D'ailleurs, Najla Bouden a réagi à sa nomination par le président de la République en tant que chef du prochain gouvernement : *“Aujourd'hui, j'ai eu l'honneur d'être chargée par le président de la République, Kaïs Saïed, de former le nouveau gouvernement tunisien dans les plus brefs délais. Notre mission principale sera de lutter contre la corruption”*, peut-on lire dans un tweet qu'elle a posté tout juste après avoir été reçue par le président de la République.

Loin de la question des prérogatives de Najla Bouden, il semble, plus que jamais, que nous nous dirigeons vers une alliance quasi parfaite entre les deux têtes de l'exécutif, une situation rarement observée depuis le 14 janvier. En effet, une chose est sûre, après avoir échoué dans ses deux premiers choix, Kaïs Saïed n'aura plus le droit à l'erreur et devra certainement aller jusqu'au bout de ce processus politique.

—Mohamed Khalil Jelassi
Publié le 1^{er} octobre



Kaïs Saïed, l'autoritaire

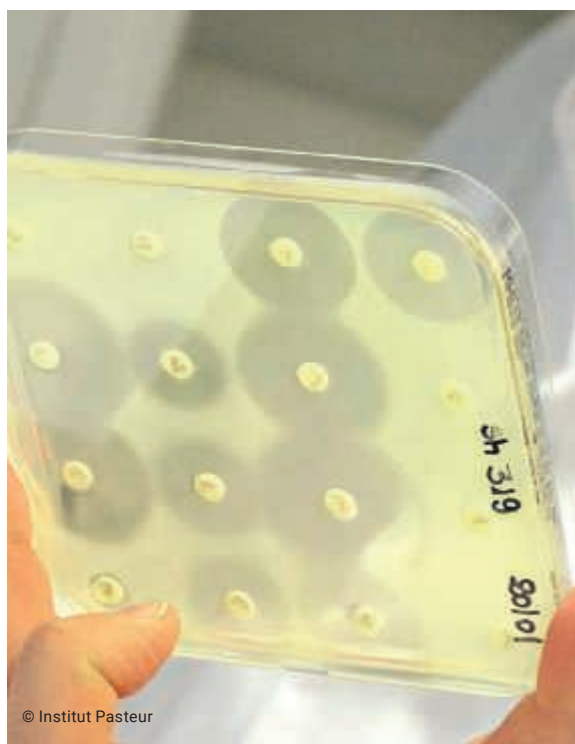
Avant d'être élu président, Kaïs Saïed, spécialiste de droit constitutionnel, *“prêchait la fidélité à la Constitution”*, rappelle **The Economist**. Pourtant, la presse internationale s'inquiète aujourd'hui d'une dérive autoritaire du président. Le **New York Times** note que son annonce le 22 septembre de gouverner le pays par décret rencontre désormais *“une opposition croissante, augmentant l'incertitude dans la crise politique la plus grave que la Tunisie ait connue depuis une décennie”*. Certes, le président a également indiqué que ces mesures étaient *“provisoires”* et répondaient *“aux urgences économiques et sanitaires de la Tunisie”*, mais les inquiétudes persistent. Les critiques ne sont plus le fait *“d'opposants farouches et d'anciens alliés”*. Elles émergent parmi des *“partisans qui ont applaudi dans les rues lorsque M. Saïed a gelé le Parlement, limogé le Premier ministre et pris le pouvoir le 25 juillet”*, relate le quotidien américain.

Autre critique intérieure, celle venue du tout-puissant syndicat UGTT (Union générale tunisienne du travail), qui, après la décision du président de diriger le pays à coups de décrets, a indiqué dans un communiqué : *“Nous considérons que le président a perdu sa légitimité en violant la Constitution.”* Phénomène nouveau, au moins 2000 manifestants dans la capitale tunisienne ont, à la suite de cette décision présidentielle, appelé Kaïs Saïed à mettre fin à ce qu'ils ont appelé son *“coup d'État”*, note le NYT. Une situation qui, selon **New Lines Magazine**, semble suggérer *“le clivage de l'opinion publique tunisienne qui s'est cristallisé depuis le 25 juillet, lorsque Saïed a brutalement limogé le Premier ministre Hichem Mechichi, gelé le Parlement et assumé tous les pouvoirs exécutifs”*. *“Ces lignes de fracture se sont creusées et de plus en plus de Tunisiens prennent position contre le président, considérant que celui-ci pose les bases d'un retour à l'autocratie”*, indique le mensuel international.

—Courrier international

Antibiorésistance

UNE RÉELLE MENACE POUR LA SANTÉ



© Institut Pasteur

1 - Observation d'une culture d'une souche de bactérie



© Institut Pasteur - Perrine Bomme, Nouara Lhocine et Philippe Sansonetti. Colorisation Jean-Marc Panaud

2 - Adhérence de *Salmonella typhimurium* (en rouge) sur l'épithélium intestinal

Fort de son expertise multidisciplinaire et de son expérience en matière d'infectiologie, l'Institut Pasteur est l'un des principaux acteurs de la lutte contre l'antibiorésistance. Une urgence de santé publique pour la planète entière.

C'est l'une des principales menaces sanitaires du XXI^{ème} siècle. Plus silencieuse que les épidémies, la résistance aux agents anti-microbiens progresse de façon inquiétante. Appelée également « antibiorésistance », elle désigne le fait que les antibiotiques actuels ne sont plus assez efficaces contre les bactéries et micro-organismes (champignons, virus, parasites) qu'ils sont censés combattre. Un rapport publié en 2016 coordonné par l'économiste britannique Jim O'Neill estimait que le phénomène pourrait être à l'origine de 10 millions de morts par an à partir de 2050, dont 390 000 en Europe. Une urgence sanitaire, donc, et qui appelle à améliorer la compréhension des mécanismes de l'antibiorésistance mais également à renouveler les stratégies de recherche et de conception de nouveaux traitements, avec un objectif aujourd'hui admis par tous : favoriser l'approche One Health (« Une Seule Santé »), intégrant santé humaine, santé animale et santé environnementale.

Mieux comprendre le phénomène de résistance

Institut international de recherche et d'enseignement, l'Institut Pasteur est pleinement engagé dans cette démarche. « Notre stratégie se décline selon trois objectifs principaux », explique Paola Arimondo, responsable de l'unité Chimie biologique épigénétique à l'Institut Pasteur. Nous cherchons d'abord à comprendre comment se développe le phénomène de résistance et à identifier les facteurs favorisant la dissémination de

▲ 1 - Dans la culture d'une souche de bactérie, chaque pastille est imbibée d'un antibiotique différent. Les plages claires autour des disques indiquent que la bactérie a été tuée par l'antibiotique et donc qu'elle n'est pas résistante à celui-ci.

▲ 2 - Visualisation en microscopie électronique à balayage de l'interaction de la bactérie entéro-pathogène à Gram-négatif *Salmonella typhimurium* (bacille en rouge) avec l'épithélium intestinal. Présence de nombreuses bactéries commensales (coques, spirochètes et autres commensaux) à la surface de l'épithélium. Fausses couleurs.

souches et de gènes de résistance. Nous travaillons également à analyser la physiologie, l'écologie et l'évolution des micro-organismes, à suivre et à modéliser l'incidence et à développer de nouveaux outils diagnostiques. Enfin, notre objectif est d'identifier de nouveaux médicaments et stratégies thérapeutiques en réponse à la résistance aux antimicrobiens, en explorant des approches diverses. »

91 équipes et groupes impliqués

L'une des forces de l'Institut Pasteur, c'est la transversalité de son expertise. « Dix départements de l'Institut Pasteur sont impliqués dans ce programme, ce qui représente 91 équipes et groupes de chercheurs, dans des disciplines aussi diverses que l'épidémiologie, la génétique et génomique, les statistiques, la bioinformatique, la biologie structurale, la biologie évolutive ou la chimie », précise Paola Arimondo. Outre la mise au point de nouveaux antibiotiques, les équipes explorent le potentiel de champs thérapeutiques innovants, comme l'immunothérapie, l'épigénétique ou la phagothérapie.

Un enjeu de politique globale

Véritable course de vitesse contre la capacité de « résilience » de la faune microbienne, la lutte contre l'antibiorésistance appelle à une mobilisation cohérente de l'ensemble des équipes impliquées à travers le monde. Elle exige également de revoir nos modèles de société : l'antibiorésistance est l'une des conséquences des impacts environnementaux liés au développement de la société post-industrielle. « Il faut investir dans une prise de conscience massive de cette menace et agir ensemble au niveau de la société, mais également financer les traitements du futur contre la résistance microbienne », souligne Paola Arimondo. Car le champ de l'antibiothérapie a été progressivement délaissé en

termes de recherche et ce n'est que récemment que les États et les communautés ont commencé à réinvestir (c'est l'exemple du Programme Prioritaire de Recherche antibiorésistance de la France ou du réseau international, IRAADD pour International Research Alliance for Antibiotic Discovery and Development). Il est donc essentiel de soutenir des programmes internationaux et plus collaboratifs, associant des équipes issues du public comme du privé ».

▼ Paola Arimondo

Responsable de l'unité Chimie biologique épigénétique à l'Institut Pasteur



© Institut Pasteur - François Gardy

NIGERIA

Bienheureux les riches pasteurs

Au Nigeria, des pasteurs évangéliques prêchent une doctrine de la prospérité qui leur profite au premier chef. De véritables empires se construisent ainsi, au détriment de fidèles parfois très pauvres.

—The Economist Londres

Le Seigneur aime celui qui donne avec joie”, proclame une prédicatrice qui chauffe la salle de 15000 places pour le troisième service de la journée de l'évêque David Abioye, dans l'église Living Faith [de la Foi vivante], près d'Abuja, la capitale du Nigeria. “En déposant vos offrandes aujourd'hui, vous corrigerez pour de bon votre captivité par rapport à l'argent”, promet-elle aux fidèles. Des instructions sur la façon de payer par chèque ou en ligne sont glissées entre les pages des bibles.

Alors que des personnes font la quête en tendant des paniers couleur anis, une chorale entonne : “I'm restored and I've been rewarded.” [“Me voilà rétabli, j'ai été récompensé”, une chanson de J. Moss]. M^{sr} Abioye, resplendissant dans son costume à rayures avec une cravate dorée, explique comment Dieu récompense la prière par des espèces sonnantes et trébuchantes. “Cette semaine,

“En donnant, vous corrigerez votre captivité par rapport à l'argent.”

David Abioye,
PASTEUR ÉVANGÉLIQUE

on va vous en donner”, proclame-t-il. “Pendant que je vous parle, des gens cherchent déjà votre numéro de téléphone”, crie-t-il. Tout cela, grâce au “pouvoir d'achat” du sang de Jésus, selon lui.

M^{sr} Abioye est le pasteur d'un empire pentecôtiste connu sous le nom de Winners Chapel [la Chapelle des vainqueurs], dirigé par l'évêque David Oyedepo. Celui-ci affiche la prospérité qu'il prêche : il se déplace en jet privé, et a un jour jugé “insultante” et

“trop petite” l'estimation de sa fortune à 150 millions de dollars, avancée par un rapport. Son modèle économique repose à la fois sur le pouvoir exercé du haut des chaires d'église et sur la brillanteur d'un discours digne de marketing d'entreprise. Parmi les livres qu'il a écrits, citons ces deux titres : *Understanding Financial Prosperity* [“Comprendre la prospérité financière”] et *Satan Get Lost!* [“Satan, dégage !”]

Comme de nombreux pasteurs charismatiques, au Nigeria et ailleurs, il prêche que la foi peut apporter des récompenses matérielles et que les fidèles doivent exprimer leur dévotion en versant une dîme, c'est-à-dire en donnant un dixième de leurs revenus à l'Église. Certains pasteurs millionnaires laissent d'ailleurs entendre que leur richesse est la preuve de leur piété. Les liasses de billets envoyées par leurs paroisses y contribuent sans doute aussi!

“Il n'y a pas vraiment de ligne de démarcation entre ce qui appartient au pasteur et ce qui appartient à l'Église”, explique Ebenezer Obadare, professeur de sociologie à l'université du Kansas. Le pardon chrétien semble être une denrée rare pour ceux qui ne parviennent pas à honorer leurs engagements. Ainsi, en juillet, un pasteur d'une paroisse de Winners Chapel indique avoir été licencié pour n'avoir pas réussi à lever suffisamment de fonds, même si Winners Chapel affirme que c'est parce qu'il n'a pas su attirer un nombre suffisant de nouveaux fidèles.

Certains saints hommes ont des intérêts dans des affaires bien terrestres : la paroisse du pasteur Enoch Adeboye possède ainsi une entreprise de construction, une fabrique de fenêtres et des centaines de chalets de

vacances dans son camp religieux de Redemption City; le pasteur Chris Oyakhilome, un télévangéliste, gère des chaînes diffusées par satellite en Amérique et en Grande-Bretagne, ainsi qu'une boutique en ligne qui accepte des paiements dans 120 devises différentes; l'Église de l'évêque Oyedepo possède un complexe qui s'étend sur 4250 hectares, le Canaanland [pays de Canaan], sur lequel on trouve notamment une usine d'eau en bouteille, une banque et une station-service, ainsi qu'une somptueuse résidence pour l'évêque.

Plusieurs Églises nigérianes ont leurs propres universités, qui

sont d'autant plus appréciées des parents que les établissements publics nigériens proposent des services médiocres. L'université Covenant, à Canaanland, a des règles strictes : les téléphones portables y sont interdits. Elle dispose d'un stade impressionnant, de salles de conférence high-tech et propose des cours de taekwondo. Sur les murs de l'établissement, on peut voir des affiches mettant en avant sa bonne place au classement des universités, à côté de photos de l'évêque Oyedepo.

L'université affirme que 98 % de ses diplômés trouvent un emploi ou deviennent eux-mêmes employeur dans les deux ans qui suivent l'obtention de leur diplôme. Cependant, ses tarifs restent inabordablement pour beaucoup de paroissiens. Ainsi, le jeune employé qui nous fait visiter le campus aurait bien aimé y étudier, mais sa famille, qui fréquente

“Il n'y a pas de ligne de démarcation entre ce qui appartient au pasteur et ce qui appartient à l'Église.”

Ebenezer Obadare,
PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE

l'église depuis 2003 et se saigne aux quatre veines pour verser la dîme, ne pouvait pas payer les frais de scolarité; elle l'a donc envoyé à l'université au Ghana, ce qui revenait moins cher. L'université fait néanmoins valoir le bon rapport qualité-prix de ses cours, et précise que la fondation de l'évêque Oyedepo accorde des bourses aux étudiants qui souhaitent étudier à Covenant ou dans d'autres universités. Mais à Covenant, seule

une trentaine d'étudiants sur les plus de 6000 élèves de premier cycle bénéficient de cette bourse.

Un employé d'une autre Église de la Winners Chapel se met à rire lorsqu'on lui demande si son salaire est suffisant pour envoyer ses enfants à l'école paroissiale. Pour Matthew, qui fréquente l'auditorium de 100000 places du Glory Dome (une autre méga-église située à Abuja), l'école paroissiale est trop chère pour ses enfants : “Mon père est allé dans une école missionnaire, et c'était gratuit. Pourquoi ne fait-on pas pareil ?” Ces Églises sont

en fait des “entreprises lucratives”, estime Ebenezer Obadare.

Covenant affirme réinvestir ses bénéfices dans l'université. “L'université est la propriété de l'Église”, précise le vice-chancelier, Abiodun Adébayo, qui répond sur un ton sec à la question de savoir si l'Église compte sur un retour sur investissement : “On se développe pour arriver à être capable de soutenir l'Église à notre tour.”

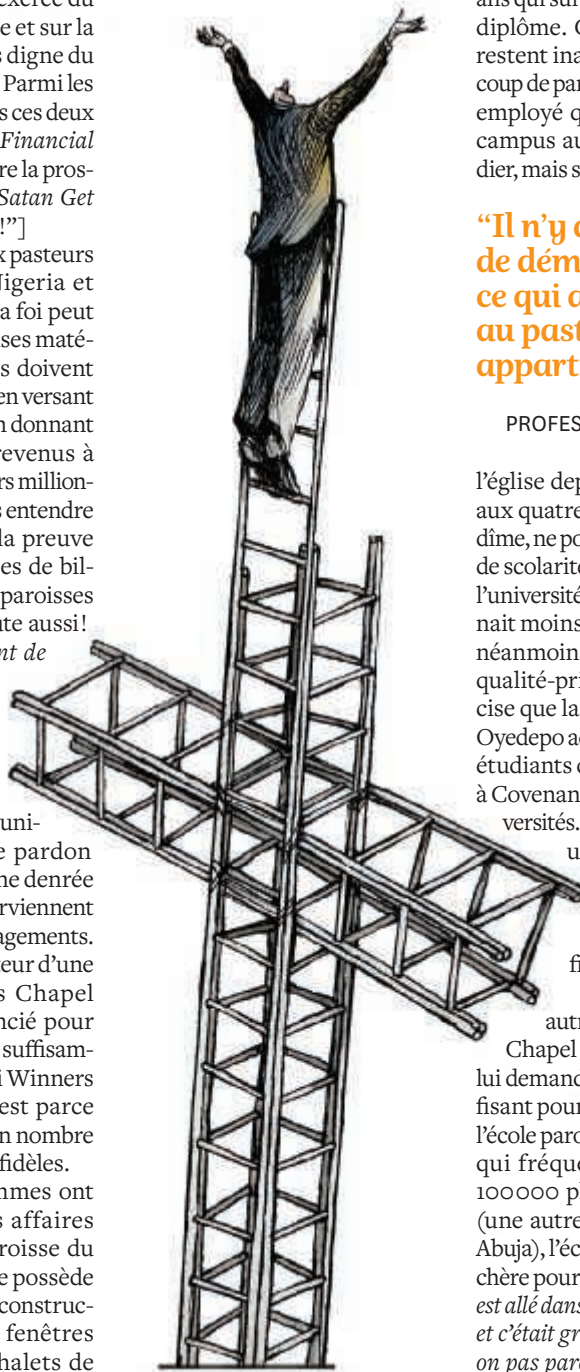
Les lignes floues qui existent entre les méga-Églises et leurs entreprises sont importantes d'un point de vue fiscal, car si les organisations religieuses ne sont pas imposées, leurs entreprises le sont, en théorie du moins. Mais il n'est pas facile de déterminer ce qui relève des Églises et ce qui relève de leurs entreprises.

Les adversaires de ces Églises ne mâchent pas leurs mots à propos d'une telle situation. Pour Ebenezer Obadare, la logique de la prospérité de ces Églises fait penser à celle des systèmes de Ponzi, avec l'avantage supplémentaire que lorsque les gens ne s'enrichissent pas, les pasteurs peuvent leur promettre qu'ils feront fortune dans la vie à venir. On pourrait s'attendre à ce que de telles croyances fassent l'objet de critiques de la part d'institutions intellectuelles comme les universités, ajoutent-ils, mais bien souvent, celles-ci souscrivent à la vision du monde de ces Églises. Conséquence : au Nigeria, où plus de 80 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 dollar par jour, les membres de ces Églises “deviennent de plus en plus pauvres, et les pasteurs de plus en plus riches”, souligne Francis Falako, professeur d'études religieuses à l'université de Lagos. —

Publié le 25 septembre

Le Nigeria, terre d'évangélisme

●●● Les deux principales religions au Nigeria sont le christianisme et l'islam. Environ 74 % des chrétiens sont protestants ou évangéliques, et 25 % sont catholiques. L'influence des Églises évangéliques sur la vie politique et culturelle du Nigeria est si importante que le pays a pu être présenté comme une “république pentecôtiste”.



VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du globe des solutions les plus innovantes pour nos déplacements



L'ALLEMAGNE CONSTRUIT LA PREMIÈRE STATION-SERVICE POUR TRAINS À HYDROGÈNE

À BREMERVÖRDE, LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE BASSE-SAXE S'APPRÊTE À ACCUEILLIR LA PREMIÈRE STATION-SERVICE FERROVIAIRE À HYDROGÈNE.

L'entreprise Linde a démarré la construction, en septembre 2020, de la première station à hydrogène du monde pour les trains de voyageurs. La date de fin des travaux est estimée à la mi-2022. Localisée à proximité de Francfort, la future station-service permettra de produire de l'hydrogène renouvelable. Il s'agit d'utiliser l'électricité issue de sources d'énergies renouvelables pour créer de l'hydrogène. Au total, 1600 kilogrammes d'hydrogène vert seront produits quotidiennement, en remplacement de la station mobile actuelle.

La station de Bremervörde alimentera une flotte de 27 trains. L'utilisation d'hydrogène en tant que carburant des trains réduira fortement l'impact sur l'environnement, car 1 kilo d'hydrogène remplace environ 4,5 litres de diesel. Pour fonctionner, l'hydrogène stocké dans le réservoir est envoyé vers une pile à combustible, où il se mélange à l'oxygène capté dans l'atmosphère. Cette association d'hydrogène et d'oxygène génère de l'électricité qui fait tourner le moteur. Le seul rejet est de la vapeur d'eau, et l'énergie excédentaire est stockée dans des batteries au lithium placées à bord du train. Ce type de train peut parcourir environ 1000 kilomètres avec un seul réservoir d'hydrogène, embarquant jusqu'à 300 passagers à une vitesse maximale de 140 km/h.

DU DIESEL À L'HYDROGÈNE VERT

Les trains à hydrogène sont généralement plus chers à l'achat que ceux carburant au diesel, mais moins coûteux dans leur fonctionnement. L'Allemagne a déployé les Coradia iLint d'Alstom en septembre 2018, en Basse-Saxe. Les deux premiers trains ont terminé leur phase de test de dix-huit mois en février 2021 et peuvent parcourir plus de 900 kilomètres

avec un seul réservoir d'hydrogène. Avec cette autonomie, ils sont destinés à remplacer à terme les trains diesel sur les lignes RB11 (Francfort-Höchst

- Bad Soden), RB12 (Francfort-Königstein), RB15 (Francfort - Bad Homburg - Brandoberndorf) et RB16 (Friedrichsdorf-Friedberg).



© CRÉDIT ALSTOM

L'HYDROGÈNE SUR DE BONNS RAILS

L'hydrogène s'invite aujourd'hui sur tous les modes de transport. Fort d'une densité énergétique exceptionnelle, il est particulièrement adapté aux véhicules lourds et aux longues distances. À ce titre, le train offre un formidable terrain de jeu pour le développement de nouvelles mobilités propres. En Europe, Toyota participe au Consortium FCH2RAIL pour développer un train électrique sans caténaire, destiné à remplacer les trains diesels, qui représentent encore la moitié des lignes de l'UE. Le Groupe travaille également avec Hitachi afin d'améliorer les performances d'un des modes de transport les plus propres.



Irak.

Le pays joue les médiateurs régionaux

Les Irakiens sont appelés aux urnes le 10 octobre prochain. Le pays, où les milices pro-Téhéran exercent une forte influence, a opéré ces derniers mois un repositionnement dans le giron arabe sous l'impulsion du Premier ministre, Moustafa Al-Kazimi.

Entre les élections législatives anticipées du 10 octobre et le retrait annoncé des troupes combattantes américaines d'ici à la fin de l'année, "le dernier trimestre de l'année 2021 s'annonce crucial pour l'Irak", écrit le quotidien libanais **An-Nahar**. Pour le pays, terrain ces dernières années de la confrontation entre les États-Unis et l'Iran, ce scrutin intervient dans un contexte de réajustement des équilibres au Moyen-Orient, alors même que Washington se désengage de la région. "Les choses ne s'éclairciront pas dans la région avant que la situation ne s'éclaircisse en Irak", estime le quotidien panarabe **Al-Arab**. Et d'ajouter : "Il y a encore un espoir que le pays recouvre son rôle de point d'équilibre dans la région et ne soit plus uniquement une 'arène' iraniennne." Ces dernières années, les milices chiites armées proches de Téhéran issues de la coalition paramilitaire du Hachd Al-Chaabi, qui a combattu Daech, ont renforcé leur emprise sur le pays. Après une percée de leur vitrine politique lors des précédentes élections en 2018, elles espèrent consolider leur présence au Parlement irakien. Face à elles, la coalition de Moqtada Al-Sadr, qui émerge comme favori, mais aussi

celles des ex-Premiers ministres Nouri Al-Maliki et Haïder Al-Abadi.

Le chef du gouvernement actuellement en place, Moustafa Al-Kazimi, se tient pour le moment à distance. Nommé par consensus quelques mois après le déclenchement, en octobre 2019, de la contestation populaire contre la corruption et l'influence iraniennne, le Premier ministre sortant a amorcé, dans un savant exercice d'équilibriste, un recentrage du positionnement du pays vers "son environnement arabe et régional", en reprenant langue avec les grandes puissances sunnites de la région pour s'ouvrir d'autres perspectives, notamment sur le plan économique, écrit le journal émirati **Al-Bayan**. "Il a multiplié les efforts pour bénéficier d'un soutien plus important de la communauté internationale et éviter à l'Irak les dangers du conflit américano-iranienn", souligne le site **Amwaj**.

Dans ce sillage, l'Irak s'est imposé comme un conciliateur. Depuis le mois

Le pays accueille des pourparlers entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, en rupture diplomatique depuis 2016.

d'avril, le pays accueille des pourparlers entre ses deux grands voisins, à savoir l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite, les deux poids lourds rivaux en rupture diplomatique depuis 2016 et en conflit sur plusieurs dossiers. Le site irakien indépendant **Al-Alam Al-Jadid** parle même d'un "rapprochement irano-saoudien". D'une certaine manière, le positionnement de Bagdad

comme médiateur est dicté par des considérations intérieures. "Nos conflits internes sont en grande partie liés à des

conflits régionaux. Donc, pour régler le conflit interne, il faut régler le conflit à nos frontières", explique le chef de la diplomatie irakienne Fouad Hussein dans un entretien accordé à **An-Nahar**.

Les deux succès les plus éclatants de Kazimi auront sans doute été la promesse obtenue de la part du président américain Joe Biden d'un retrait des troupes combattantes d'Irak d'ici la fin de 2021, réclamé par les milices pro-Téhéran, et la tenue d'un sommet régional organisé le 28 août dernier à Bagdad, qui a réuni autour de la même table plusieurs chefs d'État de la région, le président français Emmanuel Macron, ainsi que les ministres iraniens et saoudiens des Affaires étrangères.

"Pourquoi les élections irakiennes sont importantes pour l'avenir de l'Irak ? Parce

que ses résultats détermineront si l'Irak continuera ce que Moustafa Al-Kazimi a commencé", peut-on lire dans les colonnes du quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**. Plusieurs observateurs estiment que le Premier ministre sortant pourrait prétendre à un second mandat.

Le poste de chef du prochain gouvernement fédéral, dont le titulaire est issu de la communauté chiite, fait l'objet d'un "gros bras de fer entre l'ensemble des forces politiques", explique **Al-Alam Al-Jadid**. Dans ce contexte, les résultats du scrutin au sein de cette communauté – majoritaire dans le pays – seront analysés de près. Comme l'explique le journal irakien **Al-Mada**, quatre principales coalitions de partis chiites sont en lice. Face à l'alliance représentant les milices pro-iraniennes, leurs adversaires leur opposent la logique de l'État. Un professeur irakien en sciences politiques les renvoie dos à dos sur le site **Al-Hurra**. "Ceux qui possèdent des armes et veulent qu'elles soient supérieures à celles de l'État pour imposer leur influence politique ne sont pas moins nuisibles que les leaders politiques qui veulent infiltrer les institutions de l'État pour les transformer en fiefs partisans et familiaux. Tous ont détruit ce qu'il restait de l'État [irakien] au long de ces dix-huit dernières années."

— **Courrier international**



↳ Dessin d'Aguilar paru dans **La Vanguardia**, Barcelone.

Milices et tribus en ordre de bataille électorale

Dans le nord de l'Irak, les factions armées tribales, qui ont combattu les djihadistes, usent de tous les moyens de pression à leur disposition pour faire élire leurs candidats et renforcer leur emprise, au grand dam de ceux qui espéraient un changement par les urnes.

—Daraj Beyrouth

Le sujet des milices tribales a ressurgi dans la campagne quand une vingtaine de députés a demandé l'inculpation de plusieurs de leurs chefs. Ils sont accusés de contraindre leurs combattants à collecter des voix en faveur de certains candidats aux élections du 10 octobre. Un de ces chefs, Haidar Abou Kaouther, a menacé les membres de sa milice d'être renvoyés s'ils ne votaient pas pour le "bon" candidat. Des chefs de régiment ont également récupéré les cartes d'électeur de leurs troupes pour noter les numéros et informer leurs détenteurs qu'ils pourront les récupérer après le scrutin, pour être sûrs qu'ils votent comme on le leur a demandé. Ils justifient leurs agissements en disant qu'il s'agit de maintenir la sécurité de la région, mais aussi d'assurer l'avenir des emplois dans les milices. Les députés qui ont réclamé l'inculpation des chefs miliciens sont en réalité eux-mêmes à la tête de milices concurrentes, explique le chercheur en sciences politiques Ayad Jamil Izzat.

Ces milices sont très présentes dans la région de Mossoul, dans la province de Ninive [située dans le nord de l'Irak]. Leur existence remonte à la période où il s'agissait de combattre Daech, qui venait de s'emparer de la ville [en 2014]. Elles sont l'émanation de tribus sunnites, mais la plupart font allégeance à des groupes et forces politiques chiites. Elles avaient été tenues à l'écart des combats et n'ont été autorisées à entrer dans Mossoul qu'après le départ total de Daech [en 2017]. On leur a assigné des tâches secondaires, comme tenir des barrages pour le compte des milices chiites des Hachd al-Chaabi [mobilisation populaire ; coalition paramilitaire de milices chiites ayant combattu le groupe État islamique, intégrées depuis à l'État

irakien] et des forces de sécurité régulières irakiennes. Et aujourd'hui, elles sont toujours là, telles quelles, quatre ans après la fin de la guerre contre Daech, qui était leur raison d'être. Et elles contrôlent toujours "leurs" territoires, assurant à leurs chefs la possibilité d'exercer leur pouvoir sur les habitants qui y vivent.

Jaber, par exemple, qui n'a pas souhaité donner son vrai nom, a rejoint une milice en 2016 dans le district de Qayyarah, à quelque 65 kilomètres au sud de Mossoul. Il a été menacé de licenciement s'il n'allait pas apporter les voix d'au moins cinq membres de sa famille au candidat désigné par la milice. "Qu'est-ce que c'est que ces élections ? s'exclame-t-il. Qu'est-ce que c'est que ce gouvernement qui feint de ne pas voir ce qui se passe et assure au contraire qu'il garantira la transparence du scrutin ?"

La loi contournée. La campagne a en effet été marquée par la méfiance de la population, qui doute que ces élections puissent servir à changer la situation. Ali Hussein fait partie de ces jeunes Irakiens qui ont manifesté contre la corruption depuis octobre 2019. À un moment donné, il avait discuté avec ses camarades pour savoir s'il fallait désigner un candidat de leurs rangs pour participer au scrutin. Mais, dit-il, "les grandes forces politiques en place dominent tout. Ils ont des armes, de l'argent et des relais dans l'appareil d'État pour imposer leurs propres candidats, comme l'immense majorité des gens."

De son côté, Moustafa Nasser, avocat de l'association pour la liberté de la presse, rappelle que la Constitution irakienne interdit la création de milices. De même, la loi électorale interdit la participation aux élections à toute formation politique disposant d'une aile militaire. Mais cette loi est contournée, sous prétexte que ces milices s'inscrivent dans le cadre des Hachd

al-Chaabi, qui, elles, ont été autorisées par la loi. La poussière est retombée depuis la guerre de libération, mais 21 députés actuels ou anciens des quatre provinces sunnites que sont Ninive, Al-Anbar, Salaheddine et Diyala, sont liés à des milices tribales ou sont à leur tête. Parmi les sept de Ninive, tous ont participé aux élections de 2018, et tous sauf un se représentent à nouveau ce 10 octobre. Le septième, mort l'an dernier, a été remplacé par son propre frère, comme chef de milice et comme candidat.

Selon le journaliste Adel Kamal, l'emprise tribale dans la province de Ninive a été renforcée par le traumatisme constitué par Daech puis les destructions et les morts de la guerre de libération. Tout cela fait que les citoyens ne font plus confiance en l'État. De même, l'absence de véritable programme politique des candidats ainsi que la nouvelle loi électorale [qui a multiplié les petites circonscriptions] ont pour conséquence que le choix des électeurs se fait sur des critères de proximité. Ce qui permet aux tribus d'exercer pleinement leur emprise et qui augure d'un Parlement dominé comme jamais par des notables.

Avec tout cela, le directeur du Centre d'études politiques Bayan, Ali Taher, s'attend à ce que la participation atteigne entre 20 % et 30 %. Il souligne que, sur les 25 millions d'Irakiens en âge de voter, 19 millions seulement ont une carte d'électeur biométrique. Ce qui veut dire que 6 millions ne pourront pas participer au scrutin. Et dans la province de Ninive, ce sont seulement 45 % des électeurs potentiels qui ont fait les démarches pour renouveler leur carte d'électeur.—

Publié le 7 septembre

SOURCE



DARAJ

Beyrouth, Liban
daraj.com

Daraj, "Escalier", est un site d'information alternatif né en 2017 à Beyrouth. Son équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. Par ses rubriques, le site tranche avec les médias arabes traditionnels, en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête.

Repères

Les manifestants boudent le scrutin

●●● "C'est dans le contexte de la campagne pour les élections anticipées qu'on fête le deuxième anniversaire du soulèvement d'octobre 2019", souligne le journal irakien **Al-Alam Al-Jadid**.

"Une des revendications des manifestants avait été l'organisation de ce scrutin", rappelle le journal. Sous la pression de la rue, le Premier ministre de l'époque, Adel Abdel Mahdi, avait dû démissionner, et son successeur, l'actuel titulaire Moustafa Al-Kazimi, a eu pour mission de préparer ces élections anticipées, dans le but de calmer la crise politique.

Mais, depuis, ce sont précisément ces "élections qui aggravent les divisions entre les opposants", la question pour eux étant de décider s'il fallait ou non y participer. La réponse de la tendance majoritaire est venue le 4 septembre. Ce jour-là, quelque 40 organisations issues du mouvement de protestation de 2019 se sont réunies à Bagdad pour "déclarer leur opposition au système politique en place et annoncer qu'elles boycotteraient le scrutin", indique le site

Al-Monitor. Leur préférence va en effet à la reprise de l'activité extraparlamentaire, qui avait été brisée d'abord par une répression sanglante des forces de l'ordre, puis par la pandémie de Covid-19. "L'opposition [continue] d'œuvrer à la réforme du régime. Et elle pourrait prendre des mesures plus importantes qu'en 2019", a en effet mis en garde l'un des participants, cité par *Al-Monitor*. Un grand nombre d'électeurs pourraient être sensibles aux appels au boycott. D'autant que même certains des grands partis politiques établis avaient envisagé le boycott.

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



asie

↳ Ei Thinzar Maung, Benja Apan et Ivan Choi.
Dessin de Judith Ruddel paru dans
The Los Angeles Times, États-Unis.



AGOODSON.COM

— Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Benja Apan espérait faire des études d'ingénieur aux États-Unis et décrocher un emploi chez Elon Musk. Aujourd'hui, elle risque soixante ans de réclusion pour outrage au roi de Thaïlande. Ei Thinzar Maung rêvait de décrocher un siège au Parlement birman et d'y défendre les droits des femmes et des minorités ethniques. Elle se terre en ce moment dans la jungle pour échapper à la junte militaire birmane qui a tué et emprisonné des milliers de gens comme elle. Ivan Choi étudiait la chimie à Hong Kong lorsqu'il a rejoint un mouvement de contestation réclamant davantage de libertés à la Chine. Il a dû fuir à Taïwan, où il vit désormais en exil, et pourrait bien ne plus jamais revoir sa maison et sa famille.

Ces trois militants – tous dans la vingtaine – semblaient destinés à une vie pleine de promesses. Mais ils ont osé défier les pouvoirs parmi les plus indéboulonnables d'Asie, et sont pour cette raison devenus des fugitifs. Leur

De Bangkok à Hong Kong, une jeunesse révoltée

À Hong Kong, en Thaïlande, en Birmanie, les étudiants sont en première ligne de la contestation face à des régimes réduisant les libertés civiles. Le Los Angeles Times s'est intéressé à trois figures qui ont été jusqu'à mettre leurs vies en péril.

histoire est révélatrice des bouleversements du continent, où les voix réclamant plus de démocratie ont été réduites au silence dans des régimes marqués par la corruption, les inégalités croissantes et l'influence du "modèle chinois", mélange de répression et de prospérité.

Une partie de la jeunesse asiatique atteint l'âge adulte à l'heure où les libertés civiles reculent. Ainsi, à Hong Kong, en Thaïlande et en Birmanie, les

partis d'opposition ont été bannis, la contestation ouverte est interdite et les manifestations sont réprimées. "Tout régresse, dit avec un soupir la Birmane Ei Thinzar Maung, 27 ans. Je voulais juste avoir une vie normale, mais je ne peux pas. On se retrouve obligés de se battre pour notre avenir."

S'appuyant sur la technologie et les codes de leur époque, cette génération contestataire a trouvé des soutiens au-delà des frontières. Ainsi notamment de l'usage du

"salut à trois doigts" emprunté à la saga dystopique *Hunger Games*. Ou de leur rassemblement au sein de l'Alliance du thé au lait [Milk Tea Alliance]. Ce mouvement créé sur Internet mêle amour partagé pour cette boisson et dénonciation des régimes autocratiques, mobilisant les jeunes de Bangkok à Manille, à une échelle inimaginable autrefois.

Contrairement à leurs aînés, beaucoup de jeunes d'aujourd'hui ont connu les élections libres,

l'ascenseur social, Internet et l'ouverture sur le monde extérieur. Garantir les libertés sera le combat de leur vie. "La démocratie perd du terrain dans toute la région mais cette génération laisse entrevoir l'espoir d'un renouveau démocratique, estime Thitinan Pongsudhirak, professeur de sciences politiques à l'université Chulalongkorn de Bangkok. Les jeunes éprouvent un besoin fondamental d'ouverture lié au mode de vie auquel ils aspirent. C'est pourquoi, d'ici dix ou vingt ans, nous verrons sans doute une résurgence de la démocratie. Elle est très malmenée ces temps-ci, mais elle n'est pas enterrée pour autant."

Benja Apan avait 15 ans lorsque le commandant de l'armée thaïlandaise, le général Prayuth Chan-ocha, s'est exprimé à la télévision en [mai] 2014 en proclamant que l'armée prenait les rênes du pays. C'était le treizième coup d'État en Thaïlande depuis la fin de la monarchie absolue en 1932 et il est presque passé inaperçu à Nakhon Ratchasima, d'où est originaire Benja. La famille de la jeune fille est royaliste. Elle considère les militaires comme les gardiens de la monarchie. Benja n'aurait jamais

imaginé qu'un jour elle penserait différemment. C'était une étudiante appliquée. Rien ne l'intéressait plus que la conquête spatiale.

Il a fallu qu'elle s'installe pour ses études à Bangkok pour commencer à se poser des questions : pourquoi la Thaïlande n'a-t-elle pas sa propre industrie aérospatiale ? Comment s'est-elle retrouvée prise dans la spirale de l'instabilité politique ? Elle entend alors parler de défenseurs des droits humains disparus et s'étonne que le roi Maha Vajiralongkorn – monté sur le trône en 2016 [sous le nom de Rama X] – s'enrichisse du jour au lendemain en faisant main basse sur l'agence chargée de gérer les biens de la couronne. Des biens estimés à 60 milliards d'euros.

Cauchemars récurrents. Son éveil politique se poursuit lorsque Prayuth Chan-ocha s'empare du fauteuil de Premier ministre à l'issue des élections législatives [en mars 2019]. L'armée a modifié la Constitution pour assurer sa victoire. L'année suivante, un tribunal dissout le Parti du nouvel avenir, qui avait galvanisé Benja et la jeunesse du pays en dénonçant la monarchie, l'armée et les élites économiques. Benja et des milliers d'étudiants descendent dans la rue pour réclamer une nouvelle Constitution et un nouveau Parlement. L'impensable se produit : les manifestants s'en prennent nommément au roi.

En octobre dernier, Benja se sent suffisamment confiante pour organiser une manifestation demandant la mise en examen du souverain. Ces manifestations, les plus courageuses en Thaïlande depuis des lustres, se sont éteintes avec la propagation du Covid-19, la dissolution des groupes contestataires et l'arrestation des organisateurs. [Les rassemblements ont toutefois repris fin août.] Benja dit ne rien regretter. *“Les jeunes n'en peuvent plus de ce vieux modèle de société, confie-t-elle. Autrefois, on ne nous apprenait pas à avoir l'esprit critique. On nous empêchait d'avoir accès à l'information... le monde a changé et le pays doit aller de l'avant.”* Un tel engagement a un prix. *“Je crois que j'encours un maximum de soixante ans de prison”*, dit-elle, énumérant les charges retenues contre elle : crime de lèse-majesté, sédition et attroupement illégal. Elle poursuit ses études et combat ces accusations

“J'encours un maximum de soixante ans de prison.”

Benja Apan,
OPPOSANTE THAÏLANDAISE

avec l'aide d'un avocat. Durant les premiers mois des manifestations thaïlandaises, Benja et d'autres étudiants se sont abreuvés des vidéos des manifestations à Hong Kong [celles du printemps 2019 contre la loi sur la sécurité nationale, un texte conduisant à une reprise en main par Pékin et à la fin du principe en place depuis la rétrocession en 1997, “un pays, deux systèmes”]. Ils s'inspiraient des contestataires [hongkongais] s'égaillant à la vue de la police pour réapparaître plus loin sans une égratignure, *“fluides comme de l'eau”*. Fluide comme de l'eau, Ivan Choi, 22 ans, l'a été. Lorsque des manifestations éclatent au printemps 2019, il est étudiant en deuxième année de chimie à l'université polytechnique de Hong Kong.

Ivan rêve alors d'intégrer la classe moyenne et de parfaire son éducation, lui dont la mère, célibataire et femme de ménage, a grimpé les échelons jusqu'à devenir directrice d'hôtel. Plus la Chine tente d'imposer sa volonté à Hong Kong, moins Ivan croit en son avenir. À l'été 2019, la contestation prend un tour plus violent. Les manifestants exerçant des professions intermédiaires préfèrent rester chez eux, remplacés par des lycéens et des étudiants vêtus de noir et portant casques, lunettes de protection et masques à gaz. On les appelle les “premières lignes”. Ivan est du nombre.

La nuit du 1^{er} juillet, sa vie bascule. Les “premières lignes” sont frustrées que les manifestations pacifiques ne produisent pas les résultats escomptés. Le groupe prend d'assaut le Conseil législatif de Hong Kong et met le bâtiment à sac, fracassant les portraits des politiciens pro-Pékin et traçant des slogans sur les murs, comme *“Hong Kong n'est pas la Chine”*. La police les déloge et, dans le feu de l'action, Ivan est blessé à la jambe. Il est exfiltré mais une vidéo permet à la police de l'identifier. Son arrestation étant imminente, ses amis l'exhortent à plier bagage et à prendre le large.

Quelques jours plus tard, Ivan réserve un vol pour Taïwan, dont

les relations sont tendues avec la Chine et qui offre l'asile aux manifestants. Il cache à sa mère les vraies raisons de son départ, lui dit simplement qu'il part pour ses études. *“J'ai pleuré tout le trajet de la maison à l'aéroport. Tant que le PCC [Parti communiste chinois] sera là, je ne pourrai pas rentrer”*, se désole Ivan, qui a appris que la police était venue le chercher chez lui quelques semaines après son départ. Les premiers mois à Taïwan sont les plus durs. Rongé par la culpabilité, il suit les directs montrant les affrontements à Hong Kong entre les manifestants et la police. Le traumatisme de ces semaines en “première ligne” déclenche des cauchemars récurrents dans lesquels il voit ses amis se faire rafler et passer à tabac par la police. Son état s'améliore grâce à un traitement. Mais Hong Kong est devenu méconnaissable. [Depuis, toutes les voix contestataires ont été muselées par Pékin. Plus de 10 000 personnes en lien avec les manifestations ont été arrêtées. Des journaux indépendants ont dû fermer.]

Ivan a adopté son pays d'accueil. Il y étudie les sciences politiques en vue de pouvoir défendre la démocratie dans la région. À Taïwan, les défenseurs des droits humains jouent un rôle important dans l'Alliance du thé au lait. Mais l'avenir de Taïwan demeure incertain. Le président chinois Xi Jinping a promis de prendre l'île, au besoin par la force. Si cela arrive, Ivan ne pourra supporter de partir à nouveau : *“Je me battrais. J'ai fui ma guerre, mais je ne fuirai pas une seconde fois.”*

Les camarades de lycée d'Ei Thinzar Maung à Mandalay l'avaient baptisée “la Rebelle” [dans les années 2010] en la voyant débarquer de l'État Kachin [situé dans l'extrême nord de la Birmanie et connu pour sa rébellion contre le pouvoir central depuis des décennies]. Elle ne se reconnaissait pas dans ce surnom. Ei Thinzar Maung se trouvait, au contraire, chanceuse de grandir à l'époque de bouleversements historiques pour la Birmanie. La dictature militaire

“Tant que le Parti communiste chinois sera là, je ne pourrai pas rentrer.”

Ivan Choi,
OPPOSANT HONG-KONGAIS

était en train de desserrer son emprise sur le pouvoir pour la première fois depuis cinquante ans. Des prisonniers politiques dont la Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi avait été relâchés [en 2010]. La censure se faisait moins sentir. Tout à coup, elle découvrirait des libertés qu'elle n'avait jamais connues.

Rouée de coups. Ei Thinzar Maung, la première de sa famille à décrocher un diplôme universitaire, décide alors d'en profiter pour défendre les minorités ethniques marginalisées. Elle organise, en 2015, une marche pour dénoncer une réforme de l'Éducation nationale excluant les langues minoritaires et resserrant la vis sur les syndicats étudiants. À la fin de la manifestation, elle est rouée de coups par la police et jetée en prison pendant plus d'un an.

Peu avant l'aube, le 1^{er} février dernier, l'armée arrête des membres du gouvernement civil dirigé par Aung San Suu Kyi, ruinant ainsi dix années de fragiles réformes démocratiques et rétablissant le régime militaire. Des milliers de jeunes n'ayant pas subi les traumatismes des soulèvements réprimés de 1988 [contre une junte précédente] et [la “révolution de safran”] de 2007 descendent dans la rue [contre ce coup d'État]. Ils organisent la mobilisation. Ils défilent avec des pancartes en anglais destinées à devenir virales, comme : *“I want a relationship, not a dictatorship”* [“Je veux une histoire d'amour, pas une dictature”]. Ils s'inspirent de la Thaïlande, reprenant le salut à trois doigts, et adoptent la stratégie des Hongkongais d'une contestation sans chef évitant ainsi que l'armée ne brise leur élan en arrêtant les têtes du mouvement.

Un mandat d'arrêt est émis contre Ei Thinzar Maung, organisatrice d'une grande manifestation d'ouvrières du textile à Rangoon, la capitale économique, qui a exhorté les fonctionnaires à se mettre en grève [dans les jours suivant le coup d'État]. *“Ils [les militaires] me tueront si jamais ils me prennent”*, prédit-elle. Fille de commerçants, Ei Thinzar Maung dit avoir eu une enfance douillette à Mogaung, une ville du Nord, près de la frontière avec la Chine. Pour autant, l'injustice l'a toujours dérangée. C'est l'une des rares militantes birmane à s'en prendre à Aung San Suu Kyi et à dénoncer la complicité de son

gouvernement dans le massacre et le déplacement forcé de centaines de milliers de musulmans de la minorité Rohingya par l'armée à partir de 2015.

Sa vie se résume désormais à passer de cachette en cachette, dans la montagne, en compagnie de vétérans de la rébellion. Ei Thinzar Maung se dit prête pour le jour, sans doute lointain, où la Birmanie retentera la démocratie. *“Notre génération a grandi sous une démocratie et c'est notre force, explique-t-elle. On a goûté à la liberté. On a pu communiquer avec le monde extérieur. On avait des espoirs et des rêves plein la tête. On ne veut pas revenir à la dictature militaire.”* Fugitive sans regrets, la jeune femme bouge d'un lieu à l'autre. Sans savoir ce que l'avenir réserve.

—David Pierson
Publié le 5 août

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis

Quotidien

latimes.com

Créé en 1881, c'est le plus à gauche des grands quotidiens du pays et le spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Détenu par des Californiens depuis l'origine, le titre a été racheté en 2000 par le groupe Tribune – propriétaire du *Chicago Tribune* – puis en 2018 par le milliardaire Patrick Soon-Shiong.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Jusqu'au 17 octobre, l'exposition “Fighting Fear” montre place du Palais-Royal (Paris) les travaux réalisés par des artistes birmanes au lendemain du coup d'État – œuvres souvent brandies par les manifestants contre la junte. Sur le site, retrouvez notre entretien avec l'un des artistes.



amériques

États-Unis. Les enfants tombent sous les balles

Avec la pandémie de Covid-19, la violence armée s'est encore aggravée. Ce sont les plus jeunes qui en paient le prix. En 2020, 5 100 enfants ont été blessés par balle et 1 300 ont été tués.



—USA Today McLean
(États-Unis)

De Chicago – Clareon Williams, 5 ans, était assis sur le canapé avec son père lorsqu'une rafale de balles est passée par la fenêtre de l'appartement, situé au premier étage. L'une d'elles s'est logée dans sa tête. "Quand j'ai entendu les tirs, j'ai plaqué mon fils sur le canapé, raconte Clarence Williams, 40 ans. Mais c'était trop tard. J'ai pleuré en voyant les secours mettre dans l'ambulance mon garçon de 5 ans avec son costume de Captain America."

Clareon a survécu à trois opérations chirurgicales et passé trois mois dans le coma. À son réveil, il ne se souvenait pas de sa mère. Dix mois après la fusillade, l'enfant réapprend à marcher, à parler et à manger. Son père l'emmène à des séances de rééducation deux fois par semaine. Il a

une jambe plâtrée, une sonde dans l'estomac et un drain dans le cerveau. "Nous appelons Clareon 'notre enfant miracle', souligne Clarence. *Beaucoup d'enfants reçoivent des balles. Et certains n'en réchappent pas.*"

Selon le Children's Defense Fund [Fonds pour la défense des enfants], les enfants et les adolescents américains ont 15 fois plus de risques d'être tués dans une fusillade que dans l'ensemble des 31 autres pays les plus riches de la planète. La situation s'est encore aggravée durant la pandémie de Covid-19. En 2020, plus de 5 100 jeunes de moins de 18 ans ont été victimes de coups de feu et plus de 1 300 sont morts. Soit un tiers de plus que l'année précédente. La plus forte hausse de décès s'est produite chez les plus jeunes. Près de 300 enfants âgés de moins de 11 ans ont été tués en 2020,

soit une augmentation d'environ 50 % par rapport à l'année précédente. Et 2021 s'annonce pire encore.

Parmi les villes qui ont connu la pire escalade figurent Chicago, Saint-Louis et Philadelphie. L'année dernière, les armes à feu y ont tué respectivement 50, 30 et 25 enfants de moins de 18 ans. À ces chiffres s'ajoutent 250 enfants blessés à Chicago, 130 à Philadelphie et près de 90 à Saint-Louis.

"Certaines personnes étaient déjà sur le fil du rasoir, et cette pandémie a été très difficile à supporter,

"J'ai vu les secours emmener mon garçon dans son costume de Captain America."

Clarence Williams,
PÈRE DE CLAREON, BLESSÉ À LA TÊTE PAR UNE BALLE PERDUE

✓ Un officier de police dans une rue de Chicago où une fillette de 8 ans a été abattue en août 2019.

Photo Armando L. Sanchez/Chicago Tribune/Getty Images

commente Asiaha Butler, une militante pacifiste de Chicago. *C'est encore difficile aujourd'hui.*" En juillet, elle se trouvait sous son porche lorsqu'elle a entendu des coups de feu dans la rue. Sept personnes ont été blessées, dont un bébé de 1 mois qui a reçu une balle dans la tête. "Là où il y avait des conflits avant, ils ont été amplifiés, souligne-t-elle. Là où il y avait des armes à feu avant, l'accès à ces armes a été facilité."

Deux épidémies. À Saint-Louis, le révérend Darryl Gray dit avoir organisé cette année "service commémoratif après service commémoratif". Il a récemment enterré un garçon de 9 ans, les tireurs visaient le père et ont tué le fils. Le révérend explique : "Nous pensions qu'avec le Covid les familles resteraient chez elles et que cela ferait baisser le nombre de victimes. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé."

L'année dernière, pendant que les hôpitaux de Saint-Louis se remplissaient de malades du Covid, le nombre de prises en charge pour un autre motif a baissé, à l'exception des blessures par balle. "Nous avons assisté à un duel entre deux épidémies", souligne le Dr Kristen Mueller, médecin urgentiste à l'hôpital de Saint-Louis. À l'hôpital pour enfants de Philadelphie, le Dr Dorothy Novick confirme : elle a vu le nombre d'enfants blessés par balle "augmenter de façon spectaculaire depuis le début de la pandémie".

Ceux qui analysent cette flambée de violence en attribuent les causes à une cascade de facteurs de stress aggravés par la pandémie, comme la précarité, le chômage, la maladie et l'insuffisance des services sociaux. Beaucoup pointent du doigt une augmentation des violences domestiques et des épisodes psychotiques, ainsi que la fermeture des écoles, des structures de garde d'enfants et d'autres espaces sûrs pour les jeunes.

Pour le Dr Novick, la hausse de la mortalité des enfants et des jeunes dans tous les États-Unis est due en partie à la progression du nombre de suicides chez les adolescents et aux morts par arme à feu causées accidentellement par des enfants – dues principalement au fait qu'ils avaient trouvé des armes chargées chez eux. Celles-ci ont augmenté de 31 % entre mars et décembre 2020.

Mais ce sont surtout les homicides qui ont "connu la hausse la plus dramatique".

Les quartiers à majorité noire, hispanique et pauvre ont été les plus touchés par les conséquences de la pandémie et ont connu l'escalade la plus brutale de la violence armée. Au cours des douze derniers mois, Ja'Mal Green, un militant de Chicago, père de trois enfants, a placardé des centaines d'affiches offrant une récompense en échange d'informations sur des meurtres d'enfants. L'une des victimes n'avait que 21 mois. Il a tenté en août d'attirer l'attention sur ce fléau en entamant une grève de la faim dans une école primaire qui avait fermé. Il est resté dix heures assis sur le toit du bâtiment avant que des policiers le fassent descendre. "Nous sommes dans un état d'urgence et nos dirigeants ne font que parler de justice criminelle, d'armes à feu et de gangs, s'emporte-t-il. Ils ne parlent jamais de la vraie cause du problème, qui est le manque d'investissement dans la jeunesse."

"Beaucoup de gens sont tués, des enfants sont tués, et la police passe à autre chose."

Karen Robinson,
MÈRE DE JASMINE, 20 ANS,
TUÉE PAR UNE BALLE PERDUE

Il y a quelques mois, Joe Biden a dévoilé sa stratégie de lutte contre la violence armée. Il a annoncé une politique de tolérance zéro pour les trafiquants d'armes, la création de cinq unités chargées de lutter contre la circulation illégale des armes à feu et un partenariat avec 15 villes – dont Chicago, Philadelphie et Saint-Louis – pour développer des programmes de lutte contre la violence.

Depuis, Saint-Louis a lancé une série d'actions contre la violence et le révérend Gray reçu une subvention de 400 000 dollars de l'État du Missouri pour superviser un programme pilote destiné à offrir des espaces sécurisés à 6 000 jeunes. Dans l'ouest de Philadelphie, l'organisation à but non lucratif Charles Foundation a mis en place un programme proposant aux jeunes de nettoyer les rues et de distribuer de la nourriture aux personnes dans le besoin. En échange, ils reçoivent un salaire de 100 dollars

Pourquoi tant d'homicides en 2020 ?

●●● Trente pour cent de plus en un an : l'augmentation spectaculaire du nombre d'homicides aux États-Unis en 2020, selon les chiffres du FBI publiés le 27 septembre, a fait réagir. C'est la plus forte hausse annuelle jamais enregistrée (depuis que des statistiques nationales ont commencé à être compilées, dans les années 1960), même si le taux d'homicides par habitant reste loin de son niveau du début des années 1990, surtout dans de grandes villes comme New York ou Chicago. Si l'impact de la pandémie est souvent mis en avant, les médias conservateurs pointent les attaques

contre la police. "Ce n'est pas une coïncidence si le carnage a empiré au moment où les villes coupaient dans les budgets de la police, où des procureurs progressistes appelaient à la clémence [...] et où les prisons libéraient des milliers de criminels durant la pandémie de Covid-19", commente **The Wall Street Journal**. "Les politiques de la gauche affectent particulièrement les vies des Noirs", titre **The Washington Examiner**, soulignant que les meurtres d'Africains-Américains ont augmenté de 59 % depuis 2015, et assénant : "Cinq ans d'activisme antipolice n'ont pas sauvé de vies noires."

par jour. "Si l'on crée davantage d'emplois de ce type pour les jeunes, il y aura moins de violence", espère Dantay Holley, 35 ans. Les organisations de lutte contre la violence craignent que l'aggravation de l'épidémie de violence armée ne provoque un véritable traumatisme générationnel.

L'année 2020 a apporté à Jaylah Robinson, 17 ans, et à sa famille une douleur qu'elle n'aurait jamais imaginé connaître : sa sœur Jasmine, 20 ans, a été tuée. L'été dernier, Jasmine et Jaylah jouaient au basket, puis Jasmine est partie voir des amis. Dix minutes plus tard, Jaylah recevait un coup de téléphone : sa sœur avait reçu une balle perdue. La police n'a procédé à aucune arrestation, et la mère de Jasmine, Karen Robinson, dit n'avoir plus eu de nouvelles de l'enquête. "Beaucoup de gens sont tués, des enfants sont tués, et ils passent juste à autre chose. [...] Je veux que justice lui soit rendue."

Clarence Williams et sa famille essaient de guérir. Ils ont été traumatisés. Sa compagne et lui ne sont pas retournés dans l'appartement depuis la fusillade. Ils ont vécu dans un hôtel pendant trois mois avant d'emménager chez des proches, et Clarence a quitté son emploi pour se concentrer sur la rééducation de son fils. Clareon,

qui a maintenant 6 ans, clopine dans la maison et sursaute dès qu'il entend un bruit. Sa blessure au cerveau n'est pas encore cicatrisée. La balle est entrée dans le côté droit de la tête et la mobilité et la sensibilité de son bras gauche sont très limitées. "Les médecins nous disaient parfois qu'il ne s'en sortirait pas, explique Clarence, mais c'est Dieu qui décide. Il essaie de toutes ses forces de redevenir un enfant normal, l'enfant qu'il était."

— **Grace Hauck et Ryan W. Miller**
Publié le 20 septembre

SOURCE

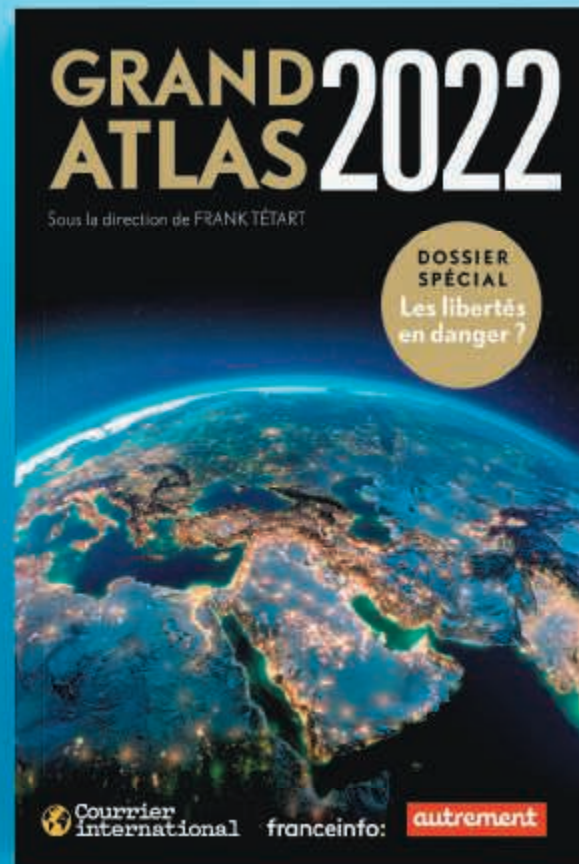


USA TODAY

McLean, États-Unis
Quotidien, 1700 000 ex.
usatoday.com

Lancé en 1982, c'est le seul quotidien national du pays, avec *The Wall Street Journal*. Surnommé le "CNN de la presse écrite", ce titre populaire n'en offre pas moins des articles de qualité, parfois en avance sur les grands journaux. *USA Today* est sans doute le quotidien qui permet le mieux d'appréhender les questions d'actualité auxquelles s'intéressent les Américains.

Regardez le monde autrement



Disponible en librairie



Un tour d'horizon complet des **GRANDS ENJEUX INTERNATIONAUX**
L'ÉCLAIRAGE DES EXPERTS, spécialistes et journalistes

Plus de **150 CARTES** et **INFOGRAPHIES** inédites

Les meilleures analyses de la **PRESSE INTERNATIONALE**

Pour feuilleter un extrait, rendez-vous sur :

 qrco.de/Atlas2022

www.autrement.com

ARGENTINE

Quand les péronistes s'écharpent

La crise qui a éclaté entre le président argentin et sa vice-présidente, au lendemain de primaires, augure mal du succès de la coalition au pouvoir aux élections législatives partielles du 14 novembre.



—El País América
(extraits) Mexico

L'Argentine adore le football. Mais elle joue aujourd'hui son plus mauvais match. À la mi-temps, l'équipe locale avait pris trois buts, et au vestiaire, au lieu d'élaborer une stratégie pour remonter au score, l'entraîneur et les joueurs se sont écharpés. Le public a assisté bouche bée à ce pugilat. En seconde période, la débâcle semblait consommée. Le pays joue contre sa propre équipe, et les adversaires ont un nom et un prénom : d'un côté, le président, Alberto Fernández, de l'autre sa vice-présidente, Cristina Fernández de Kirchner.

Les Fernández se déchirent et l'Argentine trinque. Dimanche 12 septembre, la coalition péroniste au pouvoir depuis décembre 2019 a essuyé un revers sans précédent lors des primaires censées désigner les candidats aux législatives partielles du 14 novembre – lors desquelles 127 des 257 députés et 24 des 72 sénateurs seront renouvelés. Ce scrutin des primaires étant ouvert et obligatoire, le résultat annonçait ce que peuvent attendre les partis de gouvernement dans

quelques semaines : leurs candidats ont été battus dans 18 des 24 provinces et risquent de voir le Congrès leur échapper. La déroute s'est soldée par un 3 à 0 dès la première mi-temps, et elle a dynamité la coalition péroniste formée par les deux Fernández et le président de la Chambre des députés, Sergio Massa, troisième pilier de la coalition.

La bataille a mis en évidence ce que beaucoup d'Argentins savaient et que d'autres devinaient : en Argentine, c'est Cristina Fernández de Kirchner qui tient les rênes du pouvoir.

Les kirchnéristes, eux, disent maintenant tout fort ce qu'ils pensaient tout bas : le président, dont elle a appuyé la candidature il y a deux ans, n'est là que pour lui obéir. Mais jusqu'à quel point doit-il lui obéir ? C'est précisément la question à l'origine de la crise qui paralyse aujourd'hui l'Argentine.

«La stratégie de coalition d'Alberto Fernández a consisté à donner une part de pouvoir à chacun sans asseoir le sien», explique Pablo Touzon, politologue. Faute d'avoir son propre parti, Alberto Fernández a conservé la main sur le poste de chef du Conseil des ministres et

sur le ministère de l'Économie, et a cédé d'autres postes clés. Les relations avec les provinces, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, et d'autres directions dotées de gros budgets ont été confiées aux kirchnéristes. Après la défaite, Cristina Kirchner a fait pression sur Fernández pour exiger un remaniement ministériel. Le président a préféré attendre les législatives, ce qui a déclenché la guerre. Vendredi 17 septembre, il a fini par céder à la pression en se séparant de son chef du Conseil des ministres, sans toucher aux prérogatives de la vice-présidente.

Usurpateur et ingrat. Les tensions ne datent pas d'hier. En 2019, Cristina Fernández de Kirchner savait qu'elle ne pourrait pas battre seule le président sortant de centre droit Mauricio Macri, et a choisi Fernández pour incarner la candidature d'un péronisme uni [sous la bannière de la coalition Frente de Todos, «Le Front de tous»]. Elle pensait que Fernández pourrait séduire les péronistes déçus par ses méthodes directives, voire autoritaires. Mais cette décision a surpris.

Depuis qu'il avait démissionné de ses fonctions de chef du Conseil des ministres, en 2008, sous la présidence de Cristina Kirchner, Alberto Fernández ne ménageait pas ses critiques à l'égard de son ancienne patronne, qu'il accablait de tous les maux. Lorsque Cristina Fernández de Kirchner l'a sollicité pour former le ticket présidentiel, rares étaient ceux qui pensaient que cette relation durerait, même si le fringant candidat répétait à l'envi qu'il ne se disputerait «plus jamais» avec sa patronne.

La trêve n'a pas résisté à la première défaite électorale. Le couple exécutif ne s'adressait déjà plus la parole depuis des mois, ne communiquant que par tiers interposés. Entre-temps, le malaise gagnait la base kirchnériste, convaincue que Fernández était un «squatter» de la Casa Rosada, le palais présidentiel, un usurpateur du vote populaire et un ingrat incapable de reconnaître tout ce qu'il devait à Cristina.

La coalition au pouvoir a essuyé un revers sans précédent lors des primaires du 12 septembre.

Le 14 septembre, quarante-huit heures à peine après les primaires, le président et sa vice-présidente se sont réunis à huis clos pour élaborer une stratégie de reconquête. Cristina a demandé un remaniement ministériel afin de réoxygéner le gouvernement et d'accroître les chances de son parti aux législatives. Fernández a refusé. La réunion s'est achevée dans des cris, selon des sources de l'un des deux camps, et sans accord.

Gabriela Rodríguez, politologue de l'université de Buenos Aires, explique : «La vice-présidente a compris qu'elle avait été battue en raison du désaveu du noyau dur de son électorat. Elle sait qu'il y a des gens qui lui vouent une adoration sans bornes, des citoyens pour qui certaines mesures du kirchnérisme ont changé leur vie. Dans son esprit, le président a offensé ces gens qui viennent l'embrasser et qui aujourd'hui n'ont plus rien à manger.»

Pour récupérer ces électeurs, dont on ne sait toujours pas s'ils sont partis vers l'opposition ou ne se sont tout simplement pas déplacés le 12 septembre, Cristina Kirchner estime qu'il faut davantage de kirchnérisme. C'est-à-dire plus d'argent pour les classes populaires, une présence plus affirmée de l'État, plus de politiques publiques.

Nouvelle épreuve. Ce projet est toutefois incompatible avec la nécessité de trouver un accord avec le Fonds monétaire international, auquel l'Argentine ne peut pas rembourser le prêt de sauvetage de 44 milliards de dollars accordé en 2018 au président Mauricio Macri. Facundo Cruz, politologue et auteur de *Socios, pero no tanto* [«Associés, mais pas tant que ça»], considère que pour boucler la boucle du kirchnérisme, le pays devait renouer avec la croissance, mais la pandémie lui est tombée dessus. «La relance économique espérée pour 2021 ne s'est pas produite, et au sein de la coalition majoritaire Frente de Todos [les différentes tendances du péronisme], il y a aujourd'hui des différences de stratégie. Cristina et Alberto ne sont pas d'accord sur le timing pour atteindre cet objectif.»

Les péronistes ont jusqu'au 14 novembre pour récupérer des voix et éviter une nouvelle débâcle électorale. Le spectacle auquel ont assisté les Argentins n'aidera pas beaucoup. Il serait

↳ Dessin de Pudles paru dans The Guardian, Londres.

Contexte

Une économie au plus mal

●●● La crise politique que traverse l'Argentine ne pouvait pas tomber plus mal dans un pays en plein marasme économique. Et la pandémie de Covid-19 ne peut à elle seule expliquer l'anémie budgétaire et financière du pays. Mis à part le cas exceptionnel du Venezuela, l'Argentine est, de loin, le pays d'Amérique latine le plus touché par l'inflation, malgré une politique étatique de contrôle des prix. «L'inflation ne laisse aucun répit et le gouvernement commence à revoir ses chiffres pour la fin de l'année», écrit le quotidien **Ámbito Financiero**. En moyenne interannuelle sur les huit premiers mois de l'année, elle atteignait 51,4 %. Alors que le pays tente de renégocier une dette de quelque 44 milliards de dollars avec le Fonds monétaire international, le gouvernement fait appel aux réserves de la banque centrale, ce qui alimente en retour l'inflation.

pourtant imprudent de sous-estimer le pouvoir de résilience du péronisme. «La machine repart dès lors qu'il s'agit de reconquérir le pouvoir, car les coalitions s'aiment et se détestent», souligne Gabriela Rodríguez. Facundo Cruz résume : «Maintenant, ils doivent panser les blessures, battre le rappel de leurs troupes, unifier l'exécutif et faire campagne ensemble, car une rupture ne réussirait à aucun membre du triumvirat au pouvoir [Fernández, Kirchner et Massa].» Quoi qu'il en soit, le couple exécutif mettra à nouveau à l'épreuve sa solidité au moment de compter les voix à l'issue des législatives. Et ils n'attendent pas de bonnes nouvelles.

—Federico Rivas Molina
et Mar Centenera
Publié le 19 septembre



**Forum
expat**
leforumexpat.com



PARTIR QUAND MÊME



**Malgré la pandémie,
de nombreux Français sont
partis vivre à l'étranger.
Explications, conseils
et témoignages.**

Avec le programme du
Forum Expat des 20 et 21 octobre 2021

PANDÉMIE OU PAS, ON S'EN VA!



●●● Apprendre à vivre avec le Covid-19, c'est apprendre à vivre avec les restrictions sanitaires, bien sûr, mais c'est aussi ne pas renoncer à ses projets de travail, d'études ou tout simplement de vie à l'étranger. En 2020 et 2021, de nombreux éditorialistes, que ce soit dans les colonnes de *The Atlantic* à Washington ou dans celles du *Times* à Londres, ont défendu la liberté de s'installer sous de nouveaux cieus, et ont évoqué la nécessité économique, et même philosophique du voyage et de l'expatriation. Car tourner son regard vers l'ailleurs est un besoin vital, même quand les conditions sont difficiles. Bravant les contraintes, certains ont décidé de s'installer pour de bon dans des endroits qu'ils ont découverts pendant leurs vacances, prolongeant un peu le plaisir tout en expérimentant la vraie vie locale. D'autres ont profité de cette période pour fonder leur entreprise à l'autre bout du monde, comme Thomas Lemoine, un Français que nous avons rencontré et qui a lancé son épicerie en ligne à Montréal. D'autres encore ont saisi l'opportunité des visas spéciaux pour nomades numériques lancés par différents pays pour télétravailler dans des lieux plus plaisants.

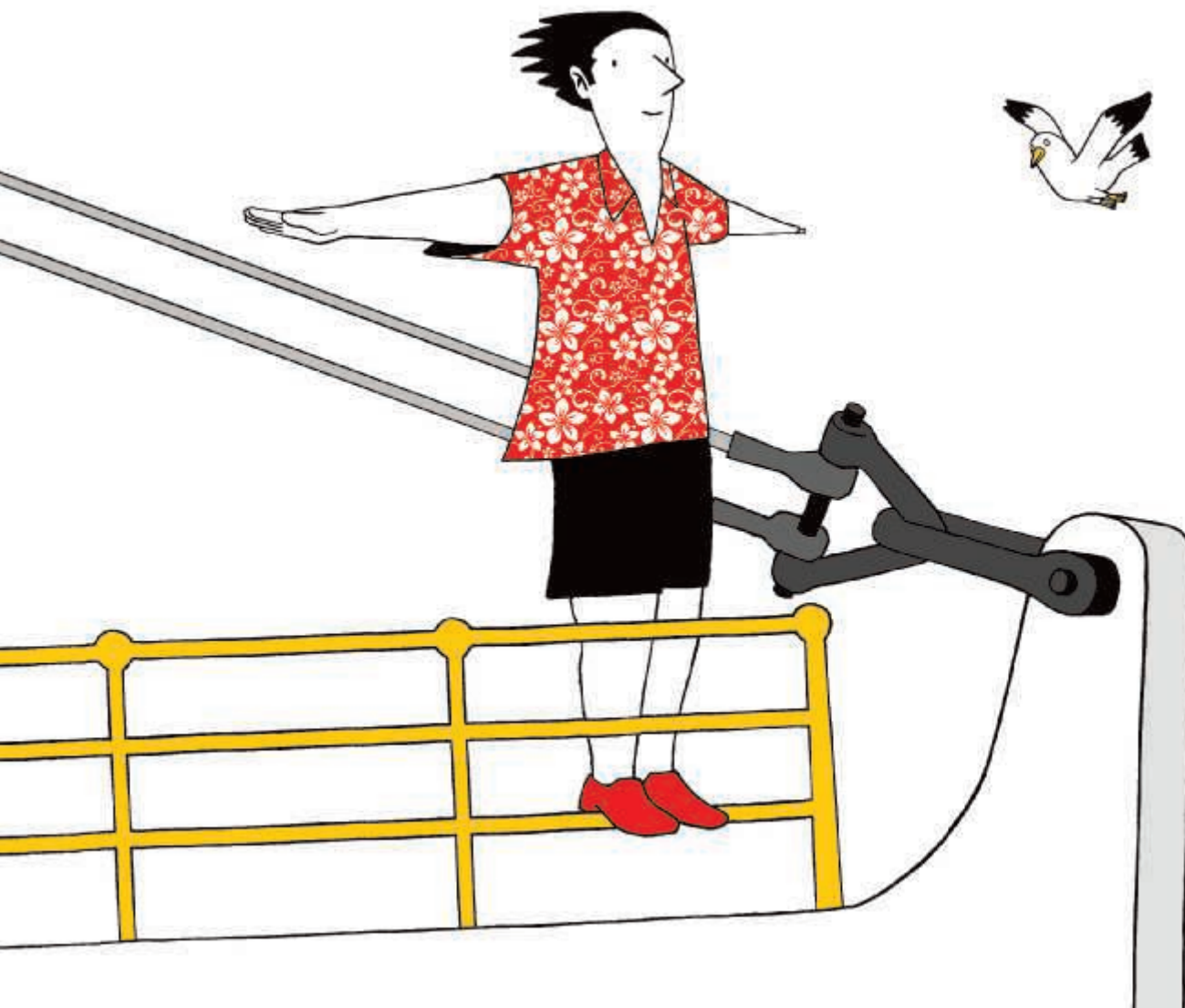
Dans ce contexte, une chose est sûre, il faut savoir s'adapter. D'abord, ne pas se laisser démoraliser par des accidents de parcours et faire l'effort de rédiger un "CV post-pandémie". Puis choisir sa destination. Comme les années précédentes, nos compatriotes plébiscitent le Portugal et le Canada.

Bref, plus que jamais, l'expatriation est une aventure qui se prépare. Pour vous aider à le faire dans les meilleures conditions, nous vous donnons rendez-vous au **Forum Expat les 20 et 21 octobre en direct sur Facebook, LinkedIn et YouTube**, depuis l'auditorium du groupe Le Monde. Plus de 30 experts apporteront des éclairages pratiques et répondront à vos questions de 9 heures à 18 h 30.

Nous vous souhaitons donc bonne lecture, bon Forum... et ensuite bon voyage !

—Ingrid Therwath,
responsable de Courrier Expat

↔ Dessins de Walenta
parus dans Podroze,
Varsovie.



PROGRAMME

Auditorium du groupe
Le Monde - Paris

INSCRIPTION OBLIGATOIRE

20 OCTOBRE 2021

9 h - 10 h

Quels sont les principaux
frais liés à l'installation au Canada ?

10 h 30 - 11 h 30

Expatriation et retraite :
comment ça marche ?

12 h - 13 h

S'expatrier à l'île Maurice,
île de rêve

PAUSE DÉJEUNER (13 h - 15 h)

15 h - 16 h

Vivre et travailler
au Nouveau-Brunswick

16 h 30 - 17 h 30

Vivre et travailler au Québec

18 h - 19 h

Rêvez – planifiez – partez :
France Consulaire au cœur
de votre expatriation

21 OCTOBRE 2021

9 h - 10 h

Comment fonctionne
le système bancaire canadien ?

10 h 30 - 11 h 30

Tour du monde de l'expatriation :
les blogueurs de Courrier Expat
témoignent et répondent
à vos questions

12 h - 13 h

Partir en volontariat à l'international :
comment s'engager dans
des missions solidaires
et responsables ?

PAUSE DÉJEUNER (13 h - 14 h 30)

14 h 30 - 15 h 30

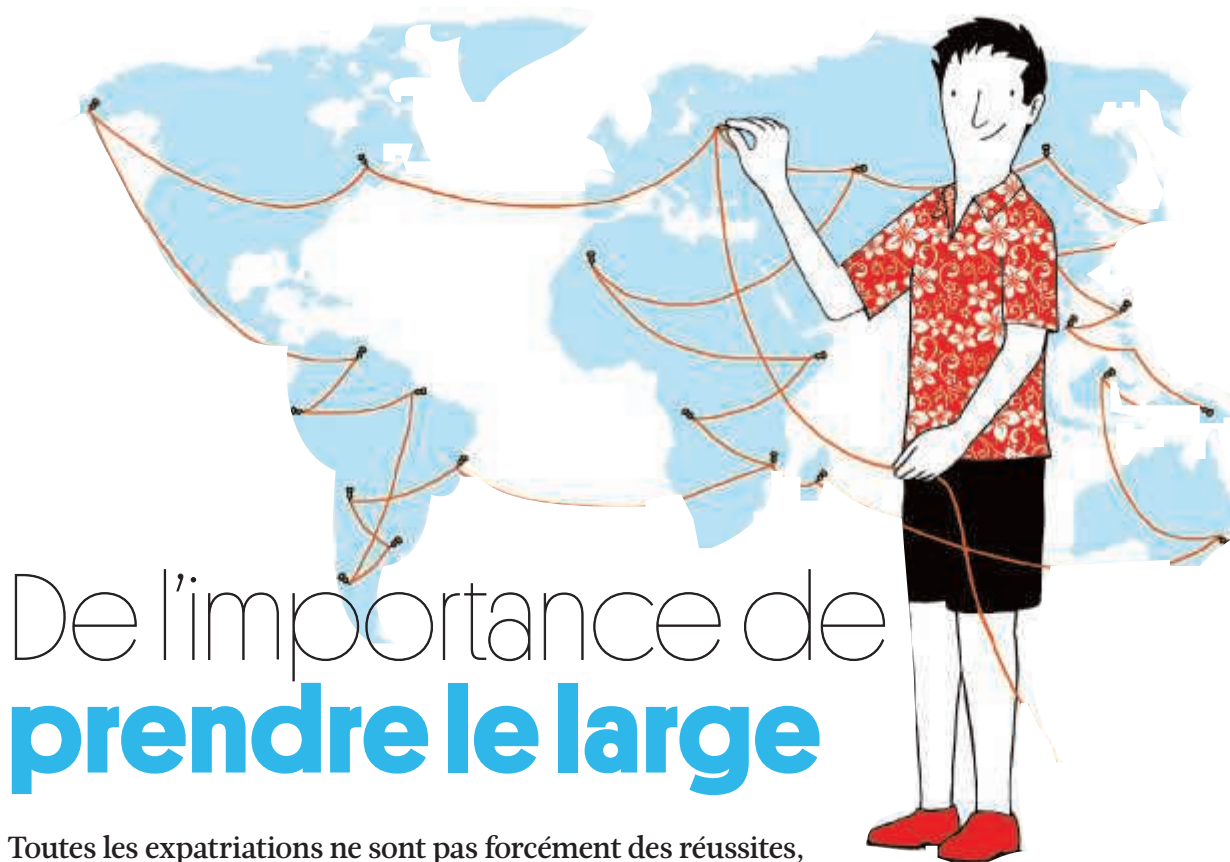
S'expatrier au Canada

16 h - 17 h

Bien assurer sa santé à l'international

17 h 30 - 18 h 30

Les cinq conseils bancaires
pour arriver au Canada
en toute tranquillité



De l'importance de prendre le large

Toutes les expatriations ne sont pas forcément des réussites, mais toutes permettent de mieux se connaître. C'est la conclusion de ce chroniqueur du *Times*.

—**The Times** (extraits) Londres

Ames débuts de journaliste, j'ai passé du temps à l'étranger et j'en ai bavé. J'aurais préféré ne pas attraper un parasite qui m'a fait vomir tripes et boyaux. Je me serais bien passé de rompre avec ma copine par téléphone et de manquer les derniers mois de mon meilleur ami avant son décès. J'ai détesté les soirs où je ne pouvais pas apaiser mon mal du pays en passant un coup de fil ou deux, à cause du décalage horaire entre les États-Unis et le Royaume-Uni.

Mais pour tout vous dire, je commence à douter. Je me demande même si tout le monde ne devrait pas accepter un poste à l'international au cours de sa vie professionnelle. Et si je me fais cette réflexion, c'est notamment à cause de la pandémie. L'impossibilité de partir en déplacement professionnel m'a fait comprendre que j'en avais peut-être besoin : quitter son chez-soi, son pays, permet de mieux l'apprécier.

Récemment, le magazine *Harvard Business Review* a aussi rappelé les bienfaits de travailler à l'étranger en relayant une étude selon laquelle les expériences internationales dopent la créativité, atténuent les préjugés, favorisent les évolutions de carrière et "transforment la perception qu'une personne a d'elle-même" :

"Quand les gens vivent dans leur pays natal, ils sont le plus souvent entourés de personnes qui se comportent comme eux, conclut le rapport. Rien ne les pousse à se demander si leurs comportements sont conformes à leurs valeurs fondamentales ou à celles de la culture où ils baignent. Au contraire, nos données révèlent qu'être exposé à d'autres valeurs et normes culturelles lors de séjours à l'étranger pousse les gens à constamment analyser leurs propres convictions, qu'ils rejettent ou réaffirment par la suite."

Et même si on est malheureux pendant une expatriation, l'expérience en vaut la peine : on en apprend beaucoup sur nous-mêmes et sur nos objectifs professionnels. De plus, la pandémie empêche beaucoup de monde, les jeunes en particulier, de connaître l'expérience enrichissante de la vie ailleurs.

Non pas que tous les expats profitent pleinement de l'expérience, non pas que tous les postes d'expats soient passionnants. Beaucoup d'éléments portent à croire que quand les Britanniques s'installent à l'étranger, ils le font en tout égoïsme. Nous avons notamment pas parler de langues étrangères et de ne pas nous intégrer à la société d'accueil.

Selon un sondage de 2014 auprès de mille expatriés britanniques, qui répondaient à des questions sur leur expérience internationale, 25 % d'entre eux fréquentaient uniquement



OPINION

Initiatives

ARGENT ET VISAS DORÉS

Pour relancer la croissance après la pandémie, et potentiellement générer de l'emploi, plusieurs pays font la cour aux riches expatriés. Le **Bangkok Post** explique que la Thaïlande souhaite offrir des visas de dix ans aux étrangers fortunés ou hautement qualifiés. Tout le monde n'est pas éligible, puisqu'il faut justifier d'un salaire d'au moins 40 000 dollars par an et faire souvent montre d'une volonté d'investir dans le pays. En Italie, les expatriés peuvent bénéficier d'un prélèvement fiscal forfaitaire de 100 000 euros par an, au lieu d'un taux d'imposition sur les gros revenus fixé à 43 % dans le pays.

Pénurie

Ces pays qui vous ouvrent les bras

●●● Pour faire face au manque de main-d'œuvre, plusieurs pays misent sur les expatriés. En Israël, la ministre de l'Innovation a expliqué vouloir attirer des professionnels qualifiés dans le secteur des nouvelles technologies, comme le rapporte **The Jerusalem Post**. Elle répond ainsi à une demande des start-up locales, qui "ne trouvent pas assez de personnel pour favoriser leur croissance". Même problème en Finlande, où une pénurie de travailleurs se fait ressentir dans les domaines de la santé, des services sociaux, mais aussi de l'agriculture et de l'industrie. Selon **YLE.fi**, le site de la radio nationale, pour combler les manques, le gouvernement finlandais entend doubler le nombre de permis de travail attribués à des étrangers. En Suisse, la **Neue Zürcher Zeitung** a même publié une lettre d'amour aux expatriés, qui sont, selon le journal zurichois, "une bénédiction du point de vue de l'économie suisse".

d'autres expatriés et ils n'avaient pas d'amis natifs de leur pays d'adoption ; les Britanniques vivant en Afrique et aux Émirats arabes unis étaient les moins intégrés. Cette tendance est à l'opposé de l'attitude des étrangers qui travaillent au Royaume-Uni, mais aussi de ce qui est attendu des immigrés au Royaume-Uni, à qui on rabâche qu'ils doivent s'intégrer à la société britannique.

C'est ça que j'aurais dû souligner plus précisément, par le passé, quand je me plaignais des expats. Nous connaissons tous des gens qui vont à l'étranger et n'en reviennent pas plus ouverts d'esprit. C'est d'ailleurs une question que les auteurs du sondage cité plus haut abordent dans de longs travaux menés avec des centaines d'étudiants en master MBA, afin de déterminer si "l'étendue des expériences internationales (la durée totale passée à l'étranger) ou la variété de ces expériences (le nombre de pays de résidence) leur donne une idée plus claire de leur identité".

Bien évidemment, les chercheurs concluent que c'est l'intensité d'une expérience à l'étranger qui aide les gens à mieux se comprendre, plutôt que la quantité de pays où ils sont allés. Mais le poète Simon Armitage l'a écrit plus élégamment que les universitaires ou moi-même. Le texte en question vaut le détour si vous avez un moment, mais son titre fait office de résumé et d'adage : "Ce n'est pas ce qu'on fait qui compte, mais ce que ça nous fait."

—**Sathnam Sanghera**
Publié le 30 juillet



En route pour le
Canada !

Chaque année, des milliers de nouveaux arrivants venus des quatre coins du monde font le choix du Canada en créant des perspectives économiques pour eux-mêmes et pour le pays.

Bon nombre de ces nouveaux arrivants s'installent au Canada à titre de résidents permanents, dans le cadre des programmes d'immigration du Canada destinés aux travailleurs qualifiés par le biais du système Entrée express. D'autres personnes choisissent de s'installer dans une région spécifique du pays et font leurs démarches d'immigration en passant par le Programme des candidats des provinces, géré par les provinces et les territoires du Canada, le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique ou le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord. En 2021, le Canada souhaite accueillir 410 000 nouveaux résidents permanents. Le Canada est aussi un endroit idéal pour lancer un projet d'affaires ou de travail. Beaucoup viennent au Canada pour créer leur propre entreprise ou pour travailler temporairement afin de gagner de l'expérience professionnelle et donner une dimension internationale à leur carrière. Expérience Internationale Canada offre à des milliers de jeunes l'occasion de voyager et de travailler au Canada avec ses catégories Vacances-travail, Jeunes professionnels et Stage coop international.

Le volet Mobilité francophone, qui permet d'obtenir un permis de travail facilité, est une option intéressante pour les francophones qui souhaitent travailler dans une province ou dans un territoire autre que le Québec, et qui ont une offre pour un poste de gestion, un poste professionnel ou un métier spécialisé. Reconnu pour son excellence en matière d'enseignement, le Canada attire également des milliers d'étudiants étrangers qui intègrent les établissements du pays pour poursuivre des études avec la possibilité d'y travailler, voire de s'y établir par la suite. Avec plus d'une centaine de programmes et de volets pour s'installer au Canada, il existe un large éventail d'options à explorer. La pandémie n'a pas altéré la volonté forte du Canada d'attirer des talents internationaux. Un projet de mobilité se prépare dans le temps. Même si les déplacements sont limités actuellement, il est possible d'avancer ses démarches vers l'objectif Canada !

Voici quelques ressources pour préparer votre projet d'expatriation temporaire ou permanente au Canada :

- Rencontrez les représentants d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) au Forum Expat et assistez à la conférence "S'expatrier au Canada" les 20 et 21 octobre. www.leforumexpat.com.
- Participez tout au long de l'année aux sessions d'information et aux activités de recrutement en personne ou en ligne. <http://www.destination-canada-forum-emploi.ca/sessions.php?lang=fr>.
- Retrouvez gratuitement toute l'information et les formulaires nécessaires pour faire votre demande sur le site web d'IRCC. www.canada.ca/immigration.

FOCUS

Destination Canada Forum mobilité

La 17^e édition de Destination Canada Forum Mobilité aura lieu du 18 au 20 novembre 2021 et se déroulera entièrement en ligne. Ce forum s'adresse aux candidats francophones qui cherchent des possibilités de travailler au Canada. Des centaines d'exposants canadiens seront là virtuellement pour vous rencontrer et vous aider. Vous prendrez contact de façon virtuelle avec des employeurs canadiens représentant divers secteurs à la recherche de candidats francophones ou bilingues.

Vous pourrez également vous entretenir avec des représentants des provinces et des territoires du Canada ainsi que des communautés francophones.

Ceux-ci auront l'occasion de :

- vous parler de leur région, de leur ville et de leur collectivité;
- vous présenter leurs programmes d'immigration;
- répondre à vos questions à propos de la vie dans des milieux francophones au Canada (hors Québec) et des services offerts aux nouveaux arrivants.

INSCRIPTIONS : Pour participer, vous devez d'abord vous inscrire. Les inscriptions seront ouvertes du 27 septembre au 24 octobre 2021. Tous les visiteurs inscrits auront accès à la plateforme virtuelle pendant les trente jours qui suivent le forum, mais, pour participer en direct le 18, 19 ou 20 novembre, vous devrez y être invité. Lorsque nous aurons confirmé votre participation, vous recevrez des informations supplémentaires concernant le programme, les exposants et les offres d'emploi à pourvoir.

www.canada.ca/destination-canada-forum



Voyager, un droit précieux à préserver

La liberté de circulation a permis à des millions d'étudiants de partir à l'étranger. Elle favorise la compréhension mutuelle, crée des emplois et stimule l'innovation. Si les restrictions devaient durer, nous changerions littéralement de monde, avertit le chroniqueur de ce magazine américain.

—The Atlantic (extraits) Washington

Il est possible que le Covid-19 ne disparaisse jamais vraiment et que de grandes parties du monde restent non vaccinées pendant des années. Les dirigeants doivent donc prendre conscience du danger inhérent aux restrictions de voyage à cause du Covid-19 et mettre en place un processus permettant de les lever complètement, à terme. Pour l'instant, cependant, rares sont ceux qui semblent se préoccuper de ce que nous pourrions perdre en étant coupés les uns des autres.

Les limitations actuelles sont le fruit d'efforts disparates, dictés, semble-t-il, par fort peu d'éléments scientifiques ou rationnels. Je me suis entretenu avec plusieurs responsables aux États-Unis, en Europe et en Asie, pour tenter de comprendre la logique qui sous-tend ces mesures et leur orientation. Ces conversations ont eu lieu sous couvert d'anonymat, ce qui a permis à mes interlocuteurs de s'exprimer librement. De l'avis de tous, les restrictions ne devraient pas rester indéfiniment en vigueur, mais on ne dispose pas de calendrier ni de procédure permettant de décider quand elles prendront fin. Il n'existe quasiment pas de coordination au niveau international à ce sujet.



OPINION

Alors que le monde a une pandémie à combattre, pourquoi est-il important malgré tout de se pencher sur ces restrictions de voyage dès à présent ?

En fait, la liberté de circulation inscrite dans la loi constitue un pilier essentiel de l'ordre international mis en place après la guerre froide. Elle a donné à des millions d'étudiants la possibilité d'aller étudier à l'étranger. Elle a abouti à des mariages et à la fondation de familles. Elle favorise une meilleure compréhension mutuelle. Elle crée des emplois et stimule l'innovation. Ériger des barrières pour décourager les voyages réduirait toutes ces connexions. Cela reviendrait à se découpler non seulement de ses rivaux, mais aussi de ses amis et de ses alliés.

À court terme, nous risquons d'évoluer comme des somnambules dans un monde divisé entre des vaccinés et des non-vaccinés, autrement dit entre une zone "sûre" peuplée de personnes "sûres" et une zone "dangereuse" peuplée de personnes "dangereuses".

Une telle division, justifiée par des considérations de santé publique, pourrait s'opérer le long de lignes géographiques, ethniques et socio-économiques, ce qui aurait pour effet d'introduire une nouvelle ligne de faille dans

Avantages

Des nomades numériques hautement désirés

●●● Avec la pandémie, le travail à distance s'est fortement répandu, et les nomades numériques sont de plus en plus nombreux. Ils pourraient être 1 milliard d'ici à 2050, selon la Banque interaméricaine de développement, citée par le magazine **AméricaEconomía**. C'est pourquoi beaucoup de pays font les yeux doux à ces expatriés 2.0. En Géorgie, un programme a été créé pour les inciter à venir dans le pays pour au moins un an

et profiter du coût de la vie particulièrement bas de Tbilissi, la capitale, selon le site **News Georgia**. Des initiatives similaires ont vu le jour en Thaïlande, où un visa de quatre ans est proposé aux riches télétravailleurs, ainsi qu'en Indonésie, en Colombie, en Équateur ou encore en Croatie. Le Costa Rica leur propose même des avantages fiscaux, quand le maire de Rio de Janeiro mise, lui, sur des tarifs d'hébergement long séjour adaptés pour les attirer.



La liberté de circulation constitue un pilier essentiel de l'ordre international mis en place après la guerre froide.

un monde déjà fracturé et de nourrir les inégalités au niveau mondial.

Faute de dispositions prévues pour lever à terme ces règles de voyage, je crains qu'il ne devienne facile de renforcer par la suite des restrictions en apparence limitées pour l'instant, en cas d'élection d'hommes politiques plus anti-immigration. On voit bien qu'après quatre années de Donald Trump et d'autres mouvements populistes, ce qui était auparavant inacceptable s'accepte plus facilement. De plus, les gouvernements pourraient trouver des raisons supplémentaires de maintenir certaines restrictions. Les États-Unis et la Chine, par exemple, pourraient trouver un avantage en termes de sécurité nationale à limiter les voyages entre leurs deux pays. Les spécialistes américains et chinois de politique étrangère ont déjà du mal à obtenir des visas pour se rendre dans le pays étudié, et, en Chine, les autorités ont placé arbitrairement en détention des experts occidentaux.

Les dirigeants des démocraties du monde doivent affirmer leur volonté commune de

↑ Dessin de Mikel Casal paru dans **El Comercio**, Lima.



Contrepoint

QUI A ENCORE BESOIN DES EXPATS ?

À l'heure du télétravail et des visioconférences, le statut d'expatrié n'est-il pas dépassé ? s'interroge

The Economist.

“L'envoi de personnel à l'autre bout du monde ne se justifiait qu'à l'époque où il était difficile de trouver sur place des employés formés au commerce international.”

Or aujourd'hui, les candidats locaux pourvus d'un MBA ne manquent pas. *“Et ils coûtent dix fois moins cher qu'un expatrié.”* De plus, la meilleure façon de montrer son engagement sur un marché consiste à développer les talents locaux. Il devient de toute façon plus difficile de convaincre des professionnels qualifiés de partir vivre à l'étranger.

En 2014, 64 % des travailleurs dans le monde se disaient prêts à s'installer dans un autre pays. Quatre ans plus tard, ils n'étaient plus que 57 %, selon une étude du Boston Consulting Group. La pandémie et ses conséquences ont fait encore baisser ce chiffre. Selon *The Economist*, l'ère des “globe-trotteurs de la classe affaires dont la carrière consiste essentiellement à faire la navette entre Bombay, Abou Dhabi et Lagos” est terminée.

Partir en vacances et ne jamais rentrer

De plus en plus de Britanniques plaquent tout pour s'installer dans leur lieu de villégiature. Une façon de rendre leur vie plus douce. Ce quotidien londonien est allé à leur rencontre.

—The Daily Telegraph Londres

Au dernier jour d'un week-end de rêve en Slovénie, Saira Aspinall se tourna vers son mari, Will, et lui dit : *“Pourquoi on ne vendrait pas à Londres pour rester ici pour toujours ?”* Elle lui posait la même question chaque fois ou presque qu'ils parlaient en vacances avec leurs deux enfants, mais cette fois Will répondit *“D'accord”* – à sa grande surprise. Ils mirent leur appartement de Brixton en vente et tombèrent amoureux d'une ferme de 400 ans près de Ljubljana, trouvée sur Internet. *“Plus notre appartement mettait du temps à se vendre, plus on était sûrs que c'était ce qu'on voulait”,* confie Saira. *On a acheté la ferme plus tard dans l'année. On est en train de la convertir en hôtel familial de charme.”*

L'aventure est-européenne des Aspinall fait l'envie de leurs amis et de leur famille. Cet hiver, pendant le confinement, les enfants ont appris à patiner sur les champs gelés et ont construit un igloo derrière la maison. Selon Stuart Baldock, un chasseur de biens spécialisé dans l'international qui a récemment quitté la France pour s'installer sur une minuscule île grecque, le confinement n'a fait que rendre la perspective de vivre dans un lieu de vacances plus attrayante. *“Ces mois difficiles ont rendu la vie à l'étranger bien plus séduisante”,* explique-t-il. *Avec le Covid-19, l'espace est devenu la priorité, or il est moins coûteux dans certains pays qu'au Royaume-Uni.”*

Si tentant soit-il de s'installer à l'étranger, il faut se rappeler que la vie n'est pas que de longues vacances, en particulier si on a des enfants, met en garde Baldock. Il est indispensable d'étudier soigneusement visa, travail, école et liens de communication, et il faut parfois du temps avant de trouver où on veut vivre. Et puis il y a les formalités pour l'importation des voitures, des animaux de compagnie et des possessions, et il faudra nouer de nouvelles amitiés. Il précise : *“Mon conseil, c'est de toujours vous rendre à la destination que vous avez choisie hors saison et de voir si ça vous plaît toujours. Et essayez d'en apprendre le plus possible sur les avantages et les inconvénients auprès de quelqu'un de la même nationalité et de*

préférence de la même tranche d'âge que vous qui est là depuis suffisamment longtemps pour tout savoir.”

Le fait est que même si vous avez adoré le lieu quand vous étiez en vacances, il y aura toujours des inconvénients imprévus. Une vie sociale plus trépidante risque de faire augmenter vos dépenses ; les températures élevées peuvent être insupportables si vous n'y êtes pas habitué et les complexités de la bureaucratie locale peuvent vous rendre fou. Le côté “mañana” [“demain”] de l'Europe méditerranéenne peut être exaspérant pour les Britanniques, qui ont l'habitude d'obtenir ce qu'ils veulent tout de suite, et on n'adopte pas un nouveau rythme du jour au lendemain.

Songez également qu'une ferme rustique française, un trullo italien et une cabane sur la plage à Bali, s'ils ne coûtent rien par rapport à un bien de taille équivalente dans les Home Counties [comtés autour de Londres], présentent souvent des coûts cachés. Susan Purslow, une agente immobilière installée en Gascogne, en France, met en garde contre les coûts de fonctionnement et l'entretien annuel des maisons anciennes. *“Il vaut parfois la peine de payer un peu plus → 46*

Classement

Stress urbain

●●● Quelles sont les villes les plus stressantes du monde ? L'entreprise allemande Vaay, qui commercialise du CBD, a publié un index qui classe différentes métropoles en fonction du stress qu'elles engendrent. Ce sont toutes des villes de taille comparable avec suffisamment de données disponibles sur des critères comme la sécurité, la stabilité sociopolitique, l'égalité femmes-hommes, le traitement des minorités, la pollution, le taux de chômage, le stress financier ou encore les réponses apportées au Covid. Sans vraie surprise, c'est la capitale islandaise Reykjavík qui arrive en tête, suivie de Berne en Suisse, d'Helsinki en Finlande, de Wellington en Nouvelle-Zélande et de Melbourne en Australie. Montevideo, en Uruguay, est la première ville non occidentale du classement (16^e). Les villes asiatiques n'apparaissent que dans la seconde moitié du classement. Notamment Bombay, à la dernière place, et New Delhi, à la 97^e.

rétablir les voyages à leur niveau de 2019 et de coordonner correctement les restrictions, afin qu'elles reposent vraiment sur des considérations scientifiques et non sur des lubies. Tant que les variants continueront de présenter un risque, les dirigeants mondiaux devraient également pousser à la mise en place d'infrastructures durables de dépistage rapide dans les aéroports et aux postes-frontières du monde entier.

Les conséquences d'un monde moins propice aux voyages constituent une raison de plus justifiant le besoin des démocraties de vacciner tout un chacun au plus vite. Les 870 millions de vaccins promis au G7 sont loin d'être suffisants : le directeur de l'Organisation mondiale de la santé estime les besoins mondiaux à 11 milliards de doses.

Certes, personne ne se risque à prétendre que la liberté de voyager est le droit le plus important à préserver au plus fort d'une pandémie. Mais si nous pensons qu'il est plus facile d'exclure les personnes “dangereuses” que de vaincre le virus, nous ne réduirons pas seulement les voyages de loisir à court terme, nous transformerons fondamentalement notre monde, de la plus mauvaise des manières.

—Thomas Wright

Publié le 4 août

45 ← pour une maison en bon état, avec une isolation et des équipements modernes, pour s'épargner des dépenses imprévues à l'avenir", précise-t-elle.

Autre chose à garder en tête : on ne vit pas toute l'année dans le même type de bien que la villa ou la ferme délabrée qu'on loue pendant les vacances, ajoute Amy Grace. Elle s'est installée dans l'Algarve, au Portugal, avec son mari et son fils. "Si on vit là-bas à plein temps, il faut un chauffage au sol et une bonne isolation : les maisons sont très humides en hiver, explique-t-elle. Et il ne faut pas que la maison soit en pleine cambrousse, si belle soit-elle. Il faut avoir tout ce dont on a besoin à proximité, un aéroport pratique et le très haut débit."

Une fois installé à l'étranger, on peut avoir du mal à s'imaginer revenir à sa vie d'avant, confie Sally Avenrad, qui s'est installée à Bali il y a quelques années avec son mari, Pierre. Bien sûr, la vie à l'étranger, ce n'est pas que bains de soleil et fêtes sur la plage, mais il serait difficile de reproduire cet espace et cette simplicité au Royaume-Uni. Il y a aussi quelque chose de revigorant à passer une grande partie de l'année dehors, et il est enrichissant de fréquenter des personnes de cultures différentes, de rencontrer des gens avec une perspective nouvelle et fraîche, et d'apprendre d'autres langues. Le changement est bon pour l'âme.

"Il y a toujours des défis quand on s'installe dans un nouveau lieu – il faut comprendre les valeurs et les coutumes locales, ajoute-t-elle. Mais si on se plonge dans le mode de vie local, on reçoit énormément en échange."

—Anna Tyzack
Publié le 10 juillet

Tendances

Travail et vacances

●●● Plus que jamais, les *workations* seraient à la mode, selon **The Guardian**. L'idée est simple : mélanger travail (*work*) et vacances (*vacation*) en s'installant dans une destination de rêve pour télétravailler. "C'est comme le travail, mais avec plus de sable et du meilleur café", résume le journal britannique. Si le phénomène existait déjà depuis plusieurs années, il s'est accentué avec la pandémie. Beaucoup se sont installés en Grèce, comme le raconte **I Kathimerini**, pour profiter du soleil et de la mer une fois la journée de télétravail terminée. Pour des raisons similaires, d'autres se sont installés dans les Caraïbes ou en Amérique du Sud. Mais attention, souligne le **New York Times**, l'expérience peut parfois virer au calvaire. Le quotidien américain raconte comment certains expatriés se sont retrouvés confinés à l'autre bout du monde sans pouvoir profiter de leur pays d'accueil, souffrant du décalage horaire et d'une mauvaise connexion Internet.

↑ Dessin de Cost
paru dans **Le Soir**,
Bruxelles.



Un CV qui met en avant vos nouvelles aptitudes

Que vous soyez un nomade numérique, un expat, ou que vous souhaitiez partir travailler à l'étranger, vous devez tenir compte de la pandémie dans votre CV. Voici les conseils avisés d'un magazine d'affaires américain.

—Fast Company New York

La pandémie a profondément changé la façon dont nous travaillons, ça n'est pas une grosse surprise que ces changements entraînent des modifications dans les CV", constate le magazine américain d'actualité économique *Fast Company*. Il a identifié cinq points clés à garder en tête lorsque l'on rédige son CV aujourd'hui.

1. Insistez sur vos résultats

Interrogé par *Fast Company*, Marc Cenedella, PDG de Ladders, une plateforme de recherche d'emploi pour cadres supérieurs, est formel : il faut absolument mettre en avant ses résultats, de façon chiffrée, par exemple. Pourtant très peu de gens le font, alors que la pandémie a rendu cela encore plus important dans l'évaluation des candidats. "La pandémie nous a tous obligés à faire du télétravail, par conséquent les employeurs recherchent maintenant des gens très autonomes et qui peuvent donner des résultats sans avoir à être supervisés au bureau", explique Cenedella.

2. Indiquez d'où vous travaillez

L'endroit d'où vous travaillez est moins important qu'avant la crise sanitaire. Par ailleurs, pour des questions de respect de la vie privée et de sécurité, vous pouvez ne pas mentionner votre adresse postale. Pour Marc Cenedella, "il est important de noter que les perspectives d'emploi ne sont plus limitées par votre position géographique". Néanmoins, votre futur employeur a tout de même besoin de savoir où vous habitez, pour des questions de travail mais aussi d'assurance et de droit, par exemple.

3. Mettez en avant vos compétences liées au télétravail

Dire que vous avez travaillé à distance ne suffit pas. Il faut plutôt mettre en avant vos compétences "télétravaillables", explique Brie Reynolds, spécialiste en recrutement. Savoir s'adapter aux changements et savoir communiquer sont des compétences clés pour les employeurs alors que les modes de travail hybrides sont amenés à se généraliser. "La communication à la fois écrite et orale est devenue essentielle, remarque Brie Reynolds, que vous soyez un employé, un manager ou simplement membre d'une équipe."

4. Parlez de vous

Le télétravail a brouillé les limites entre le privé et le public. Il est donc possible d'utiliser des éléments de votre personnalité ou de votre vie pour mettre en avant vos compétences professionnelles. La pandémie a obligé de nombreux travailleurs à faire face à de nouveaux défis, à s'organiser, à mettre en place des actions de solidarité ; ce sont des éléments qui peuvent très bien trouver leur place dans un CV.

5. Expliquez tout de suite les accidents de parcours liés au Covid

Selon David Meintrup, coach en carrière pour le cabinet de conseil Korn Ferry, il n'est plus tabou, depuis la pandémie, de dire qu'on a fait une pause dans sa vie professionnelle. Les recruteurs sont plus empathiques qu'avant et vous pouvez en profiter pour expliquer ce que vous avez fait durant ce laps de temps (études, réalisations personnelles). Et même si vous n'avez pas l'impression d'avoir accompli grand-chose, on vous saura gré de votre honnêteté.—

Publié le 20 juillet



Simplifions votre arrivée au Canada

À Banque Nationale du Canada, nous croyons en l'importance de chacun et que chaque geste posé a de la valeur. C'est pourquoi nous créons et entretenons une relation de confiance à long terme avec chaque client par des conseils et des services personnalisés soutenant la réalisation de ses objectifs de vie.

En ce titre, nous sommes heureux de proposer aux nouveaux arrivants au Canada une offre bancaire adaptée à leurs besoins.

Profitez d'une offre sans frais mensuels fixes jusqu'à 3 ans et d'un service d'accompagnement téléphonique gratuit pendant un an. Avec plus de 400 succursales, Banque Nationale du Canada est là pour vous guider et vous offrir tous les services bancaires indispensables. Vous êtes établi au Canada depuis moins de cinq ans et vous êtes sur le point de vous installer? Découvrez les détails de l'offre aux nouveaux arrivants à bnc.ca/immigrer.

Êtes-vous prêt à profiter de l'offre pour les nouveaux arrivants? Ouvrez un compte en ligne en faisant la demande d'ouverture de compte en ligne depuis votre pays ou à votre succursale au Canada et recevez un courriel de confirmation pour planifier un rendez-vous à votre succursale à votre arrivée au Canada. Vous pourrez y activer votre compte, récupérer votre carte de débit et en profiter pour adhérer à nos autres produits et services pour les nouveaux arrivants.

Des conditions s'appliquent. Pour plus d'informations, visitez bnc.ca/immigrer. Banque Nationale du Canada n'est pas une banque agréée en France.

À propos de Banque Nationale du Canada

Forte d'un actif de 344 milliards de dollars au 31 janvier 2021, la Banque Nationale du Canada, avec ses filiales, est l'un des plus importants groupes financiers intégrés canadiens. Elle compte plus de 26 000 employés dans des fonctions à contenu élevé de savoir, et a été maintes fois primée pour ses qualités d'employeur et son engagement à l'égard de la diversité.

Ses titres sont cotés à la Bourse de Toronto (TSX : NA).

Ma petite entreprise au Canada

Panier québécois est une épicerie en ligne créée en 2020 par quatre Français expatriés au Canada. *Courrier Expat* a rencontré Thomas Lemoine, l'un des fondateurs.



IKON IMAGES

Is s'appellent Jean-Baptiste Paganon, Christophe Paganon, Julie Abbotts et Thomas Lemoine. Installés à Montréal, ils viennent de Marseille, de Mulhouse et de Châlons-en-Champagne. En 2020, ces quatre Français ont bravé la pandémie pour créer Panier québécois, un service d'épicerie en ligne qui propose les produits d'un des plus grands marchés publics de Montréal, le marché Jean-Talon. *Courrier Expat* a rencontré Thomas Lemoine.

COURRIER EXPAT Qu'est-ce qui vous a poussé à venir au Canada ?

THOMAS LEMOINE Ayant déjà eu la chance de vivre dans d'autres pays, je souhaitais renouveler l'expérience avec, cette fois, l'intention de m'installer plus durablement. Le Canada est à la fois anglophone et francophone, ce qui rend les choses plus faciles.

Pourquoi avoir choisi Montréal ?

Montréal est le format de ville idéal : une qualité de vie incroyable et pour l'instant abordable, la nature à proximité, des opportunités personnelles et professionnelles.

Avez-vous eu des difficultés à vous intégrer et à trouver un emploi ?

Ma conjointe et moi-même avons trouvé un

emploi en moins d'un mois dans nos secteurs d'activité. De nombreux Français évoquent la difficulté de s'intégrer vraiment parmi les Québécois malgré un super accueil au début. Je pense qu'il est nécessaire de faire des efforts d'adaptation et ne pas croire que l'on pose ses valises dans une seconde France.

“Je pense qu'il est nécessaire de ne pas croire que l'on pose ses valises dans une seconde France.”

Retrouvez-vous des repères qui vous rappellent la France, dans le quartier, où vous habitez ?

Nous avons choisi de vivre à Verdun, au bord de l'eau. Le quartier rappelle moins la France que le Plateau-Mont-Royal, par exemple, mais c'est aussi ce qui fait son charme.

Panier québécois fête son premier anniversaire. Quel bilan tirez-vous de l'expérience ?

Un an déjà ! Cette année a été intense et, comme dans toute start-up, un véritable ascenseur émotionnel. Mais le bilan est très positif. Panier québécois représente la liberté d'entreprendre, d'essayer, d'imprimer nos valeurs dans nos

Bulle

L'AIR EST PLUS AGRÉABLE À AUCKLAND

La pandémie a bouleversé le classement mondial des villes les plus agréables à vivre établi par l'Economist Intelligence Unit (EIU). Cette année, c'est Auckland, en Nouvelle-Zélande, qui arrive en tête. “Qu'est-ce qu'Auckland a que les autres n'ont pas ? s'interroge le *New Zealand Herald*. En réalité, la question laquelle répond cette enquête est plutôt : qu'est-ce qu'Auckland n'a pas et que les autres métropoles ont ? Et la réponse est : le Covid !”

Grâce à son isolement géographique et à des mesures de confinement précoces, la Nouvelle-Zélande a plutôt bien résisté à la pandémie au début de l'année.

“Le 19 mars, alors que de nombreux pays étaient encore soumis à un confinement strict, Auckland autorisait déjà les concerts.”

La ville la plus peuplée du pays a néanmoins été reconfinée mi-septembre pour deux semaines.

↳ Dessin de Mitch Blunt, Royaume-Uni.

activités. Nous sommes actuellement toujours en croissance grâce à un fort engouement pour l'achat local et les produits frais et de qualité.

Quel rôle a joué votre entreprise dans votre processus d'intégration ?

L'entreprise a été un très bon moyen de s'intégrer, car elle nous a mis en relation avec l'écosystème de l'entrepreneuriat à Montréal et le monde des marchés publics et des producteurs et artisans agroalimentaires.

Montréal est en pleine effervescence immobilière : le prix des maisons et des locations grimpe. Êtes-vous affecté par le phénomène ?

Nous sommes tous affectés par la situation. Cela crée une tension évidente pour les foyers à revenus plus faibles car les opportunités de logement abordables sont très faibles. On observe des files d'attente dans la rue pour des visites d'appartement, dont le prix de vente va exploser en raison des enchères. En tant que Français, nous sommes très peu habitués aux taux variables et à la possibilité de surenchérir pour un achat de maison ou d'appartement.

Les Français doivent-ils faire leurs devoirs avant de franchir le pas et de venir au Canada ?

Les Québécois ne sont pas des Français vivant en Amérique du Nord ni même des Américains parlant français. Ils ont leur propre identité et je pense que c'est un minimum de s'intéresser un peu à l'histoire, à la culture, à la langue.

— Propos recueillis par *Courrier Expat*

États-Unis

Et la ville où la vie est la plus douce est...

●●● The Woodlands, au Texas. La ville offre “des réserves naturelles pittoresques, un immense centre commercial avec de nombreux magasins, [...] de nombreux restaurants, [...] de bonnes écoles publiques, un faible taux de criminalité, un faible coût de la vie et des services orientés vers la famille”, commente *Niche*, qui l'a placée en première position des villes des États-Unis où il fait bon s'installer. Le site spécialisé a établi son classement selon plusieurs critères : “La qualité des écoles publiques, le coût de la vie, le taux de criminalité et la satisfaction globale exprimée par les habitants.” Mais aussi la qualité des transports en commun, le prix des logements ou l'accès aux soins. The Woodlands est donc talonnée par Arlington, en Virginie, et Naperville, dans l'Illinois. La première grande ville primée est Seattle (13^e), suivie de San Francisco (15^e). Salt Lake City ferme la marche.

ILE MAURICE – RÉALISEZ VOTRE RÊVE

Bienvenue chez vous !

CONCEPTION GRAPHIQUE : WWW.LIKLIK.COM / CRÉDIT : © SHUTTERSTOCK

Vous souhaitez prendre le temps de vivre tout en développant vos activités professionnelles? Réalisez votre rêve en vous installant à l'île Maurice et profitez d'une vie épanouissante dans un lieu d'exception.

La richesse de son histoire et le brassage de ses diverses traditions culturelles font de l'île Maurice un pays privilégié. C'est un endroit à la fois attrayant et propice pour l'investissement et le business, mais aussi une île magique et paradisiaque avec une hospitalité, une qualité de vie et un art de vivre inégalables.

Maurice a connu un développement économique et social remarquable pendant ces deux dernières décennies. L'île a réussi à attirer de nombreux investisseurs, entrepreneurs, retraités et expatriés, avec ses atouts uniques mais aussi avec son modèle social et le dynamisme de son économie. Reconnue pour sa bonne gestion du Covid-19, Maurice a ainsi amorcé progressivement l'ouverture de ses frontières, avec un accès total prévu pour le 1^{er} octobre prochain.

S'expatrier à l'île Maurice

Diverses formules faciles d'accès, notamment Visa Premium, un permis de résidence, et Occupation Permit, un permis de travail, sont disponibles pour convenir à chaque catégorie d'expatrié qui souhaite visiter, travailler, entreprendre, investir, acquérir un bien immobilier, étudier, vivre ou prendre sa retraite à Maurice. Pour apporter plus de confort et de visibilité sur le long terme, la durée de validité du permis de résidence à Maurice est passée de trois à dix ans. Les procédures pour déposer une demande sont simples et rapides et se font de manière électronique en ligne sur un portail Internet dédié.

Les investisseurs, les entrepreneurs, les professionnels, ou les personnes à la retraite, ont d'excellentes raisons de considérer Maurice comme une destination d'exception pour faire des affaires et aussi profiter de la vie et de ses proches.

L'EDB Maurice, votre partenaire privilégié

L'Economic Development Board (EDB) de Maurice, opérant sous la tutelle du ministère des Finances et du Développement économique, est l'agence nationale pour le développement et la promotion économique de Maurice.

L'EDB Maurice est représenté en France par son bureau situé à l'ambassade de Maurice, à Paris. Le bureau de l'agence est le partenaire privilégié pour tous les Français souhaitant s'y installer pour des raisons professionnelles ou personnelles. Il offre un ensemble de services pour informer, conseiller, assister et accompagner les entrepreneurs, les investisseurs et les particuliers dans le cadre de leurs projets à l'île Maurice.

CONTACT

Heerun GHURBURRUN
Conseiller (Affaires
Commerciales et
Investissements)

Responsable Bureau France
Economic Development
Board (EDB) Maurice

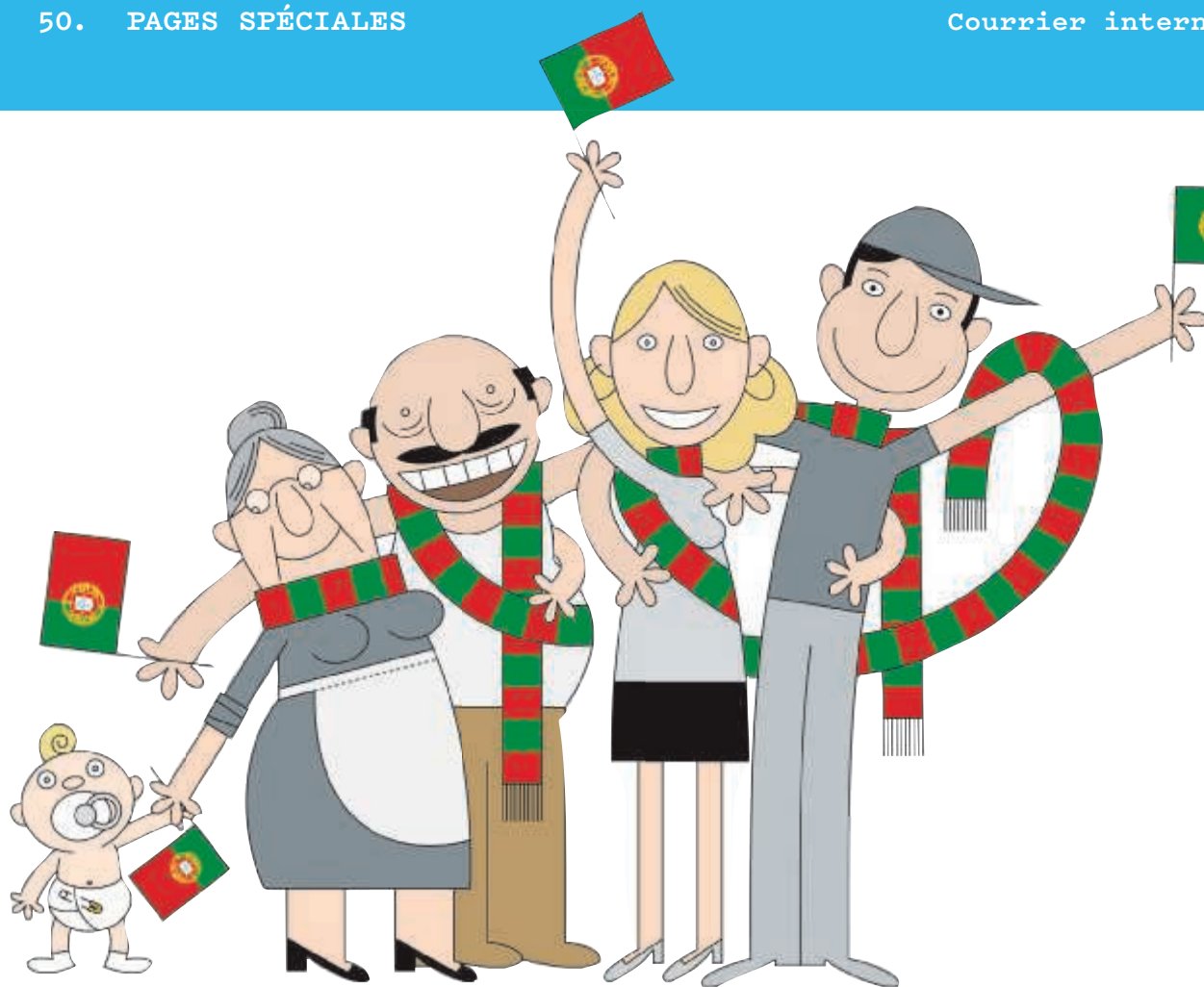
**AMBASSADE DE LA
RÉPUBLIQUE DE MAURICE**
127 rue de Tocqueville
75017 Paris.

Tel :
+33 (0)1.42.27.30.19
Mobile :
+33 (0)6.60.90.20.87

Email :
heerun@edbmauritius.org
france@edbmauritius.org

Site internet :
www.edbmauritius.org
www.residency.mu





Classement

Le Portugal, meilleur pays d'Europe

●●● Numéro un. La dernière enquête du réseau InterNations sur les meilleurs pays pour les expatriés classe le Portugal en tête des pays européens et au cinquième rang mondial derrière Taïwan, le Mexique, le Costa Rica et la Malaisie, indique le site **Eco**. En queue de classement figurent notamment le Koweït, l'Italie, l'Afrique du Sud et la Russie, selon le sondage auquel ont répondu, en janvier dernier, 12 420 expatriés de 174 nationalités différentes. La France, elle, est 25^e sur les 59 pays analysés. Le bilan portugais est résumé ainsi : "Les expatriés estiment que le Portugal offre une bonne qualité de vie et qu'il est facile de s'y installer, mais ils ont une opinion négative sur les possibilités de carrière et la sécurité de l'emploi." La grande majorité des personnes interrogées se sent en sécurité dans le pays et 78 % apprécient la qualité des soins médicaux.

En sécurité à Cascais durant la pandémie

Pendant la crise sanitaire, certains ont préféré demeurer dans leur pays d'adoption. C'est le cas de ce Français, resté au Portugal.

—**Diário de Notícias** Lisbonne

Rentrer momentanément dans son pays d'origine ou rester dans celui où l'on est installé ? Cette question, beaucoup d'expatriés se la sont posée durant la pandémie, au gré des crises et des accalmies. *Diário de Notícias* a rencontré ceux qui vivent au Portugal, plus précisément à Cascais. Cette station balnéaire toute proche de Lisbonne est considérée comme "la Californie de l'Europe" par certains des 30 328 ressortissants étrangers qui y résident (sur 213 608 habitants, soit 14,2 % de la population locale).

Jean Brunel est l'un d'eux. Depuis qu'il y a posé ses valises, il y a deux ans, ce Parisien de 60 ans aime passer une bonne partie de son

temps au golf de la Quinta da Marinha, qui surplombe l'Atlantique – "le deuxième meilleur d'Europe", assure-t-il.

Au journal, il explique pourquoi il n'est pas retourné en France durant la pandémie : "J'ai préféré rester au Portugal, je sens qu'il y a plus de sécurité et de discipline. Les mesures mises en œuvre ont donné des résultats très rapidement, le nombre de personnes infectées a diminué de façon constante, ce qui montre que les gens respectent les règles. Je ne cesse de comparer les chiffres et, pour l'instant, le pays est bien mieux loti que ses voisins européens, notamment la France."

Le Portugal a entamé le 1^{er} mai 2021 la quatrième et dernière étape de son déconfinement. Pour la première fois après trois mois et demi, ses habitants ont pu profiter d'un



TÉMOIGNAGE

✎ Dessin de Cristina Sampaio, Portugal.

week-end sans restrictions, aller au restaurant en famille ou entre amis jusqu'à 22h30 (six personnes maximum en intérieur, dix en terrasse). Une nouvelle phase marquée également par l'ouverture des magasins et centres commerciaux jusqu'à 19 heures le week-end et 21 heures en semaine, la reprise de toutes les activités sportives ou encore la réouverture de la frontière avec l'Espagne (qui était fermée depuis fin janvier).

Restrictions de voyage. La quatorzaine, en revanche, est restée imposée à tous les voyageurs en provenance de France, même si leur test PCR de moins de soixante-douze heures était négatif. Une mesure qui a empêché les expatriés français de circuler entre leurs deux pays, d'origine et de résidence. Si les services d'immigration portugais n'en comptent que 23 125 officiellement, on estime que 50 000 Français vivent en réalité au Portugal.

Ces derniers sont d'ailleurs ceux qui ont le plus plébiscité l'avantageux régime fiscal des résidents non habituels (RNH) au Portugal, souligne *Dinheiro Vivo*, le supplément économique du *Diário de Notícias*. Depuis son lancement, en 2009, près de 9 400 Français en ont bénéficié, dont 3 000 retraités. Ils devancent ainsi les Britanniques, les Irlandais ou encore les Brésiliens.

Le ministère des Finances rapporte par ailleurs que le nombre de demandes de RNH a chuté de 22 % l'an passé par rapport à 2019, qui était une année record.—

Publié le 27 avril



CONCEPTION GRAPHIQUE : WWW.LILIKLIK.COM / CRÉDIT : © MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

EXPATRIATION : LES CLÉS POUR PARTIR L'ESPRIT TRANQUILLE

Par où commencer ? Où trouver l'information ? Quelles démarches effectuer avant le départ et sur place ? Quelles précautions (sanitaires, sécuritaires...) prendre ? Une expatriation ne s'improvise pas ! France Consulaire est le service public au quotidien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et s'adresse à tous les publics : Français de l'étranger, Français en France, étrangers à l'étranger et étrangers en France.

Documents d'identité, visas, état civil, scolarisation des enfants, permis de conduire, documents à légaliser... France Consulaire vous accompagne dans toutes les étapes de votre vie à l'étranger.

► **POUR DES INFORMATIONS** pratiques et l'actualité liée à l'expatriation, n'attendez plus... suivez France Consulaire sur Twitter et Facebook !

► **SITE DE FRANCE DIPLOMATIE :** www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-francais

► **CONFÉRENCE** de Mme Laurence Haguenaer, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire : "Rêvez, planifiez, partez : France Consulaire au cœur de votre expatriation"

Courrier international

abonnez-vous pour **1 an** - 52 numéros

119 € au lieu de ~~218,80 €*~~



45%
DE
RÉDUCTION



L'accès illimité à l'édition abonnés du site Internet
et au Réveil Courrier



EN CADEAU

Valeur
9,90€

L'agenda 2021-2022
de Courrier international



Bon d'abonnement

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service abonnements - A2100
62066 Arras Cedex 9

Oui, je m'abonne pour 119 € (1 an, 52 numéros)
au lieu de ~~218,80 €*~~ + **en cadeau** l'agenda 2021-2022
de Courrier international.

Mes coordonnées

RCO21BA1614

Madame Monsieur

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2021auto3> ou téléphonez au
03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/12/2021 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter.

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Newsletter

Toutes les semaines, des infos pratiques juste pour vous

Que l'on soit étudiant, salarié, indépendant ou retraité, que l'on soit seul ou en famille, l'expatriation est toujours une expérience enrichissante, mais elle n'est jamais simple. Pour vous accompagner à chaque étape, du choix de la destination au retour en France, en passant bien sûr par l'installation sur place, nous vous proposons deux newsletters hebdomadaires.

LE BEST OF EXPAT

vous propose de retrouver chaque vendredi nos derniers articles sur l'éducation, le travail, la vie quotidienne et la santé : des traductions de la presse internationale et des informations glanées partout dans le monde.

LA LETTRE DES EXPATS

Rédigée par la journaliste Léane Burtier, elle propose des points pratiques et thématiques sous forme de fiches, tous les lundis. Les sujets abordés vous permettront de répondre à toutes vos questions pratiques et d'identifier les meilleurs interlocuteurs pour vos démarches. Parmi les derniers thèmes de la Lettre des expats :

- Gérer mon compte bancaire
- Téléphone : quel forfait choisir ?
- Trouver un logement à l'étranger
- Tour du monde de la rentrée
- Dans quel pays puis-je aller ?
- Garder le lien avec ses proches
- Permis de conduire et expatriation
- Les pays qui recrutent
- Check-list de l'expatriation



**DANS VOTRE
BOÎTE MAIL**

courrierinternational.com

Pour vous abonner à l'une ou à l'autre de ces newsletters (ou aux deux!), c'est sur notre site : courrierinternational.com/page/newsletters

← Dessin de Falco,
Cuba.



Forum expat

NOMMADES

Deux journées de
conférences en ligne pour
vous accompagner dans
votre aventure à l'étranger

2021

20 & 21 OCTOBRE

EN DIRECT DEPUIS L'AUDITORIUM GROUPE LE MONDE
Sur Facebook, YouTube et LinkedIn

Inscrivez-vous sur : leforumexpat.com

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de :



COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



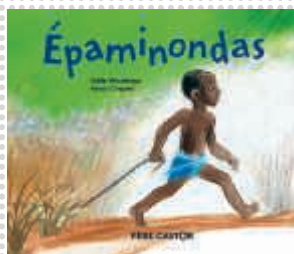
29,90 €
le coffret

1 coffret
acheté
équivalent à
13 vaccins BCG
financés

Il y en a beaucoup des histoires à lire pour bien grandir, mais on ne sait pas toujours lesquelles choisir...

À travers ce nouveau coffret des contes du Père Castor, faites un tour du monde avec 8 titres spécialement sélectionnés par Médecins Sans Frontières.

Venez découvrir **Épaminondas**, le petit garçon qui obéit sans réfléchir ; **la sieste de Moussa**, une mise en péril par la cacophonie des animaux ; le conte vietnamien du **démon de la vague** ; le **petit cheval** et le vieux chameau dans leur traversée du Grand Désert ; le conte péruvien **du singe et de l'épi de maïs** ; le conte tchadien des **Mange-Mange**, belle leçon pour un enfant désobéissant ; **Sophie et les cigognes du roi** qui se battent pour la liberté ; et enfin la ruse d'un **petit chacal très malin**.



8 ouvrages reliés 163X140 mm.

PÈRE CASTOR En partenariat avec



BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à : Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9



Pour profiter de cette offre en ligne, scannez le QR code

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

	Prix	Quantité	Total
Coffret Les contes du monde – Père Castor	29,90 €	x	= €
Frais de port			= 4 €
			Total = €

Mes coordonnées :

VCO21BA1614

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022 *Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgy-co En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

trans-
versales.
sciences



Modifier les gènes, une stratégie à double tranchant

Biologie. L'utilisation du génie génétique contre les espèces invasives ou vectrices de maladies fait débat parmi les défenseurs de l'environnement.



—Le Temps Genève

Cela peut paraître paradoxal : dans certaines situations, la protection de la biodiversité passe par l'anéantissement d'une espèce. C'est le cas lorsque des écosystèmes fragiles sont confrontés à l'irruption d'un animal ou d'une plante originaire d'une autre zone géographique et qui a le potentiel de détruire ou de supplanter les espèces locales. L'exemple typique est celui de nombreuses îles où des rats introduits par l'être humain déciment les oiseaux en mangeant leurs œufs.

Que faire contre ces espèces invasives, et plus globalement contre toutes celles qui causent des maladies humaines ou agricoles ? Actuellement, on les combat le plus souvent à l'aide

de pièges ou de poison. Mais une nouvelle technologie, le forçage génétique, pourrait offrir la possibilité d'annihiler une population entière en seulement quelques générations. Encore en développement, cette approche faisait partie des sujets discutés dans le cadre du congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui s'est tenu du 3 au 11 septembre à Marseille.

Le forçage génétique repose sur l'utilisation d'éléments génétiques synthétiques appelés *gene drives*, qui ont la capacité de modifier l'hérédité d'un caractère. Lorsqu'un individu génétiquement modifié porteur d'un *gene drive* se reproduit avec un individu non modifié, il va transmettre à leur descendance une copie de son propre gène modifié. Mais il va aussi modifier la copie

du gène issu de l'autre parent, en la découpant grâce au système de "ciseaux moléculaires" Crispr-Cas9. Résultat, la progéniture hérite de deux copies du *gene drive*.

Aucun projet d'introduction de *gene drive* dans l'environnement n'a pour l'heure vu le jour. Mais les tenants de la méthode estiment que des premiers lâchers pourraient se produire d'ici quelques années. L'ONG Nature Conservancy envisage notamment de l'utiliser à Hawaii [États-Unis] pour faire disparaître les moustiques qui y ont amené le paludisme aviaire. Sur plus de 50 espèces d'oiseaux endémiques connus dans cet archipel n'en subsiste qu'une quinzaine, dont cinq en danger critique d'extinction. Promu par certains protecteurs de la nature, le forçage génétique est fortement décrié par d'autres. Présente au congrès de l'UICN, la généticienne Ricarda Steinbrecher, engagée dans Pro Natura, estime qu'il existe "des risques écologiques évidents et des préoccupations concernant les modifications génétiques d'espèces sauvages". Une résolution

d'information sur ce sujet publiée l'année passée par l'Académie suisse des sciences naturelles.

Cette approche ne peut être utilisée que chez des espèces qui se reproduisent de manière sexuée et sur de courtes générations. "L'application la plus prometteuse aujourd'hui est la lutte contre le moustique anophèle, vecteur de la malaria [paludisme]. Les techniques actuelles, comme l'usage d'insecticides ou l'assèchement des zones humides, ne se révèlent pas suffisantes pour venir à bout du problème", souligne Anna Deplazes-Zemp. Elles peuvent aussi avoir des conséquences négatives sur l'environnement et sur la santé des populations locales.

Irréversible. Des groupes impliqués dans la conservation de la nature croient aussi beaucoup au potentiel du forçage génétique pour annihiler certains rongeurs envahissants. Des recherches sont en cours en laboratoire, notamment pour trouver un moyen d'éviter l'apparition de résistances naturelles face aux *gene drives*. "Si nous ne faisons pas de recherche, nous ne pourrions pas connaître le potentiel de cette technologie", fait valoir Royden Saah, de l'organisation de protection de la biodiversité insulaire Island Conservation, qui était présent au congrès de Marseille [et qui coordonne un programme de biocontrôle génétique des rongeurs invasifs].

Aucun projet d'introduction de *gene drive* dans l'environnement n'a pour l'heure vu le jour. Mais les tenants de la méthode estiment que des premiers lâchers pourraient se produire d'ici quelques années. L'ONG Nature Conservancy envisage notamment de l'utiliser à Hawaii [États-Unis] pour faire disparaître les moustiques qui y ont amené le paludisme aviaire. Sur plus de 50 espèces d'oiseaux endémiques connus dans cet archipel n'en subsiste qu'une quinzaine, dont cinq en danger critique d'extinction.

Promu par certains protecteurs de la nature, le forçage génétique est fortement décrié par d'autres. Présente au congrès de l'UICN, la généticienne Ricarda Steinbrecher, engagée dans Pro Natura, estime qu'il existe "des risques écologiques évidents et des préoccupations concernant les modifications génétiques d'espèces sauvages". Une résolution

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

incitant à respecter le principe de précaution dans l'usage de cette technologie a été adoptée au cours du congrès.

Il est difficile de prévoir les conséquences précises du forçage génétique pour les écosystèmes où il est introduit. De plus, la procédure ne peut en principe pas être arrêtée une fois qu'elle est enclenchée, même si les chercheurs travaillent sur des techniques permettant de mieux la contrôler. "Enfin, on peut se questionner sur le principe même de vouloir modifier génétiquement des espèces sauvages pour protéger la nature", remarque Anna Deplazes-Zemp.

Des aspects légaux sont également en jeu : une espèce porteuse d'un *gene drive* ne respectera pas les frontières entre pays. L'usage de cette technique pourrait donc générer des conflits. Toutes ces inconnues constituent autant de mises en garde face à une solution qui peut être considérée comme radicale. Mais la recherche de solutions efficaces apparaît de plus en plus urgente pour enrayer le déclin de la biodiversité, alors que les disparitions d'espèces s'accroissent et que les États tardent à prendre des mesures efficaces.

—Pascaline Minet
Publié le 12 septembre

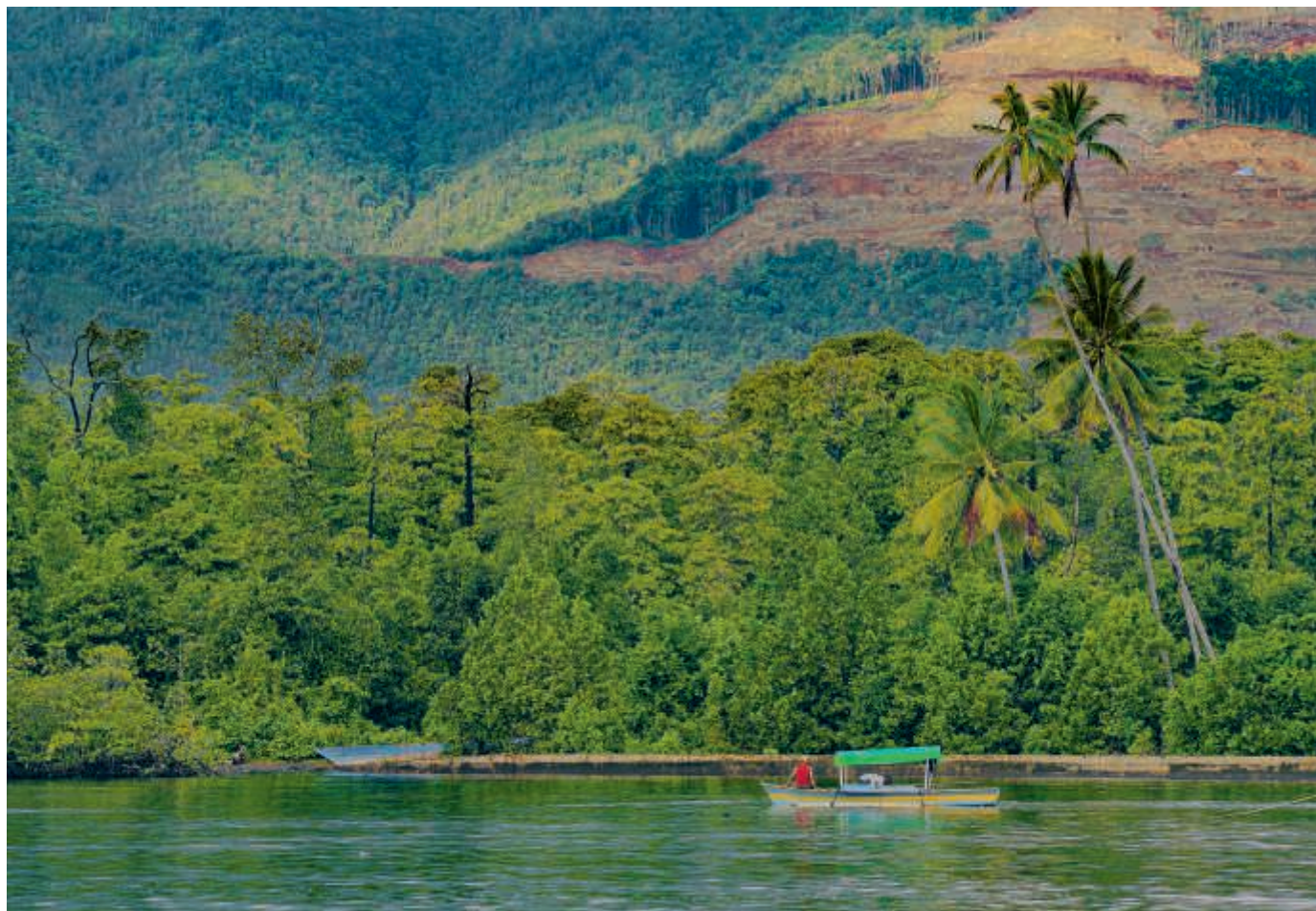
Un sommet pour la biodiversité

●●● Le 11 octobre s'ouvrira la quinzième réunion de la Conférence des parties qui ont ratifié la Convention sur la diversité biologique (COP15) – soit 196 pays à ce jour. Cet événement réunit des gouvernements du monde entier, qui conviennent d'objectifs en faveur de la diversité biologique pour la décennie à venir. Un sommet virtuel, du 11 au 15 octobre, précèdera des négociations en présentiel à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022. Le traité international, adopté lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, vise également l'utilisation durable des éléments de la nature, ainsi que le partage "juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques".

↳ Une colline entaillée par l'extraction du nickel
vue de la petite jetée du village de Maba Pura.

Photo Hafitz Maulana/Tirto.id

ENVIRONNEMENT



Aux Moluques, ce n'est pas nickel

Industrie. L'Indonésie rêve de devenir le fournisseur mondial de nickel pour les batteries de véhicules électriques. Mais extraire ce métal détruit l'environnement et le tissu social local.

—Tirto.id (extraits) Jakarta

Arrivé depuis cinq jours à Maba Pura, dans l'est d'Halmahera [une île de l'archipel indonésien des Moluques], il m'est difficile d'imaginer que ce village était autrefois un paradis économique pour les familles de pêcheurs. Aucune barque de pêche au lamparo n'est amarrée à la jetée. Les étals sur le marché du matin vendent essentiellement des légumes et des fruits, très peu de produits de la mer. On note juste ici et là des villageois vêtus d'uniformes de

sociétés minières partir à l'aube et rentrer le soir. Il est probable qu'ils travaillent soit dans la baie de Moronopo, soit à Tanjung Buli, deux sites d'extraction de nickel de la compagnie Aneka Tambang (Antam) proches de Maba Pura.

Certains attendent un bus de ramassage au bord de la grand-route, d'autres partent à moto pour leur lieu de travail. Ce changement dans l'économie de la communauté du district de Maba est relaté dans l'essai ethnographique *Spoliation de l'espace vital : histoires du peuple d'Halmahera* [Surya Saluang, Didi Novrian,

Risman Buamona, Meifita Handayani, éditions Tanah Air Beta, 2015, non traduit en français]. L'ouvrage explique comment l'expansion des mines de nickel dans ce district a dégradé le mode de production des insulaires qui, de pêcheurs et cultivateurs de sagou [une féculé de palmier], sont devenus mineurs. Un changement radical dans la relation entre l'homme et la nature.

Le rapport annuel du Bureau central des statistiques montre que la production de minerai de nickel à Halmahera a considérablement augmenté. Le volume d'extraction est passé de 728 460 tonnes en 2006 à 9,87 millions de tonnes en 2013. Cette hausse exponentielle est due à la demande de nickel sur le marché mondial.

Le rôle dévastateur des sociétés minières qui se sont installées dans les zones rurales au cours des deux dernières décennies est attesté par des pêcheurs comme Iqbal Djurubasa. Il estime qu'elles ont eu un impact néfaste sur la cohésion sociale entre les villageois. Iqbal se souvient que, jusque dans les années 2000,

ils pratiquaient systématiquement l'entraide volontaire et désintéressée. Par exemple, lorsqu'il y avait une cérémonie de mariage, tous les habitants participaient en prêtant gracieusement les biens dont ils disposaient. Mais cette culture a commencé à s'éroder lorsque de nombreux villageois se sont mis à travailler dans les sociétés minières et ont perçu des salaires importants, raconte Iqbal.

Ce changement est allé de pair avec les transformations dans la façon de penser des gens. *«On parle d'abord argent, parce que le revenu par famille est devenu le critère. On vous dit par exemple : 'Tu reçois un salaire de l'entreprise, alors pourquoi ne peux-tu pas me donner d'argent ?' Ce n'était pas comme ça avant.»* Iqbal reconnaît à mi-mots que les villageois ont *«tendance à être commerciaux»*.

«Le gouvernement devrait ouvrir davantage son cœur pour nous voir.»

Iqbal Djurubasa,
PÊCHEUR

La compagnie Antam n'est pas la seule à extraire le minerai de nickel en Halmahera-Est. Selon les données officielles du gouvernement compilées par *Tirto.id*, au moins 14 sociétés minières opèrent dans la régence. Neuf permis d'extraction ont été signés par divers régents, un autre par le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales en 2017, deux autres par le gouverneur des Moluques du Nord en 2016. Deux autres encore sont dans le flou, à savoir Priven Lestari et Weda Bay Nickel. En moyenne, les permis expirent en 2030. Seul celui d'Antam court jusqu'en 2040. Cette société fait partie d'Industri Baterai Indonesia (IBC), un consortium de quatre entreprises publiques, les trois autres étant Mining Industry Indonesia (Mind), Pertamina [pétrole] et PLN [électricité].

Réserves abondantes. Le gouvernement [du président] Joko Widodo a confié à Antam la gestion de l'industrie des batteries de véhicules électriques sur toute la chaîne de fabrication, de l'amont à l'aval. Le 29 avril, IBC a signé un protocole d'accord avec le consortium sud-coréen de batteries LG, dont l'investissement s'élève à 9,8 milliards de dollars [8,4 milliards d'euros]. Selon le secrétaire général d'Antam, Yulan Kustiyan, dans le programme de développement de l'écosystème des batteries de véhicules électriques, la société est chargée du traitement et du raffinage du nickel, des matières premières des batteries et des kits de cellules de batterie. *«Antam s'engage à répondre aux besoins en matières premières»*, a déclaré Yulan Kustiyan dans une notification écrite à *Tirto.id*, le 4 juin.

Depuis 2019, le président Jokowi [surnom de Joko Widodo] rêve en effet que l'Indonésie devienne un centre de l'industrie des voitures électriques. *«Nous voulons que dans deux, trois ans, les dérivés du nickel puissent être transformés en batteries au lithium parce que nous avons du cobalt, du manganèse et d'autres matières premières [...] et parce que l'Indonésie est le numéro un mondial pour les réserves de nickel»*, a-t-il déclaré lors d'un forum pour les chefs d'entreprise, en novembre 2019. [L'Indonésie renferme 21 des 94 millions de tonnes des

réserve de nickel de notre planète, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS). Et 90 % du nickel indonésien sont dans les îles de Célèbes et des Moluques du Nord.

Les véhicules électriques sont vantés comme respectueux de l'environnement et capables de réduire les émissions de dioxyde de carbone, alors que la production d'électricité en Indonésie est encore largement dépendante des centrales au charbon. Ce battage médiatique est ressenti comme un mensonge en Halmahera-Est, en particulier dans le district de Maba. En mai, des résidus miniers d'Antam se sont déversés depuis la baie de Moronopo dans la mer. Le chef du service environnemental d'Halmahera-Est, Harjon Gofur, a accusé la mauvaise gestion des déchets sur la colline, dont le barrage s'est effondré. "La brèche dans un mur de rétention est un événement qui se produit fréquemment dans le monde minier, a-t-il expliqué à *Tirto.id* en mai. Mais on manque de vigilance, et lors de fortes précipitations les déchets débordent."

Depuis plusieurs années déjà, Antam tente de freiner la dégradation de l'environnement du littoral en plantant des mangroves. Selon Harjon Gofur, cette initiative n'est pas efficace, car les déchets continuent de s'écouler dans les eaux. Il a annoncé que son agence allait convier l'entreprise à une réunion au cours de laquelle il exposerait les résultats de ses investigations menées au premier trimestre 2021. "Les impacts environnementaux peuvent être de catégorie lourde ou légère. Il n'y a aucune tolérance quand ils

sont lourds. Cela affectera forcément leur licence d'exploitation."

Le secrétaire général d'Antam affirme que la société a veillé à ce que les pratiques minières respectent les politiques environnementales. "Nous nous engageons à assumer notre responsabilité sociale envers les habitants vivant autour de la zone d'opération", a-t-il déclaré à *Tirto.id*.

En attendant, comme tous les habitants de l'île, Iqbal Djurubasa ne peut s'empêcher de rire en apprenant que le nickel finira dans une batterie de voiture électrique respectueuse de l'environnement. "Autour de la mine, il n'y a pas que des gens, il y a aussi toute la nature dont nous avons besoin pour vivre : la terre, l'eau, les poissons, etc. Le gouvernement devrait ouvrir davantage son cœur pour nous voir, nous, encerclés par ces mines."

Said Marsaoly, un habitant du village de Buli, dans le même district, proteste lui aussi. Comment peut-on prétendre que les véhicules électriques sont non polluants et respectueux de l'environnement si l'extraction des matières premières pour les fabriquer saccage les zones rurales ? "Les citoyens jouissent d'un air pur et sans pollution [grâce aux véhicules électriques]. Les villageois, eux, subissent tous les effets : la mer souillée, les forêts rasées, et nous, les habitants, sommes transformés en mineurs", s'indigne-t-il.

— **Haris Prabowo**
Publié le 9 juin

Ce reportage est la deuxième partie d'une série produite dans le cadre de la formation "Journalist Fellowsea : protéger la mer avec des données journalistiques", soutenue par la Society of Indonesian Environmental Journalists (SIEJ) et l'ONG EcoNusa.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

"Les minerais, un casse-tête européen".

Environ 98 % des terres rares utilisées en Europe proviennent de Chine. Une situation de dépendance qui encourage Bruxelles à lorgner le sous-sol du Vieux Continent. Un article du journal *Le Temps* à retrouver dans le n° 1613 de *Courrier international* et sur notre site.

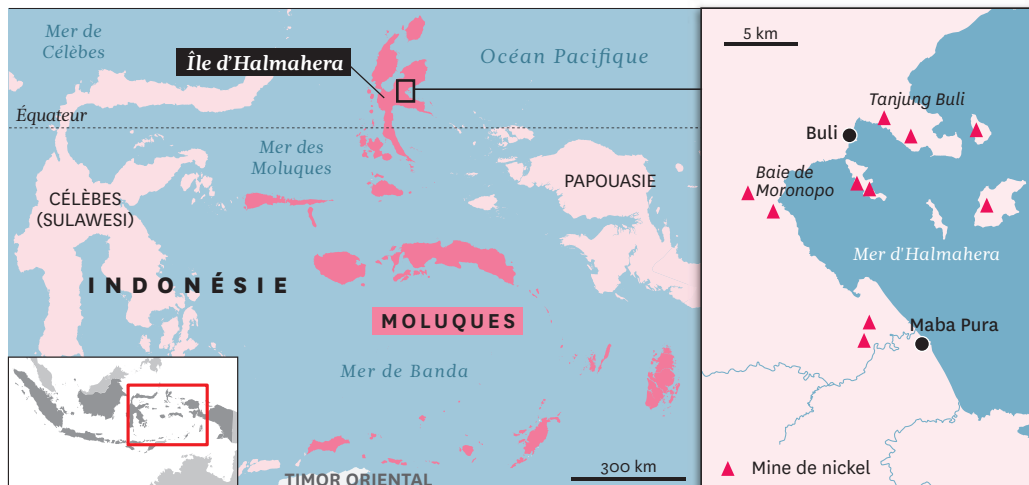
SOURCE



TIRTO.ID

Jakarta, Indonésie
tirto.id

Fondé en 2016 à Jakarta, *Tirto.id* est un média en ligne de référence reconnu pour le sérieux de ses reportages et de ses infographies. *Tirto* signifie "eau" en javanais, la langue la plus parlée en Indonésie après la langue nationale qu'est l'indonésien. Les fondateurs du média expliquent : "L'eau coule, remplit les recoins les plus sombres, tout en restant claire et en éclairant les profondeurs. L'eau est toujours nécessaire. Telles sont les qualités du journalisme auquel nous aspirons."



LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

La prescience de "Dune" et la lanceuse d'alerte

Dune, le mégafilm de Denis Villeneuve, fait un tabac sur les écrans américains, mais **Wired** rappelle que le livre dont il est tiré, le chef-d'œuvre de science-fiction de Frank Herbert, publié en 1965, fait toujours le bonheur d'un groupe particulier de lecteurs : les agents de la CIA et la foule des analystes des douze agences de renseignement américaines. Pour une simple raison : l'œuvre, bourrée de génie et de superpuissances interstellaires acharnées à occuper de lointaines planètes désertiques, offre la description la plus prémonitoire et la plus pertinente qui soit des conflits d'Irak et d'Afghanistan, et de leur issue : la défaite des géants technologiques contre, oui, des vers de terre géants et carnassiers, mais surtout contre "des autochtones spartiates" adeptes des embuscades et de la "guerre asymétrique". *Dune*, selon l'article, est un programme des lectures obligatoires dans certaines classes d'écoles militaires.

Révélation

Une étoile est née, au soir du dimanche 3 octobre. Dans *60 Minutes*, l'émission phare de CBS, Frances Haugen, une cadre âgée de 37 ans, s'est démasquée comme la lanceuse d'alerte qui torture depuis des mois son ex-employeur, Facebook. C'est elle, selon les commentaires de **CNN**, qui aurait vraisemblablement nourri ses révélations l'enquête-fleuve du **Wall Street Journal** sur les travers du roi des réseaux sociaux, et prouvé par la diffusion de pages de documents internes que Mark Zuckerberg connaît la responsabilité de son modèle d'entreprise dans la crise de la désinformation qui secoue les États-Unis.

Instakid enterré

On ne s'étonne pas, dans ce climat délétère, que Facebook ait décidé d'abandonner son projet controversé d'Instagram pour enfants, allègrement pilonné par les élus du Congrès. Le **New York Times** tente de discerner un débat d'idées lisible dans cette guerre contre la toute-puissance de la Big Tech. Les parents s'inquiètent de la hausse dramatique des suicides d'adolescents depuis quatre ans, et incriminent les harcèlements en ligne autant que l'effet apparemment désastreux des réseaux sociaux comme Instagram sur le psychisme des jeunes filles. Leur image corporelle en serait perturbée et amoindrie, provoquant anxiété et dépression, affirme un rapport interne divulgué par la fameuse Frances Haugen. En mai, une lettre cosignée par les autorités judiciaires de 44 États américains demandait à Mark Zuckerberg d'arrêter le projet "Instagram Kids". C'est chose faite.

Retour en arrière

Le **Washington Post** suit le grand retour des salariés dans les entreprises après dix-huit mois à la maison, et il révèle leur déception. Même au bureau, ils sont toujours contraints de télétravailler sur Zoom ou Team. Les employeurs ont réduit les budgets voyage et maintenu le télétravail pour beaucoup de leurs collègues. Ils utilisent aussi la vidéo pour des réunions entre employés présents dans le même bâtiment, par crainte d'une contamination par le vilain variant Delta. Zoom a connu cette année une croissance de 54 % de son chiffre d'affaires, un chiffre moindre que les 151 % enregistrés au cœur de la pandémie, mais toujours édifiant sur la longue, très longue sortie de l'ère Covid-19. —

360



MAGAZINE

J'ai voulu conquérir Instagram	• Réseaux sociaux	62
Freda, la force gracile	• Cinéma	63
Squid Game, un succès venu de Corée	• Série	64
Rejouons la bataille de Lépante	• Histoire	66
Judith Butler, philosophe féministe	• Entretien	68

LE KOWEÏT, ses paradis artificiels

Quand il est arrivé au Koweït, en 2019, Gabriele Ceconi a littéralement eu l'impression de débarquer sur une autre planète. *"Je revenais d'un reportage auprès des Rohingyas vivant dans l'un des plus grands camps de réfugiés du monde, au Bangladesh"*, explique-t-il depuis Pérouse, où il vit. Désireux de travailler sur un projet au long cours, le photographe cherchait un lieu où observer la façon dont *"le monde extérieur influe sur la vie intérieure"* et où *"le réel et l'imaginaire s'entrecroisent"*. La pétromonarchie n'a pas déçu ses attentes.

"La première guerre du Golfe, au début des années 1990, a été la première guerre télévisée. On parlait alors beaucoup du Koweït. Mais le pays est ensuite sorti de l'actualité. C'est également pour cette raison que j'avais envie de venir voir ce qu'il s'y passe", précise-t-il. L'Italien a passé au total quatre mois sur ce territoire grand comme à peu près deux fois la Corse. Des séjours qui se sont succédé jusqu'au début de la pandémie de Covid-19 et au cours desquels il s'est parfois cru dans un film. *"Comme ce jour où je marchais dans un parking et où je suis tombé sur des voitures de luxe enveloppées dans des bulles de plastique, probablement pour les protéger du sable du désert. On pourrait croire qu'il s'agit d'une mise en scène, mais non! Beaucoup des photos que j'ai prises ont l'air fausses, alors que je n'ai rien eu à faire. Je travaillais avec un dispositif minimal : je n'avais souvent qu'à*



me mettre devant mes sujets et à m'effacer le plus possible pour capturer cette atmosphère d'artificialité."

Comme une mise en abyme de la dimension surréaliste du pays vu par un étranger, le travail de Gabriele Ceconi contient aussi des images de tournages – tournages de fictions, mais aussi de vidéos satiriques, dont il explique qu'elles sont tolérées par un régime réputé plus libéral que ses voisins du Golfe. Le photographe le souligne : le Koweït est un grand pourvoyeur de séries. C'est là que sont produits une bonne partie des feuilletons traditionnellement diffusés au moment du Ramadan.

À travers ces décors, réels ou de cinéma, ce sont les paradoxes intimes des Koweïtiens que cherche à capter les images de Ceconi. D'après son analyse, les nationaux – on estime que 70 % des 4,5 millions d'habitants

de ce pays sont des travailleurs immigrés, pour la plupart originaires d'Asie ou d'autres pays arabes – se sentent *"perdus"*. *"Ils sont tiraillés entre, d'un côté, les valeurs traditionnelles de l'islam et, de l'autre, le capitalisme qui produit une vision matérialiste du monde."*

"La présence très marquée des États-Unis dans le pays" se traduit, selon lui, de manière parfois inattendue. Ainsi, *"les gens, femmes comme hommes, sont obsédés par la chirurgie esthétique : il existe de nombreuses cliniques où l'on se fait faire des liftings, réduire l'estomac ou ajouter des cheveux"*, rapporte-t-il. Le Koweït est aussi l'un des pays qui compte la plus grande concentration de salles de gym. Le body-building est très populaire, et il n'est pas rare que ses pratiquants prennent des stéroïdes, alors que ces substances sont bien entendu interdites. Tout comme il est interdit de consommer de l'alcool, mais possible de *"se procurer des bouteilles de whisky à 300 dollars au marché noir"*.

Autant de décalages qui peuvent, selon Ceconi, *"être à l'origine de dépressions et de névroses : un sentiment de vide intérieur qui trouve parfois son exutoire dans un consumérisme exacerbé"*. Villas extravagantes, bijoux hors de prix, écuries de pur-sang... La richesse de certains est telle, dans ce pays qui vit du pétrole, qu'il *"leur est possible de tout s'offrir"* – sans limites ou presque.

— **Courrier international**

↗ Au club Oxygen Gym, à Koweït, la capitale. Le culturisme est très populaire dans le pays.

→ À l'intérieur d'un magasin spécialisé dans les bijoux pour bébés, à Koweït.





Le photographe

Né en 1985, Gabriele Cecconi a d'abord étudié le droit, avant de se tourner vers la photographie. Il a publié dans des magazines italiens comme *L'Espresso*

et *Internazionale*, mais aussi étrangers (*The Caravan*, *GUP Magazine*). Il a remporté, en août 2021, le prix Photo de la Fondation

Yves Rocher, décerné en partenariat avec le Festival international de photojournalisme de Perpignan, Visa pour l'image.

Le photographe italien Gabriele Cecconi a arpenté durant plusieurs mois ce petit État du golfe Persique. Il y a capturé des scènes souvent surréalistes, qui donnent l'impression de se trouver dans un décor de film.





↑ Une visiteuse s'essaie à un simulateur de vol spatial au musée des Sciences et de la Technologie de Koweït.

↗ Une vente de hamburgers à emporter dans la région de Subiya (nord du Koweït), en marge des célébrations de la fête nationale.



↑ Sur le tournage d'une vidéo satirique montrant un homme politique qui promet à ses électeurs quatre femmes en échange de chaque voix en sa faveur. L'équipe a un temps suspendu la diffusion de ses vidéos sur YouTube, à la suite de pressions de la part des autorités.

→ Visite d'une ferme à Abdali, à la frontière avec l'Irak. Les terres agricoles représentent à peine plus de 8 % du territoire du Koweït, selon la Banque mondiale.





GABRIELE CECCONI / PARALLELOZERO

↖ Un haras de Wafra (sud du Koweït), avec en arrière-plan une imitation du Colisée de Rome. Le pays est un gros exportateur de pur-sang arabes.

↑ Au départ d'une course de dromadaires au Camel Racing Club. Les animaux sont montés par des robots contrôlés à distance par leurs propriétaires.

↗ Des voitures stationnées sur le parking d'un centre commercial de Koweït.

plein écran.



↓ Le compte créé par Jan Lee est aujourd'hui fermé.
Photos Namedforjan/Instagram



—The Straits Times *Singapour*

La veille de la séance de photo, panique totale. J'avais bourré mon sac avec dix tenues différentes, deux paires de chaussures, un sac en paille et une ombrelle, mais je savais que j'avais oublié un truc. Ah oui ! un tapis de pique-nique. Sans ce tapis, impossible de reproduire la photo que j'avais repérée sur Instagram, où une jeune femme se prélassait sur la pelouse du Marina Barrage [en plein cœur de Singapour], avec des sandales de marque et un sac griffé.

Ça faisait une semaine que je m'étais donné trente jours pour devenir une influenceuse à 5 000 followers, un projet dans le cadre d'une enquête pour le *Straits Times* [qui a donné lieu à cet article]. Au bout de quelques jours, il est devenu évident qu'avec ma vie quotidienne des plus ennuyeuses, poster des photos de moi au moins tous les deux jours allait être compliqué sans une nouvelle garde-robe, une nouvelle personnalité et une nouvelle vie, et de vraies séances photos. Le lendemain, je partais en expédition avec un photographe dans les coins et les cafés les plus instagrammables de Singapour.

J'ai commencé par commander un toast à l'avocat et non aux champignons, parce que je me suis dit que la couleur verte rendrait mieux en photo. Huit heures plus tard, au rythme d'un changement de tenue par heure, le stagiaire qui me faisait office de photographe avait des centaines de photos de moi dans son téléphone. Et, à la fin de la journée, il m'a déclaré solennellement : "Jamais je ne sortirai avec une influenceuse."

Inutile de dire que c'était la journée la plus fatigante de ma carrière. Même si j'imaginai bien que devenir influenceuse n'allait pas être une partie de plaisir. Avant le shooting photo, j'avais discuté avec Sheryl Ho (@sherbabes), une influenceuse de 26 ans qui compte environ 16 000 followers sur Instagram. Même un simple cliché d'elle dans son canapé chez elle nécessite une

J'ai voulu conquérir Instagram

Une journaliste de Singapour s'est mise dans la peau d'une influenceuse pendant un mois. Elle relate ses tentatives pour gagner des abonnés.

mise en scène soignée – des bougies de différentes hauteurs pour créer de la profondeur, des coussins pour remplir les espaces vides et plusieurs tentatives pour se positionner parfaitement au centre du canapé. Pour un seul post, elle prend une cinquantaine de photos, fait de petits ajustements toutes les dix photos, et ensuite elle utilise un logiciel professionnel pour un rendu parfait. Ensuite il y a la pose, qui est capitale. J'ai appris à montrer mes genoux, à croiser les jambes selon un certain angle, les pieds tendus et rejetés discrètement en arrière pour allonger mes 147 centimètres.

Tactiques. Quand je lui ai demandé le secret d'une pose particulièrement compliquée où on la voit suspendue à un mur d'escalade, le sourire rayonnant et les cheveux retombant en cascade sur le dos, elle m'a répondu : "Tout est question de motivation et de ténacité. Il faut jouer le jeu même si vos abdos vous font un mal de chien."

Après avoir réglé la question des photos de mon compte Insta, il me fallait des followers. Mais toutes les personnes que j'ai rencontrées pour ce projet – des responsables d'agence de marketing numérique

aux influenceurs – m'ont dit qu'à moins de faire le buzz, il était quasiment impossible d'obtenir 5 000 abonnés en un mois sans acheter de faux followers. D'après la youtubeuse et influenceuse historique Xixue, 37 ans, également connue sous le nom de Wendy Cheng, il est difficile de créer un compte qui ait du succès en si peu de temps. Elle m'a suggéré d'avoir recours à des tactiques éprouvées pour développer ma communauté – me dénuder un peu plus, par exemple. Ou sortir avec une célébrité. Pas vraiment mon genre.

Je me suis donc tournée vers l'achat de faux followers. J'étais curieuse de savoir si ça marchait vraiment. J'ai découvert qu'il y avait un nombre impressionnant de sites qui fournissaient des abonnés, des commentaires et des likes – à condition d'y mettre le prix. J'ai opté pour un site qui demandait 49,99 dollars [42 euros] pour 5 000 followers. J'ai entré mon identifiant Instagram et les détails de ma carte de crédit et, en quelques secondes, des notifications sont apparues sur mon téléphone pour m'avertir de mes nouveaux followers.

Bien sûr, ils semblaient tous extrêmement suspects – des noms avec des caractères

cyrilliques, des profils avec les mêmes photos, sans légende ni like – mais mon nombre de followers augmentait enfin. Le lendemain, j'étais passé de 70 et quelques followers à 5 000. Objectif atteint. Pourtant, aucun d'entre eux n'a montré d'intérêt envers mes photos. Pour mon dernier post, je n'avais récolté que 17 likes et pas un seul commentaire, et encore, la plupart des likes provenaient de collègues et d'amis pour m'encourager. J'ai dû dépenser 12,50 dollars [10,55 euros] supplémentaires pour obtenir 1 000 likes, répartis sur 10 messages, et 6,99 dollars [5,90 euros] pour 50 commentaires répartis sur 5 messages. Qui aurait cru que faire semblant coûterait aussi cher ?

Évidemment, les nouveaux messages publiés ensuite n'ont pas bénéficié des faux commentaires, ce qui a entraîné une disparité évidente dans l'engagement [interaction des abonnés avec le contenu diffusé] de mes posts. Pour dire les choses simplement, il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir que mon "influence" était artificiellement manipulée. Selon Hannes Santana, responsable de la croissance chez Affable.ai, une agence spécialisée dans le marketing d'influence, gonfler son audience sur les réseaux sociaux est facile. Mais pour devenir réellement un influenceur et se voir proposer du maquillage et des séjours gratuits ainsi que des collaborations rémunérées, il faut toucher le bon public.

Et d'expliquer : "Cela coûte très cher de créer un profil qui ait l'air authentique et qui touche son public. Si je veux créer un compte qui a de l'influence sur les jeunes femmes de Singapour, je dois non seulement acheter de faux followers qui soient des jeunes femmes de Singapour, mais je dois aussi m'assurer que les commentaires, les likes et le nombre de vues proviennent de ce même groupe démographique. Ce n'est pas impossible, mais c'est beaucoup de travail. Et c'est difficile à tenir dans le temps." En tant que Singapourienne avec des followers principalement masculins

CINÉMA

Freda, la force gracile

L'héroïne haïtienne du film de Gessica Génés, en salle le 13 octobre, refuse de quitter son pays plongé en plein chaos.

de Turquie, je n'ai pas vraiment attiré l'attention des marques.

Et donc au bout de trente jours, j'avais dépensé presque 100 dollars de ma poche, et encore plus pour manger au restaurant et poser avec ma nourriture, sans résultats. Être un influenceur n'est pas aussi facile qu'on le croit. Les gens se moquent d'eux et les méprisent souvent, comme me l'a confié Cheng, parce qu'ils ont l'impression que le travail des influenceurs consiste à passer ses journées sur les réseaux sociaux. "Or créer un contenu intéressant, c'est un talent à part entière, mais c'est moins concret que de savoir chanter ou jouer très bien du piano", explique-t-elle. Pour être un influenceur, et surtout un influenceur à succès, il faut beaucoup de travail, du talent et du charme.

Valeur ajoutée. Les influenceurs doivent savoir se mettre en scène, poser devant l'appareil et ensuite retoucher toutes leurs photos ; ils doivent avoir l'air naturel et sincère devant la caméra lorsqu'ils s'adressent à leur communauté ; et ils doivent publier régulièrement des messages pour maintenir l'intérêt de leurs abonnés. Certains d'entre eux font tout cela en plus de leur métier, parfois très prenant. L'un des influenceurs que j'ai rencontrés, Edwin Hung, 33 ans (@edwin871126), est aussi architecte. Les marques sont des entreprises à but lucratif qui ne vont pas offrir des produits gratuits ou des collaborations rémunérées pour rien. Elles attendent en échange que les influenceurs apportent une valeur ajoutée à leur marque en tant que spécialistes du marketing numérique et qu'ils persuadent les internautes d'acheter leurs produits.

Personnellement, j'ai décidé que le statut d'influenceur n'était pas pour moi. L'idée même que des gens puissent critiquer ce que je mange, ce que je porte et de quoi j'ai l'air me plonge dans l'angoisse. Ces trente jours ont été très enrichissants, mais je suis heureuse de retomber dans l'anonymat sur les réseaux sociaux.

— Jan Lee

Publié le 12 juin



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"La personne à suivre". Chaque lundi matin dans le Réveil Courrier et sur notre site, découvrez le portrait d'une influenceuse ou d'un influenceur raconté par la presse étrangère.

A la 74^e édition du Festival international du film de Cannes, une femme noire est venue d'Haïti, première république noire du monde, pour faire la fierté de son peuple", s'enthousiasme **Le Nouvelliste**. En juillet dernier, 217 ans après que l'ancienne colonie française de Saint-Domingue a conquis son indépendance et pris le nom de "Haïti", Gessica Génés était sur la Croisette pour présenter son film *Freda*, projeté dans la section Un certain regard. Dans l'histoire du festival, c'est la deuxième fois seulement, après Raoul Peck en 1993 (pour *L'Homme sur les quais*) qu'un réalisateur haïtien avait les faveurs d'une sélection officielle.

Pour son passage sur tapis rouge, la cinéaste de 35 ans avait adopté "un look afro", relève encore **Le Nouvelliste**, qui commente : "Porter ses cheveux crépus sur la Croisette, c'était significatif pour une réalisatrice noire dans un festival où les personnes de couleur se comptent sur les doigts d'une main." Cela rentrait aussi dans le message envoyé aux jeunes Haïtiennes "d'origine modeste comme elle", ajoute le journal : "On n'est jamais trop pauvre pour nourrir de grandes ambitions, comme se retrouver un jour au plus grand rendez-vous du cinéma mondial, portant sur ses épaules un film réalisé en Haïti, par une Haïtienne, et joué par des Haïtiens."

Pour son premier long-métrage de fiction, "une réalisation qui tient de l'exploit si on tient compte de l'état moribond du cinéma national", souligne **Le Nouvelliste**, Gessica Génés s'est en partie inspirée de son histoire pour raconter celle de Freda (Néhémie Bastien, magnétique), une jeune étudiante en anthropologie de Port-au-Prince. Celle-ci vit avec sa mère Jeannette (Fabiola Rémy), sa sœur Esther (Djanaïna François) et son frère Moïse (Cantave Kervern) dans un quartier populaire de la capitale. Les enfants aident leur mère à tenir une petite échoppe de rue, installée à l'avant de leur minuscule maison délabrée.

"Individuellement et collectivement, la famille de Freda reflète les défis qui sont ceux d'Haïti aujourd'hui", analyse le magazine spécialisé **Screen**. À travers Freda et sa famille, Gessica Génés brosse le tableau d'un pays miné par la violence de gangs surarmés et la corruption, broyé dans un cycle infernal qui s'est encore aggravé, cet été, avec l'assassinat du président

Jovenel Moïse et un nouveau séisme meurtrier. "Quand votre pays natal sombre dans le chaos, restez-vous ou fuyez-vous? Tel est le dilemme de l'héroïne", résume la publication britannique.

Dans la société que met en scène la réalisatrice, les hommes brillent par leur absence, qu'ils aient quitté le pays ou qu'ils se défilent. "Le film met en lumière l'oppression que subissent les femmes, dans ce pays où la beauté est un trophée que peuvent s'offrir les hommes puissants, où l'éducation est considérée comme un luxe inutile et où le changement ne peut venir que des femmes, à condition qu'elles rompent avec la tradition et ne se conforment pas à ce qu'on attend d'elles", ajoute **Screen**. Une voie que Freda tente de suivre. Tandis que sa sœur Esther s'applique des crèmes blanchissantes et tente de séduire un homme fortuné qui pourrait les faire vivre, elle et les siens, la jeune femme affiche "sa détermination à remettre en cause les réalités quotidiennes d'un pays à la merci de politiques corrompus, des gangs et d'un héritage colonial qui cherche à effacer leur langue, leur culture et leur identité", souligne le magazine.

Déjà connue en Haïti en tant qu'actrice, chanteuse et réalisatrice de documentaires, Gessica Génés est repartie de Cannes avec le prix François-Chalais, qui récompense chaque année un film qui reflète les valeurs du journalisme et traduit au mieux la réalité du monde. Une juste récompense pour un film lumineux et vibrant, "tout en contrastes et fulgurances", ainsi que le décrit **Screen** : "Les scènes devant le magasin familial, qui déborde sur la rue aux façades de couleurs vives, ont un côté statique et théâtral, tandis que d'autres passages, dans les rues de Port-au-Prince, par exemple, ont l'urgence du documentaire."

Avec *Freda*, tourné en créole, Gessica Génés s'impose comme un talent à suivre, "une promiseuse", selon **Le Nouvelliste**. Au nom de tous les Haïtiens, le quotidien s'exclame : "Le succès [du film] est une bouffée d'oxygène que nous apporte l'artiste en cette période troublante de la vie nationale."

— **Courrier international**

Courrier international est partenaire de ce film.



Revue de presse

LE SALON DES GRANDES ÉCOLES

SAGE

9 & 10 OCTOBRE 2021

10H - 18H AU PARC FLORAL DE PARIS, 12^e

DU 9 AU 15 OCTOBRE 2021

EN LIGNE

LE RENDEZ-VOUS POUR CHOISIR TON ORIENTATION !

Conférences *Le Monde* • Coaching
• Lives • RDV personnalisés

INSCRIPTION GRATUITE
SAGE.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde | L'OB | Télérama | Courrier international

← Dans *Squid Game*,
les joueurs gagnent ou meurent.
Photo Youngkyu Park/Netflix



—Hankyoreh Séoul

C'est le jackpot! Vu le succès rencontré par *Squid Game* [*Ojingeo Geim* en version originale], d'aucuns estiment même les recettes supérieures [pour la plateforme Netflix] au gros lot de 45,6 milliards de won [environ 33 millions d'euros] dont il est question dans cette fiction sud-coréenne en neuf épisodes, mise en ligne le 17 septembre dernier. Cette série originale a été écrite et réalisée par Hwang Dong-hyeok. Lee Jung-jae et Park Hae-soo [deux acteurs connus en Corée du Sud] y tiennent deux des rôles principaux. Le programme met en scène des personnages acculés, certains croulant sous les dettes, par exemple, qui participent à un jeu où ils risquent leur vie dans l'espoir de remporter une récompense exceptionnelle.

La série est arrivée en tête des audiences sur Netflix en Corée du Sud, et ce, sans surprise, vu l'attente qu'elle avait suscitée. L'engouement qu'elle produit dans d'autres pays est plus surprenant. D'après le site de classements des contenus en streaming Flix Patrol, *Squid Game* [occupait encore au début d'octobre] la première place dans la catégorie "Divertissements télévisuels sur Netflix". Une première pour une série dramatique coréenne.

Plus précisément, *Squid Game* est arrivée en tête dans 66 pays étrangers, dont les États-Unis, le Japon, la Thaïlande, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite ou encore le Maroc. Son succès aux États-Unis, le cœur du marché, est particulièrement significatif. Sur Rotten Tomatoes, site dédié à l'évaluation des productions audiovisuelles, *Squid Game* est plébiscitée par les [neuf] critiques qui ont donné leur avis, ainsi que par 87 % des spectateurs

“Squid Game”, le jeu en vaut-il la chandelle ?

Cette série sud-coréenne, diffusée par Netflix, connaît un succès mondial. Vaut-elle une telle popularité ? Dans son pays d'origine, certains contestent son originalité.

ordinaires. Un site similaire, IMDb, lui octroie 8,3 sur 10, une note assez remarquable, 28,4 % des participants ayant accordé 10 sur 10.

En Corée du Sud, l'opinion semble cependant plus partagée. Certains ont apprécié cette version coréenne d'un récit de *death game* ["jeu de la mort"], genre peu pratiqué dans le pays ; elle a réussi à les toucher, d'une part en leur rappelant les différents jeux de leur enfance, et de l'autre en mettant en scène des histoires individuelles émouvantes. La critique de films Kim Hyo-jong commente : "Le concept n'est pas original, mais ce sont les personnages qui changent tout. Le choix de marginaux comme protagonistes – travailleur immigré, réfugié nord-coréen, personne âgée, etc. – mérite d'être salué." Nombreux sont ceux que la série a fait réfléchir au sens de la justice, dans une société contemporaine caractérisée par la compétition poussée à l'extrême, où chacun est invité à piétiner les autres pour réussir.

En revanche, d'autres sur les réseaux sociaux reprochent à *Squid Game* d'imiter plusieurs histoires existantes : les films japonais *Kamisama No Iu Tôri* [l'adaptation,

inédite en France, par Takashi Miike du manga d'horreur *Jeux d'enfants*] et *Battle Royale* [de Kinji Fukasaku, sur un violent jeu de survie conçu pour discipliner des adolescents], ou encore le manga nippon *Tobaku Mokushiroku Kaiji* [une célèbre saga de Nobuyuki Fukumoto sur les jeux de hasard, non traduite en français]. Par ailleurs, la série s'attarderait trop sur des histoires individuelles au détriment du rythme de l'ensemble. Certains acteurs qui surjouent, des dialogues un peu rebattus, le personnage féminin qui se sert de ses charmes physiques pour atteindre son objectif... autant d'aspects qui ont choqué les internautes. Les avis négatifs semblent provenir d'habités du genre dont les goûts ont été formés à travers des films étrangers. Ils reprochent à la série coréenne une double impression de déjà-vu, à savoir un concept qui n'est pas original et le côté sentimental qui, lui, est typiquement coréen.

Mais c'est justement ce cocktail qui a contribué à l'attrait de la série aux yeux des spectateurs étrangers. Les codes du genre rendent celle-ci facilement accessible et, en même temps, les drames individuels et les

Repères

Un scénario mortel

Seong Gi-hun, le héros de *Squid Game*, est un père quadra divorcé. Jouant de malchance, très endetté, il accepte, avec 455 autres hommes et femmes, de participer à une étrange compétition. Un pactole est à gagner, en disputant des jeux innocents en apparence (1,2,3 soleil, jeu de billes...). Mais les perdants sont tués par des soldats masqués. Le jeu peut, en principe, être interrompu à tout moment, si la majorité des concurrents vote pour.

Un succès colossal


Mise en ligne le 17 septembre, *Squid Game* bat des records d'audience dans de nombreux pays. À tel point que Netflix, qui à son habitude n'a pas divulgué de chiffres précis, assure que la série pourrait être le plus grand succès de l'histoire de la plateforme. Pour le quotidien britannique **The Guardian**, elle entre en résonance avec "notre peur, après les vagues de confinement, de renouer avec la course effrénée à la réussite".

dispositifs visuels très colorés qui symbolisent l'univers enfantin lui confèrent une originalité. Les éléments du décor, réels pour la plupart, comme le dortoir doté de 456 lits, un escalier rose, un immense terrain de jeu, avec un recours minimal aux images de synthèse, attirent l'attention. "Si les spectateurs étrangers s'enthousiasment tellement devant *Memories of Murder* de Bong Joon-ho [un célèbre polar sorti en 2003], c'est que le film modifie légèrement et subtilement les codes du thriller. C'est un peu la même chose pour *Squid Game*", explique Kim Hyo-jong.

S'ajoute à cela la rencontre entre la plateforme mondiale Netflix et le contenu de la série. "Les produits les plus populaires sur Netflix sont des films ou séries de genre, accrocheurs et divertissants. Le succès de *Squid Game* permettra au secteur coréen de comprendre ce qui marche sur la scène internationale. Il est très important de tenir compte de la nature de chaque plateforme", déclare un professionnel, mettant toutefois en garde contre la multiplication de produits similaires.

—So Jong-min

Publié le 25 septembre



LES SOURIRES,
LES LARMES
LES POUR, LES CONTRE
LES PAS POUR, LES PAS CONTRE
LES PETITES HISTOIRES,
LA GRANDE HISTOIRE

Écouter

CE QU'ON NE SAVAIT PAS,
CE QU'ON NE SAVAIT QUE TROP
LA RÉVOLTE DE LA NATURE,
LA NATURE DES RÉVOLTES
NOS ENFANTS
NOTRE CORPS
NOTRE CŒUR

LES AUTRES.

LE POUVOIR DE L'ÉCOUTE

Europe 1

histoire.



Et si l'Empire ottoman avait remporté la bataille de Lépante ?

1571 — Méditerranée

Il y a quatre siècles et demi, un affrontement titanesque entre les flottes turque et chrétienne a décidé du sort de l'Europe occidentale.

↑ La bataille de Lépante peinte par un artiste non identifié du XVI^e siècle. National Maritime Museum, Londres/ Wikimedia

— **El País** (extraits) Madrid

L'uchronie, telle que la définit le dictionnaire de l'Académie royale d'Espagne, est "la reconstruction de l'histoire à partir de données hypothétiques". Ce qui revient par exemple à se demander où en serait le monde si Hitler avait gagné la Seconde Guerre mondiale ou si Napoléon l'avait emporté à Waterloo. Le 7 octobre 2021 marque les 450 ans de la bataille de Lépante. Un gigantesque combat naval entre les galères de la Sainte-Ligue – coalition formée par l'empire espagnol de Philippe II, les États pontificaux, les républiques de Venise et de Gênes, ainsi que divers ordres militaires – et

l'Empire ottoman de Selim II, à la tête d'une redoutable armée. L'affrontement inévitable entre les puissants empires espagnol et turc allait avoir lieu en Méditerranée et serait l'une des batailles les plus sanglantes de l'histoire. Cervantès, le manchot de Lépante, l'a qualifiée de "plus grand événement qu'aient vu les siècles".

Pendant les quatre heures qu'a duré le combat, près de 500 galères et environ 160 000 hommes se sont affrontés au large des côtes de la ville grecque de Naupacte (Lépante). Bilan : plus de 200 bateaux coulés, brûlés ou arraisonnés, 12 000 galériens espagnols libérés et quelque 46 000 combattants morts ou grièvement blessés, principalement du côté turc. Que se serait-il donc passé en cas de victoire de la Sublime Porte ? Cette question a toujours suscité un débat nourri entre historiens et analystes géopolitiques.

Au XVI^e siècle, les Ottomans règnent sans partage sur l'est de l'Europe. Cet empire en expansion – qui s'étendait depuis l'actuelle Algérie jusqu'à l'Oural en passant par l'Arabie et les portes de Vienne – menace d'envahir tout le continent européen. Le royaume de Chypre est le dernier des États fondés par les chrétiens depuis le XI^e siècle en Méditerranée orientale. Selim II en assiège la capitale, Nicosie, et la prend en 1570. Il compte ensuite envahir les territoires adriatiques de la république de Venise, en pleine décadence ; de là, il pourrait pousser jusqu'à la Ville éternelle... Voilà qui va mettre le feu aux poudres. Le pape Pie V réagit en créant une coalition militaire, la Sainte-Ligue, à laquelle la France et l'Angleterre ne se rallient pas, car une défaite espagnole servirait leurs ambitions sur le continent.

Cette victoire a permis de prolonger la présence militaire de l'Espagne dans le nord de l'Europe.

Le 7 octobre 1571, dès l'aube, les deux flottes sont face à face. La victoire chrétienne sera écrasante, et jusqu'à un certain point inattendue. En effet, à peine trente ans auparavant, à Prévéza (Grèce), l'Empire ottoman a infligé une défaite cuisante à l'escadre de l'amiral Andrea Doria, l'un des meilleurs marins au service de l'empereur Charles Quint.

Les historiens sont au moins d'accord sur un point : la défaite des Ottomans à Lépante a permis d'arrêter leur avancée en Méditerranée occidentale, même s'ils conservent leurs positions en Afrique du Nord, au moyen d'alliances avec les corsaires barbaresques. Quoiqu'il en soit, cette victoire aura un retentissement immense dans toute la chrétienté.

Un tournant historique. La plupart des historiens militaires s'accordent à dire que la bataille de Lépante a eu pour effet d'empêcher l'invasion de l'Espagne et de l'Italie, y compris Rome. José Cánovas, colonel d'infanterie de marine et secrétaire de l'Institut [espagnol] d'histoire et de culture navale, estime que l'Espagne et le Portugal seraient devenus "l'équivalent des Balkans actuels, avec des républiques comme la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et le Kosovo". Mais surtout, cette victoire apporte une légitimité morale à Philippe II, ce qui l'encourage à mener de futures opérations, telle la tentative d'invasion de l'Angleterre avec l'Invincible Armada en 1588, comme le souligne l'historien turc Hüseyin Serdar Tabakoglu. Avoir vaincu les Ottomans à Lépante a évité au monarque de devoir déplacer ses troupes de Flandres vers l'Espagne pour défendre la péninsule d'une invasion turque, selon l'amiral Juan Rodríguez Garat. Résultat : cette victoire a permis de prolonger la présence militaire de l'Espagne dans le nord de l'Europe.

Miguel Ángel de Bunes, professeur à l'Institut d'histoire du Conseil supérieur de la recherche scientifique (Madrid), pense qu'en cas de victoire, les Ottomans n'auraient obtenu que le contrôle de la Méditerranée, dans la mesure où ils ne possédaient pas les moyens nécessaires pour un débarquement. Mais indépendamment de ses répercussions stratégiques, la bataille de Lépante a représenté un tournant historique.

Idris Bostan, professeur d'histoire à l'université d'Istanbul, estime pour sa part que les conséquences de cet affrontement n'ont jamais été suffisamment étudiées, ou alors à partir de points de vue nationaux distincts. Ce qui n'a aucun sens au regard de l'histoire, même si cela peut se comprendre politiquement. Lépante constitue en effet une référence pour divers mouvements idéologiques, tant en Espagne qu'en Turquie. "Quand l'Union européenne dit non à l'entrée de la Turquie [au début des années 2000], celle-ci se rebelle et décide de réaffirmer sa présence politique à Chypre, en Grèce, en Roumanie, en Moldavie, en Syrie", conclut Manuel Gazapo, directeur de l'Observatoire international de la sécurité.

— **Vicente G. Olaya**
Publié le 26 septembre

Le rendez-vous des Echos dédié à l'économie des start-up.

Chaque jour sur lesechos.fr, suivez l'actualité :
Innovations • Levées de fonds • Portraits exclusifs
• Tendances et évolution du monde des start-up



Pour ne rien manquer de cette actualité,
inscrivez-vous aussi à la newsletter quotidienne Start-up.

newsletters.lesechos.fr



Les Echos
Prenez un temps d'avance

l'entretien.



“Il faut repenser la catégorie ‘femmes’”

—Judith Butler

—The Guardian Londres

THE GUARDIAN Trente et un ans ont passé depuis la sortie de *Gender Trouble* [*Trouble dans le genre*, paru aux éditions La Découverte en 2005]. Quel était l'objectif de ce livre ?

JUDITH BUTLER Je voulais écrire une critique des postulats hétérosexuels qui imprègnent le féminisme, mais finalement je me suis plutôt concentrée sur les catégories de genre. Être une femme n'a pas le même sens d'une décennie à l'autre, par exemple. La catégorie “femmes” est flexible, elle évolue, et c'est nécessaire. D'un point de vue politique, si l'on veut garantir plus de libertés aux femmes, il faut repenser la catégorie “femmes” pour y inclure les nouvelles formes d'identité. Le sens historique du genre évolue à mesure que les normes sont réaffirmées, rejetées ou renouvelées.

C'est pourquoi nous ne devrions pas être surpris de voir la catégorie “femmes” s'élargir pour accueillir les femmes trans, ni nous opposer à cette intégration. Et puisque nous sommes aussi en train d'imaginer de nouvelles formes d'avenir pour la masculinité, nous devrions nous tenir prêts à découvrir ce que les hommes trans feront de la catégorie “hommes”, et nous en réjouir.

Trouble dans le genre s'articule autour de la notion de “performativité du genre”, une vision du genre qui fait encore polémique aujourd'hui. Que voulez-vous dire ?

À l'époque, je m'intéressais aux débats académiques sur les actes de langage. Les énoncés “performatifs” sont un type d'actes de langage qui servent à faire quelque chose ou cherchent à créer une nouvelle réalité. Lorsqu'un juge prononce une sentence, par exemple, il crée une nouvelle réalité, et il dispose généralement de l'autorité nécessaire pour que cette réalité se concrétise. Mais dit-on pour autant que le juge est tout-puissant ? Ou bien se contente-t-il d'invoquer un ensemble de conventions, de suivre un ensemble de procédures ? Si c'est le cas, alors le juge invoque un pouvoir qui ne lui appartient pas en

Selon la philosophe, la catégorie des femmes doit s'élargir pour inclure les femmes transgenres. Mais l'identité ne devrait pas être le fondement de l'action politique : les alliances et la solidarité sont indispensables.

**JUDITH BUTLER**

Cette philosophe américaine, qui enseigne à Berkeley, est une pionnière des études de genre. Son ouvrage majeur, *Trouble dans le genre*, sorti en 1990, a marqué la théorie féministe. Judith Butler y explique, à partir de la critique des travaux de nombreux auteurs, dont Simone de Beauvoir et Michel Foucault, que notre identité sexuelle est façonnée par la langue, les vêtements et les conventions culturelles.

tant que personne, mais en tant qu'autorité désignée. Son acte est un visa [il se réfère aux textes applicables], il répète un protocole établi de longue date.

Quel est le lien avec le genre ?

Il y a plus de trente ans, j'ai écrit que les personnes qui pensent exprimer leur identité intérieure, voire qui affirment se forger une nouvelle identité, invoquent [en fait] les conventions de genre, consciemment ou non. J'avais le sentiment que personne ne pouvait échapper totalement aux normes culturelles. Et, en même temps, personne n'est complètement déterminé par ces normes culturelles. Le genre devient alors une négociation, une lutte, une façon de s'attaquer aux contraintes historiques et d'inventer de nouvelles réalités.

Lorsque nous sommes déclarées filles [à la naissance], nous sommes introduites dans un royaume de féminité dont l'édification a commencé il y a longtemps – un ensemble de conventions, parfois contradictoires, qui définissent ce qu'est être une fille au sein de la société. Nous ne l'avons pas simplement choisi, et ce n'est pas seulement imposé à nous. Mais cette réalité sociale est susceptible d'évoluer, et effectivement elle évolue.

Aujourd'hui, les personnes queers parlent souvent de genre “assigné à la naissance”. Mais votre interprétation semble relativement différente ?

Le genre n'est pas assigné qu'une seule fois, il l'est en permanence. On nous assigne un sexe à la naissance, puis s'ensuivent tout un tas d'attentes [sociales] qui continuent à nous “assigner” un genre. Les forces qui se cachent derrière [cette assignation] appartiennent à un système qui assigne et réassigne des normes aux corps et les organise socialement, mais les pousse aussi dans des directions contraires à ces normes.

Peut-être devrions-nous considérer le genre comme quelque chose qui nous est imposé à la naissance, par le biais du sexe qui nous est attribué et de tous les postulats culturels qui y sont généralement associés. Mais le genre se construit aussi tout au long de la vie – nous pouvons prendre le pouvoir sur l'assignation et la transformer en auto-assignation, ce qui peut inclure le changement de sexe aux niveaux légal et médical.

Depuis quelque temps, la notion d'identité occupe une place centrale dans le débat politique. Qu'en pensez-vous, vous qui portez un regard sceptique sur la stabilité des catégories de genre ?

Je pense que la façon dont nous abordons cette “centralité” est extrêmement importante. Pour moi, l'identité ne devrait pas être le fondement de la politique. Les alliances, les coalitions et la solidarité sont indispensables pour faire progresser la gauche. Nous devons savoir pour et contre quoi nous nous battons, et ne pas perdre de vue ces objectifs.

Nous devons absolument dépasser nos différences et proposer une analyse nuancée de l'influence sociale, c'est-à-dire une analyse qui nous aide à établir des liens entre les pauvres, les précaires, les démunis, les membres de la communauté LGBTQI+, les travailleurs et tous ceux qui sont victimes du racisme et de la domination coloniale. Ces groupes et ces identités ne sont pas toujours cloisonnés, car les formes d'oppression qu'ils subissent sont interconnectées, elles se recoupent. Ils ont en commun de s'opposer au racisme, à la misogynie, à l'homophobie, à la transphobie, sans oublier le capitalisme et ses effets destructeurs, notamment pour la Terre et les modes de vie traditionnels.

Certains théoriciens, comme Asad Haider, ont adopté votre théorie pour étudier les divisions raciales au sein de la société américaine. Pour Haider, votre vision de la formation identitaire est chaotique et source de déracinement constant. La droite ne marque-t-elle pas des points en essayant justement d'imposer une vision bien plus stable de l'identité ? La droite cherche désespérément à réinstaurer des formes d'identité qui ont été remises en cause à juste titre. En parallèle, elle a tendance à réduire la lutte pour la justice raciale à de simples enjeux d'"identité" ou à caricaturer les mouvements de lutte pour la liberté sexuelle ou contre les violences sexuelles, pour faire croire qu'ils ne s'intéressent qu'à l'"identité". En réalité, ces mouvements luttent avant tout pour redéfinir les notions de justice, d'égalité et de liberté, et leur redonner le sens qu'elles devraient avoir. En cela, ils sont indispensables à tout mouvement démocratique radical, et nous devrions donc condamner ces caricatures.

Qu'est-ce que cela implique pour la gauche ? Si nos opinions s'appuient uniquement sur des identités spécifiques, je ne crois pas que nous pourrions saisir la complexité de notre monde social et économique, ni conduire l'analyse et bâtir les alliances dont nous avons besoin pour concrétiser nos idéaux de justice, d'égalité et de liberté. Et pourtant, affirmer clairement les identités permet de faire comprendre comment les alliances doivent évoluer pour mieux réagir aux formes d'oppressions intersectionnelles.

Aujourd'hui, on évoque souvent l'importance d'écouter ceux qui subissent l'oppression. Le philosophe politique Olufémi O Táíwò nous met toutefois en garde : vouloir décentrer le débat loin des perspectives des privilégiés peut se révéler contre-productif.

Oui, il est important de reconnaître que, même si les Blancs ne peuvent prétendre vivre ce que subissent les Noirs, ils n'ont aucune raison d'être paralysés sur les questions de race et de refuser d'intervenir. Personne n'a l'obligation d'avoir vécu toutes les réalités auxquelles sont confrontés les Noirs pour avoir le droit de déceler, de dénoncer et de s'opposer au racisme systémique – et pour appeler les autres à faire de même.

Si les Blancs commencent à s'intéresser uniquement à leurs propres privilèges, nous risquons de devenir égocentriques. Et nous n'avons vraiment pas besoin d'avoir encore plus de Blancs qui ramènent tout à eux : ça ne fait que recentrer le débat sur les Blancs et cela entrave la lutte contre le racisme.

Comment votre propre identité de genre a-t-elle façonné votre théorie politique ?

J'ai l'impression que mon "identité de genre" – quelle qu'elle soit – m'a d'abord été attribuée par ma famille, l'école et le corps médical. J'ai eu du mal à trouver une façon de m'approprier la langue qu'on utilisait pour me définir et me soumettre. Je reste relativement convaincue que d'autres ont choisi pour moi les pronoms qui me désignent, ce que je trouve intéressant puisqu'on m'en a attribué un certain nombre. Ainsi je suis toujours un peu surprise et impressionnée quand les gens décident eux-mêmes du pronom par lequel ils veulent être désignés ou me demandent lesquels je préfère. Je n'ai pas de réponse simple, même si j'aime particulièrement le pronom "iel". Quand j'ai écrit *Trouble dans le genre*, les personnes non binaires ne disposaient pas encore de leur propre catégorie. Désormais, je ne vois pas comment je pourrais me situer ailleurs que dans celle-ci.



DESSIN D'A. JUBEL, EL MUNDO, MADRID

GENRE, POLITIQUE ET NON-VIOLENCE

Judith Butler est l'une des voix les plus influentes de la théorie politique contemporaine et la théoricienne du genre la plus lue et la plus influente. Entre 1988 et aujourd'hui, elle a publié une vingtaine de livres et d'essais. Certains ont été traduits en français, comme *La Vie psychique du pouvoir* (Léo Scheer, 2002), *Antigone : la parenté entre vie et mort* (Epel, 2003), *Le Pouvoir des mots, discours de haine et politique du performatif* (Amsterdam, 2004), *Humain, inhumain, le travail critique des normes* (Entretiens, Amsterdam, 2005), *Vie précaire – Les pouvoirs du deuil et de la violence après le 11 septembre 2001* (Amsterdam, 2005), *Défaire le genre* (Amsterdam, 2006) et *Ces corps qui comptent – De la matérialité et des limites discursives du "sexe"* (Amsterdam, 2018). Son dernier ouvrage, *The Force of Nonviolence* ("La Force de la non-violence", à paraître à la fin octobre en français chez Fayard), est sorti en 2020. Il relie les théories de la non-violence et la lutte politique pour l'égalité sociale. Selon Judith Butler, la non-violence est mal comprise lorsqu'elle est vue comme un pacifisme naïf ou une aspiration morale individuelle. Pour la philosophe, il s'agit bien plutôt d'un mode d'action politique idéal, en rupture avec les cadres et les pratiques politiques traditionnelles.

Le genre se construit tout au long de la vie – nous pouvons prendre le pouvoir sur l'assignation et la transformer en auto-assignation.

Vous avez souvent été la cible de manifestants, dans le monde entier. En 2014, les opposants au mariage pour tous en France dénonçaient la "théorie du genre". En 2017, au Brésil, des chrétiens évangéliques ont brûlé un mannequin à votre effigie en scandant : "Va en enfer avec ton idéologie !" Que pensez-vous de tout ça ? Ceux qui s'opposent à l'existence du concept de genre prétendent que le sexe est une notion biologique et tangible, voire qu'il est attribué par Dieu, et que le genre est une illusion destructrice, qui abaisse à la fois l'"homme", la "civilisation" et "Dieu". Le Vatican et certaines Églises évangéliques et apostoliques conservatrices des quatre coins de la planète défendent les mesures antigénre, tout comme les néolibéraux en France et ailleurs, qui ont besoin de la famille normative pour absorber la destruction du système de protection sociale.

Ce mouvement est à la fois antiféministe, homophobe et transphobe. Il va à l'encontre de la liberté de procréer et des droits des personnes trans. Il cherche à censurer les programmes universitaires d'études sur le genre et à supprimer la notion de genre des programmes scolaires – un sujet pourtant d'une grande importance pour les jeunes. Les militants antigénre veulent aussi revenir sur les progrès juridiques et législatifs en matière de liberté sexuelle, d'égalité des genres et de lutte contre les discriminations liées au genre et contre les violences sexuelles.

Vous avez toujours insisté sur le fait que vos théories sur le genre ne sont pas nourries uniquement par le débat intellectuel, mais aussi par votre expérience au sein des communautés gay et lesbienne. Depuis le début des années 1990, vous avez acquis une influence sans pareille dans ces communautés. À quel point les choses ont-elles changé depuis votre coming out ?

Oh, je n'ai jamais fait de coming out. Ce sont mes parents qui ont révélé mon homosexualité, quand j'avais 14 ans. Pendant plus de cinquante ans, on m'a identifiée tout à tour comme *butch* [lesbienne à l'allure masculine], queer ou trans [terme regroupant les personnes transgenres, transsexuelles, mais aussi différentes identités de genre]. J'ai sans aucun doute été influencée par les bars gays et lesbiens, que j'ai trop souvent fréquentés à la fin des années 1970 et au début des années 1980. À l'époque, je m'intéressais également aux difficultés des bisexuels pour gagner en reconnaissance. J'ai également rencontré des groupes de personnes intersexes pour comprendre leur bataille avec les institutions médicales, et j'ai fini par réfléchir de manière plus approfondie à la différence entre drag et transgenre, et sur le genre en général. J'ai toujours milité dans des groupes non universitaires, et c'est encore le cas aujourd'hui.

Quels étaient les combats des militants radicaux gays et lesbiennes avant que le mot "queer" ne voie le jour ?

Quand j'étais jeune, les manifestations portaient sur le droit de faire son coming out, la lutte contre la discrimination, contre la représentation de l'homosexualité comme une pathologie et contre la violence, dans les sphères privée et publique. Nous combattons la représentation de l'homosexualité comme une maladie mentale et ses conséquences carcérales. Mais nous nous battions aussi pour le droit à disposer librement de son corps en public, sans subir la peur ni la violence, et le droit de pleurer au grand jour les proches que nous avions perdus. Ce combat-là a pris une ampleur particulière avec l'arrivée du VIH et la création d'Act Up.

Pour moi, "queer" n'a jamais été une identité, mais une manière de rejoindre le combat contre → **p.70**

p.69 ← L'homophobie. Au départ, ce mouvement s'opposait à la réglementation de l'identité – donc aux forces de l'ordre, en fait. Ces manifestations étaient centrées sur l'accès aux soins, à l'éducation, sur les libertés publiques et sur la lutte contre la discrimination et la violence – nous voulions vivre dans un monde où l'on peut respirer, bouger et aimer plus facilement. Mais nous avons aussi inventé de nouveaux types de relations, de communautés et de solidarité, et peu importe si l'ambiance était houleuse. J'ai participé à des manifestations de lesbiennes, mais je me suis aussi penchée sur les droits humains internationaux, pour saisir leurs limites. Et j'ai compris que des alliances élargies, qui luttent à parts égales contre le racisme, l'injustice économique et le colonialisme, étaient indispensables aux politiques queers.

On voit que cela fonctionne aujourd'hui dans les collectifs queers marxistes et ceux qui luttent pour la justice économique et raciale ou contre l'apartheid. Il y a aussi alQaws, l'association palestinienne qui milite à la fois contre l'occupation et l'homophobie.

Et aujourd'hui, comment a évolué la vie politique ?

Aujourd'hui, j'apprécie particulièrement les collectifs queers et féministes qui s'engagent pour faire de la santé et de l'éducation des biens publics, qui luttent contre le capitalisme et pour la justice raciale, les droits des personnes handicapées, la liberté politique des Palestiniens, et qui s'opposent à la destruction de la Terre et des modes de vie traditionnels – comme on

Des alliances élargies,
qui luttent à parts égales
contre le racisme,
l'injustice économique
et le colonialisme,
sont indispensables
aux politiques queers.

le voit dans les travaux de Jasbir Puar, Sara Ahmed, Silvia Federici et Angela Davis.

J'apprécie aussi l'action de Ni una menos [“Pas une de moins”, mouvement contre les violences faites aux femmes qui a vu le jour en Argentine] et des féministes qui militent pour l'abolitionnisme pénal [courant féministe selon lequel le système pénal n'est pas adapté pour lutter contre les violences liées au genre].

Il existe désormais une vision d'ensemble, même si nous traversons une période très décourageante, car la pandémie a creusé les inégalités économiques mondiales.

De nombreux spécialistes des études de genre ont évoqué l'influence directe que vos travaux avaient eue sur eux, de Julia Serano jusqu'à Jordy Rosenberg et sa réflexion immersive intitulée “Gender Trouble on Mother's Day” [“Trouble dans le genre pour la Fête des mères”]. Comment vivez-vous cette célébrité ? J'ai trouvé un moyen de vivre loin de mon nom et cela s'est révélé très utile. Je sais que, pour de nombreuses personnes queers et trans, le nom est quelque chose de très important et je respecte cela. Mais je pense que ma survie dépend de ma capacité à me tenir à distance de mon nom.—

Publié le 7 septembre

L'autrice : Jules Joanne Gleeson est une historienne queer. Elle a récemment coécrit avec Elle O'Rourke *Transgender Marxism* [“Marxisme transgenre”, inédit en français].

SaNoSi Productions, Ayizan Production, Merveilles Production
présentent

"Un film à fleur de peau qui nous a émus »
LE MONDE

FESTIVAL DE CANNES
UN CERTAIN REGARD
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

FREDA

Un film de
Jessica Génés

AU CINÉMA LE 13 OCTOBRE

COUP DE
CŒUR
CINÉMAS
ART & ESSAI
DE L'AFCAE

NÉHÉMIE BASTIEN
DJANAÏNA FRANÇOIS FABIOLA RÉMY GAËLLE BIEN-AIMÉ JEAN JEAN
ROLAPHTON MERCURE CANTAVE KERVEN

france.tv 1 portail Outre-mer LE FIGARO Courrier international LA CROIX SENECA TOUAI

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.
Des cartes, des infographies et les analyses
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat
avec 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



SERVICEPLAN - H Entreprisse RCS Nanterre 414642062

AFFICHE CRÉÉE PAR BLANCHE CLÉMENT X MAALAVIDAA
PHOTOGRAPHE ET DIGITAL ARTIST ÉMERGENTES

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.